

LÉON TOLSTOÏ

GUERRE

ET

RÉVOLUTION

— LA FIN D'UN MONDE —

TRADUIT DU RUSSE

Par E. HALPÉRINE-KAMINSKY

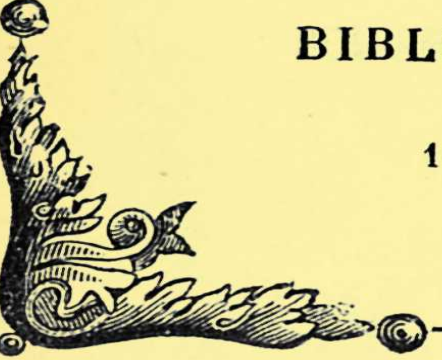
PARIS

BIBLIOTHÈQUE-CHARPENTIER

EUGÈNE FASQUELLE, ÉDITEUR

11, RUE DE GRENNELLE, 11

—
1906



LÉON TOLSTOÏ

GUERRE

ET

RÉVOLUTION

— LA FIN D'UN MONDE —

TRADUIT DU RUSSE

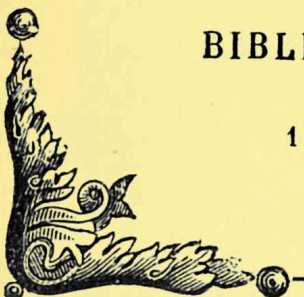
Par E. HALPÉRINE-KAMINSKY

PARIS

BIBLIOTHÈQUE-CHARPENTIER

EUGÈNE FASQUELLE, ÉDITEUR
11, RUE DE GRENELLE, 11

1906



The Project Gutenberg eBook of Guerre et révolution

This eBook is for the use of anyone anywhere in the United States and most other parts of the world at no cost and with almost no restrictions whatsoever. You may copy it, give it away or re-use it under the terms of the Project Gutenberg License included with this eBook or online at www.gutenberg.org. If you are not located in the United States, you will have to check the laws of the country where you are located before using this eBook.

Title: Guerre et révolution

La fin d'un monde

Author: graf Leo Tolstoy

Translator: E. Halpérine-Kaminsky

Release date: March 18, 2026 [eBook #78237]

Language: French

Original publication: Paris: Eugène Fasquelle, 1906

Other information and formats: www.gutenberg.org/ebooks/78237

Credits: Laurent Vogel, Robin Tremblay and the Online Distributed Proofreading Team at <https://www.pgdp.net> (This file was produced from images generously made available by the Bibliothèque nationale de France (BnF/Gallica))

*** START OF THE PROJECT GUTENBERG EBOOK GUERRE ET
RÉVOLUTION ***

LÉON TOLSTOÏ

GUERRE ET RÉVOLUTION

—LA FIN D'UN MONDE—

TRADUIT DU RUSSE PAR
E. HALPÉRINE-KAMINSKY

PARIS
BIBLIOTHÈQUE-CHARPENTIER
EUGÈNE FASQUELLE, ÉDITEUR
11, RUE DE GRENELLE, 11
1906

Tous droits réservés.

EUGÈNE FASQUELLE, ÉDITEUR, 11, RUE DE GRENELLE

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

PUBLIÉS DANS LA **BIBLIOTHÈQUE-CHARPENTIER**

à **3 fr. 50** le volume.

- PLAISIRS VICIEUX, traduit du russe par HALPÉRINE-KAMINSKY, préface par Alexandre DUMAS, de l'Académie française (3^e mille) 1 vol.
- PLAISIRS CRUELS, contenant la profession de foi de l'auteur, traduit du russe par HALPÉRINE-KAMINSKY, préface par Charles RICHET, professeur à la Faculté de médecine de Paris (3^e mille) 1 vol.
- LA VRAIE VIE, traduit du russe par HALPÉRINE-KAMINSKY, (7^e mille) 1 vol.
- APPELS AUX DIRIGEANTS, traduction de HALPÉRINE-KAMINSKY 1 vol.
- CONSEILS AUX DIRIGÉS, traduction de HALPÉRINE-KAMINSKY 1 vol.
- LE GRAND CRIME, traduction de HALPÉRINE-KAMINSKY, (3^e mille) 1 vol.

Il a été tiré de cet ouvrage cinq exemplaires numérotés sur papier de Hollande.

Tous droits de reproduction et de traduction du présent texte français
réservés pour tous pays, y compris le Danemark, les Pays-Bas, la Suède et
la Norvège.

Paris.—L. MARETHEUX, imprimeur, 1, rue Cassette.—11816.

GUERRE ET RÉVOLUTION (LA FIN D'UN MONDE)

LA LEÇON DE LA GUERRE

Ainsi vois si la lumière qui est en toi n'est pas ténèbres.

(MATHIEU, VI, 23.)

Il a aveuglé leurs yeux et a endurci leurs cœurs, de sorte qu'ils ne voient point des yeux, qu'ils ne comprennent plus du cœur, et qu'ils ne se convertissent point et que je ne les guérisse point.

(JEAN, XII, 40.)

I

LA GUERRE RUSSO-JAPONAISE

Durant près de deux ans la guerre a ensanglanté l'Extrême-Orient. Plusieurs centaines de milliers de vies humaines y furent sacrifiées. En

Russie, autant de milliers de réservistes furent arrachés à leurs familles et envoyés sur les champs de bataille. Ces hommes, le désespoir et la crainte au cœur, ou avec une bravoure de parade suscitée par l'eau-de-vie, montaient avec résignation dans les wagons et étaient transportés à toute vapeur, là où d'autres hommes, amenés de même, mouraient,—ils le savaient,—au milieu d'atroces souffrances. A chaque étape, ils rencontraient d'ailleurs des milliers d'êtres mutilés qu'on ramenait et qui étaient partis jeunes et robustes.

Tous ces hommes songeaient avec terreur à ce qui les attendait, et ils y allaient quand même, sans protester, cherchant à se persuader qu'il n'en saurait être autrement.

Pourquoi cela ?

Pourquoi s'en vont-ils là-bas ?

Sans aucun doute, nul parmi eux ne tient à commettre les actes auxquels il se livre. Non seulement ils n'en ont aucun motif et ne veulent point participer à cette lutte, mais ils ne peuvent même pas s'expliquer pourquoi elle a été entreprise. D'ailleurs, ni les milliers, ni les millions d'hommes qui participent directement ou indirectement à cette œuvre, ni personne au monde ne saurait expliquer sa raison d'être, parce qu'il n'en est pas, et il ne peut y en avoir *aucune* explication sensée.

La situation de ceux qui y participent et celle des autres qui la regardent faire, rappellent, les uns, des voyageurs parqués dans des wagons et roulant sur une pente vers un pont effondré au-dessus d'un précipice, les autres, des hommes demeurant en spectateurs impuissants devant l'imminence de la catastrophe.

Ainsi, des millions d'hommes s'entre-tuent sans aucun motif, ni désir, et, tout en ayant conscience de la folie de cette lutte, ne peuvent s'arrêter.

On a dit qu'une semaine ne se passait sans amener de Mandchourie des centaines d'aliénés. Mais est-ce que les milliers et les milliers de gens qui s'y rendaient étaient moins fous ? Est-ce que tout homme sain d'esprit peut, quelle que soit la pression exercée sur lui, aller tuer ses semblables, accomplir une œuvre folle, dangereuse, répugnant à tout son être ?

Comment comprendre cela ? D'où vient cela ? Qui ou quoi en est la cause ?

On ne saurait prétendre qu'elle est dans les soldats, russes ou japonais, qui font tout leur possible pour tuer, mutiler le plus grand nombre d'entre eux, et qui, cependant, n'avaient jamais de motif de s'en vouloir et ne s'étaient même pas rencontrés. De fait, non seulement ils ne nourrissaient aucune haine les uns pour les autres, mais quelques mois auparavant les Russes ne se doutaient pas de l'existence des Japonais comme ceux-ci ignoraient ceux-là. D'ailleurs, lorsqu'ils se rencontraient dans les intervalles des combats, ils s'entretenaient amicalement.

On ne saurait dire non plus, que la faute en est aux officiers, aux chefs qui conduisent les soldats, aux divers fonctionnaires ou fournisseurs d'armes et de munitions, aux ingénieurs construisant des forteresses. Les nécessités de leur existence, leurs faiblesses, tout leur passé, leur créent une situation en tout point semblable à celle d'un cheval attelé qu'on fait marcher en le fouettant par derrière, sinon à celle d'un chien affamé qu'on attire dans sa niche en promenant un morceau de viande sous son nez.

Tous ces généraux, officiers, fonctionnaires, diplomates, sont tellement aveuglés depuis leur enfance qu'il leur est impossible de ne pas commettre la mauvaise petite action d'où résulte l'immense œuvre de mort qui se perpète aujourd'hui. C'est pourquoi on ne peut leur en imputer la faute.

Où en est la cause ? Qui est le coupable ? Le Mikado ? Le Tsar ? Il semble tout d'abord que ce soient eux les coupables, car ils ne peuvent être forcés par personne, ni séduits par rien.

Il semble qu'il aurait suffi à Nicolas II de ne pas ordonner les actes qui ont été commis en Mandchourie et en Corée, et d'accéder aux demandes du Japon pour que la guerre n'éclatât point. Tout dépendait donc de lui, semble-t-il.

Je ne saurais me prononcer au sujet du Mikado, mais d'après ce que je sais des chefs d'États en général, je suis convaincu qu'il se trouve dans les mêmes conditions que ses confrères. De Nicolas II, je sais que c'est un homme très ordinaire, superstitieux, peu cultivé, et qui, par suite, n'a pu aucunement être la cause des événements qui se sont produits en Extrême-Orient et dont les conséquences sont si grandes.

Comment serait-il possible, en effet, que l'activité de millions d'hommes soit dirigée vers un but contraire à leur volonté et à leur intérêt

par la volonté d'un seul qui, sous bien des rapports, est au-dessous du niveau moral et intellectuel de ceux que son prétendu caprice sacrifie ?

Pourquoi dès lors le Tsar et le Mikado apparaissent-ils comme la cause première de la guerre ?

Parce qu'il se produit ici un phénomène semblable à celui qui permet d'attribuer l'explosion d'une ville minée à la personne qui a mis le feu à l'explosif.

Ce n'est ni le Tsar ni le Mikado qui sont cause de la guerre, mais bien l'ordre des choses qui leur facilite les entreprises néfastes et cause le malheur de millions d'hommes. C'est donc le mécanisme social qui est le coupable, et par suite coupables sont ceux qui l'ont établi.

Quel est ce mécanisme, et quels en sont les auteurs ?

II

LA MACHINE GOUVERNEMENTALE

Ce mécanisme est connu depuis longtemps, et depuis longtemps aussi est connue son œuvre. C'est le même qui a permis en Russie les férociétés du détraqué Ivan le Terrible, les cruautés bestiales de l'aviné Pierre I^{er}, insultant, en compagnie d'autres ivrognes, tout ce qui est sacré aux hommes ; les mœurs dissolues de l'ignorante cantinière Catherine I^{re}, les hauts faits de l'Allemand Biron qui gouverna pour la seule raison qu'il était l'amant de la tsarine Anna, qui, femme médiocre, était, elle aussi, complètement étrangère à la Russie. Ce mécanisme sert successivement une autre Anna, maîtresse d'un autre Allemand, parce que c'était dans l'intérêt de quelques-uns de reconnaître comme empereur son fils, l'enfant Ivan, le même qui sera détenu en prison, puis tué sur l'ordre de Catherine II. C'est Élisabeth, la fille débauchée de Pierre I^{er}, qui envoie son armée combattre les Prussiens et à la mort de laquelle son neveu, un Allemand qu'elle a fait venir d'Allemagne et qui, lui succédant, donne l'ordre à cette même armée de combattre pour les Prussiens. Cet Allemand, mari de Catherine II, est tué par elle, également Allemande. Puis elle se met à diriger le pays en compagnie de ses amants, leur fait don de milliers de paysans russes et rédige à leur profit des projets d'expéditions, tantôt grecque, tantôt hindoue, en vue de la réalisation desquels elle fait périr des millions d'êtres humains.

Elle morte, c'est le dégénéré Paul qui préside aux destinées de la Russie et de sa population comme y peut présider un aliéné. Il est assassiné avec le consentement de son propre fils. Et ce parricide règne pendant vingt-cinq ans, tantôt s'alliant à Napoléon, tantôt guerroyant contre lui, tantôt imaginant des constitutions pour la Russie, tantôt livrant le peuple qu'il méprisait au terrible Araktcheïev.

Ensuite, c'est le règne du soldat brutal, du cruel et ignorant Nicolas I^{er} ; puis c'est Alexandre II, peu intelligent, plutôt mauvais que bon, tantôt

libéral, tantôt despotique ; ou bien Alexandre III, celui-ci à coup sûr un sot, brutal et ignorant.

Enfin, sur le trône monte un innocent officier de hussards, qui imagine avec ses séides son expédition mandchou-coréenne, engloutissant des centaines de milliers de vies et des milliards de roubles.

N'est-ce pas terrifiant ? Terrifiant surtout parce que, même cette folie sanguinaire terminée, une nouvelle fantaisie peut surgir demain dans la faible tête de cet omnipotent, et, de concert avec son entourage de coquins, il entreprendra une campagne africaine, américaine ou indienne, et de nouveau on saignera les Russes à blanc et on les enverra assassiner à l'autre bout du monde.

D'ailleurs, ces choses se sont passées et se passent non seulement en Russie, mais partout où existe un gouvernement, c'est-à-dire un régime sous lequel une infime minorité peut forcer la grande masse d'obéir à sa volonté. Toute l'histoire européenne est une suite ininterrompue de récits des fureurs de princes montant successivement sur le trône, menant une vie de débauchés, d'assassins et de brigands, et, surtout, causant le pervertissement du peuple.

En Angleterre, monte sur le trône le cruel et débauché Henri VIII, et, à seule fin de se débarrasser de sa femme et d'épouser sa maîtresse, il imagine une nouvelle confession chrétienne, oblige son peuple à s'y convertir, ce qui allume la guerre religieuse et amène la perte de millions de vies.

Ou bien c'est Cromwell, hypocrite insigne et scélérat, qui se saisit de la machine gouvernementale, exécute un autre hypocrite, Charles I^{er}, sacrifie impitoyablement des millions de victimes et détruit cette même liberté qu'il prétendait défendre.

En France, c'est une série de Louis et de Charles qui dirigent la machine, et dont le règne est également une succession de crimes : meurtres, exécutions en masse ou isolées, guerres et ruines nationales.

On exécute enfin l'un d'eux, et aussitôt des Marat et des Robespierre accaparent à leur tour la machine gouvernementale et commettent des crimes plus horribles encore parce qu'ils immolent non seulement des vies humaines, mais les hautes vérités proclamées par les hommes du temps.

Le pouvoir tombe entre les mains de Napoléon, et tout le continent européen est jonché de cadavres.

Les chefs d'États se montrent aussi sots, aussi immoraux en Autriche, en Italie, en Prusse, et aussi funestes sont leurs actes pour leurs peuples.

Et ce n'est point l'histoire du passé, de ce qui a été et ne se renouvellera plus ; cela se passe de nos jours encore, et partout, dans les États les plus libres ou soi-disant tels, sous le régime démocratique comme sous le régime despotique : en Angleterre et en Turquie, en Allemagne et en Abyssinie, en France et en Russie, aux États-Unis d'Amérique et au Maroc, partout où fonctionne la machine qu'on nomme gouvernement.

Malgré les chartes et constitutions, naissent des guerres sans motif sérieux, simplement en raison de rivalités des partis politiques.

C'est ainsi que furent déclarées les dernières guerres par les Français ; par les Anglais contre les Boërs, au Thibet, en Égypte ; par les Italiens en Abyssinie ; par les cinq puissances (Russie, France, Angleterre, Amérique, Japon) contre la Chine ; par la Russie contre le Japon.

Partout où existe une institution permettant à la minorité d'imposer à la majorité ce que celle-là décrète pour loi ou règlement administratif, tout individu de la majorité est constamment menacé, lui et sa famille, des plus grands dangers, de malheurs dus, non à des cataclysmes sismiques indépendants de notre volonté, mais à la poignée d'hommes dont nous subissons volontairement la servitude.

III

LA SERVITUDE VOLONTAIRE

Voici ce qu'écrivait à ce sujet, au XVI^e siècle déjà, l'écrivain français La Boétie :

« Il est raisonnable d'aymer la vertu, d'estimer les beaulx faicts, de cognoistre le bien d'où l'on l'a receu, et diminuer souvent de nostre ayse, pour augmenter l'honneur et advantaige de celuy qu'on ayme, et qui le merite : Ainsy doncques, si les habitants d'un país ont trouvé quelque grand personnaige qui leur ayt monsté par esprouve une grande prevoyance pour les garder, grande hardiesse pour les deffendre, un grand soing pour les gouverner ; si, de là en avant, ils s'apprivoysent de lui obeïr, et s'en fier tant que luy donner quelques advantaiges, ie ne sçais si ce seroit sagesse, de tant qu'on l'oste de là où il faisoit bien, pour l'avancer en lieu où il pourra mal faire : mais, certes, si ne pourroit-il faillir d'y avoir de la bonté, de ne craindre poinct mal de celuy duquel on n'a receu que bien.

« Mais, ô bon Dieu ! que peut estre cela ? comment dirons-nous que cela s'appelle ? quel malheur est celsuy là ? ou quel vice ? ou plustost quel malheureux vice ? veoir un nombre infiny, non pas obeïr, mais servir : non pas estre gouvernez, mais tyrannisez ; n'ayants ni biens, ny parents, ni enfants, ny leur vie mesme, qui soit à eulx ! Souffrir les pilleries, les paillardises, les cruaultez, non pas d'une armee, non pas d'un camp barbare contre lequel il faudroit despendre son sang et sa vie devant ; mais d'un seul ! non pas d'un Hercules, ne d'un Samson ; mais d'un seul hommeau, et le plus souvent du plus lasche et femenin de la nation ; non pas accoustumé à la pouldre des batailles, mais encores à grand'peine au sable des tournois ; non pas qui puisse par force commander aux hommes, mais tout empesché de servir vilement à la moindre femmelette ! Appellerons nous cela lascheté ? Dirons-nous que ceulx là qui servent, soyent couards et recreus ? Si deux, si trois, si quatre ne se deffendent d'un, cela est estrange, mais

toutesfois possible ; bien pourra l'on dire lors, à bon droict, que c'est faulte de cœur : mais si cent, si mille endurent d'un seul, ne dira t'on pas qu'ils ne veulent point, non qu'ils n'osent pas se prendre à luy, et que c'est, non couardise, mais plutost mespris et desdaing. Si l'on veoid, non pas cent, non pas mille hommes, mais cent païs, mille villes, un million d'hommes, n'assaillir pas un seul, duquel le mieulx traicté de tous en receoit ce mal d'estre serf et esclave, comment pourrions nous nommer cela ? est ce lascheté ?

« Or, il y a en tous vices naturellement quelque borne, oultre laquelle ils ne peuvent passer : deux peuvent craindre un, et possible dix ; mais mille, mais un million, mais mille villes, si elles ne se deffendent d'un, cela n'est pas couardise, elle ne va point iusques là ; non plus que la vaillance ne s'estend pas qu'un seul eschelle une forteresse, qu'il assaille une armee, qu'il conquiere un roïaume. Doncques quel monstre de vice est cecy, qui ne merite pas encore le tiltre de couardise ? qui ne treuve de nom assez vilain, que nature desadvoue avoir faict, et la langue refuse de le nommer ? »

« C'est chose estrange d'ouïr parler de la vaillance que la liberté met dans le cœur de ceulx qui la deffendent ; mais ce qui se faict en tous païs, par tous les hommes, tous les iours, qu'un homme seul mastine cent mille villes, et les prive de leur liberté ; qui le croiroit, s'il ne faisoit que l'ouïr dire, et non le veoir ? et, s'il ne se veoyoit qu'en païs estranges et loingtaines terres, et qu'on le dist ; qui ne penseroit que cela feust plustost feinct et controuvé, que non pas véritable ? Encores ce seul tyran, il n'est pas besoing de le combattre, il n'est pas besoing de s'en deffendre ; il est de soy mesme desfaict. Mais que le païs ne consente à la servitude, il ne fault pas lui rien oster, mais ne lui donner rien ; il n'est point besoing que le païs se mette en peine de faire rien pour soy, mais qu'il ne se mette pas en peine de faire rien contre soy. Ce sont doncques les peuples mesmes qui se laissent, ou plustost se font gourmander, puis qu'en cessant de servir ils en seroient quites, c'est le peuple qui s'asservit ; qui se coupe la gorge ; qui, ayant le choix d'estre subiect ou d'estre libre, quite sa franchise, et prend le ioug ; qui consent à son mal, ou plustost le pourchasse. S'il lui coustoit quelque chose de recouvrer sa liberté, il ne l'en presseroit point, combien que ce soit ce que l'homme doibt avoir plus cher que de se remettre en son droict naturel, et, par maniere de dire, de beste à revenir à homme ; mais

encores ie ne luy permets point qu'il ayme mieulx une ie ne sçais quelle seureté de vivre à son ayse. Quoy ! si pour avoir la liberté, il ne lui fault que la desirer ; s'il n'a besoing que d'un simple vouloir, se trouvera il nation au monde qui l'estime trop chere, la pouvant gagner d'un seul souhaict ? et qui plaigne sa volonté à recouvrer le bien lequel on debvroit racheter au prix de son sang ? et lequel perdu, tous les gents d'honneur doibvent estimer la vie desplaisante et la mort salutaire ? Certes, tout ainsi comme le feu d'une petite estincelle devient grand, et tousiours se renforce, et plus il trouve de bois, et plus est prest d'en brusler ; et, sans qu'on y mette de l'eau pour l'esteindre, seulement en n'y mettant plus de bois, n'ayant plus que consumer, il se consume soy mesme, et devient sans forme aulcune et n'est plus feu : pareillement les tyrans, plus ils pillent, plus ils exigent, plus ils ruynent et destruisent, plus on leur baille, plus on les sert ; d'autant plus ils se fortifient, deviennent tousiours plus forts et plus frez pour anéantir et destruire tout ; et, si on ne leur baille rien, si on ne leur obeït point, sans combattre, sans frapper, ils demeurent nuds et desfaicts, et ne sont plus rien, si non que comme la racine, n'ayant plus d'humeur et aliment, devient une branche seiche et morte.

« Les hardis, pour acquerir le bien qu'ils demandent, ne craignent point le dangier ; les advisez ne refusent point la peine : les lasches et engourdis ne sçavent ni endurer le mal, ny recouvrer le bien ; ils s'arrestent en cela de le souhaicter, et la vertu d'y pretendre leur est ostee par leur lascheté ; le desir de l'avoir leur demeure par la nature. Ce desir, cette volonté, est commune aux sages et aux indiscrets, aux courageux et aux couards, pour souhaiter toutes choses qui, estant acquises, les rendroient heureux et contents : une seule en est à dire, en laquelle ie ne sçais comme nature default aux hommes pour la desirer : c'est la liberté, qui est toutesfois un bien si grand et si plaisant, que, elle perdue, tous les maux viennent à la file, et les biens mesmes qui demeurent aprez elles perdent entierement leur goust et leur saveur, corrompus par la servitude : la seule liberté, les hommes ne la desirent point, non pas pour aultre raison, ce me semble, si non pource que, s'ils la desiroient, ils l'auroient ; comme s'ils refusoient faire ce bel acquest, seulement parce qu'il est trop aysé.

« Pauvres gents et miserables, peuples insensez, nations opiniastres en vostre mal, et aveugles en vostre bien, vous vous laissez emporter devant

vous le plus beau et le plus clair de vostre revenu, piller vos champs, voler vos maisons, et les despouiller des meubles anciens et paternels ! Vous vivez de sorte que vous pouvez dire que rien n'est à vous ; et sembleroit que meshuy ce vous seroit grand heur, de tenir à moitié vos biens, vos familles et vos vies ; et tout ce degast, ce malheur, cette ruyne, vous vient, non pas des ennemys, mais bien certes de l'ennemy et de celuy que vous faictes si grand qu'il est, pour lequel vous allez si courageusement à la guerre, par la grandeur duquel vous ne refusez point de presenter à la mort vos personnes. Celui qui vous maistrise tant, n'a que deux yeulx, n'a que deux mains, n'a qu'un corps, et n'a aultre chose que ce qu'a le moindre homme du grand nombre infiny de vos villes ; si non qu'il a plus que vous tous, c'est l'avantaige que vous luy faictes pour vous destruire. D'où il a prins tant d'yeulx d'où vous espie il, si vous ne les luy donnez. Comment a il tant de mains pour vous frapper, s'il ne les prend de vous ? Les pieds dont il foule vos citez, d'où les a il, s'ils ne sont des vostres ? Comment a il aulcun pouvoir sur vous, que par vous aultres mesmes ? Comment vous oseroit il courir sus, s'il n'avoit intelligence avecques vous ? Que vous pourroit il faire, si vous n'estiez receleurs du larron qui vous pille, complices du meurtrier qui vous tue, et traistres de vous mesmes ? Vous semez vos fruicts, à fin qu'il en face le desgast ; vous meublez et vous remplissez vos maisons, pour fournir à ses voleries ; vous nourrissez vos filles, à fin qu'il ayt de quoy saouler sa luxure ; vous nourrissez vos enfants, à fin qu'il les mene, pour le mieulx qu'il face, en ses guerres, qu'il les mene à la boucherie, qu'il les face les ministres de ses convoitises, les executeurs de ses vengeances ; vous rompez à la peine vos personnes, à fin qu'il se puisse mignarder en ses delices, et se veautrer dans les sales et vilains plaisirs : vous vous affoiblissez, à fin de le faire plus fort et roide à vous tenir plus courte la bride ; et de tant d'indignitez, que les bestes mesmes ou ne sentiroient point, ou n'endureroient point, vous pouvez vous en delivrer, si vous essayez, non pas de vous en delivrer, mais seulement de le vouloir faire. Soyez resolu de ne servir plus, et vous voylà libres. Je ne veulx pas que vous le poulsez, ny le bransliez ; mais seulement ne le substenez plus ; et vous le verrez, comme un grand colosse à qui on a desrobbé la base, de son poids mesme fondre en bas, et se rompre^[1]. »

[1] *Discours sur la servitude volontaire*, par E. de La Boétie. (Edit. de la *Bibliothèque nationale*, Paris, 1901, pp. 36, 38, 40-45.)

Cet ouvrage fut écrit il y a quatre siècles et, malgré la netteté avec laquelle y fut démontrée la folie des hommes, perdant la liberté et la vie en se soumettant volontairement à la servitude, ils n'ont pas suivi le conseil de La Boétie : « ne pas seconder la violence gouvernementale afin qu'elle disparaisse. » Non seulement ils n'ont pas suivi son conseil, mais ils cachèrent encore à tous la portée de cette œuvre. C'est au point que dans la littérature française prévalait jusqu'à ces derniers temps l'opinion que La Boétie ne pensait pas ce qu'il écrivait, mais se livrait simplement à un exercice d'éloquence.

Si évident que devrait être le fait que les principaux maux des hommes résultent de l'organisation sociale qui les maintient dans la servitude, ils continuent à assurer son existence et à se soumettre aux hommes qui sont à la tête du pouvoir.

Et quels hommes ! Les sinistres Louis XI, Jacques d'Angleterre, Philippe d'Espagne, Catherine de Russie, les deux Napoléons.

IV

LE MAINTIEN DE L'AUTORITÉ

On pourrait tenter la justification de l'obéissance de tout un peuple à un petit nombre d'hommes, si les gouvernants étaient, je ne dis pas les meilleurs, mais simplement les moins mauvais parmi nous ; on pourrait l'essayer encore si, de temps à autre, le pouvoir était occupé par des hommes honnêtes. Malheureusement cela n'est pas, n'a jamais été et ne peut être.

Les gouvernants sont toujours les plus mauvais, les plus insignifiants, cruels, immoraux et, par-dessus tout, les plus hypocrites. Et ce n'est point là le fait du hasard, mais bien une règle générale, la condition absolue de l'existence du gouvernement.

Voici ce que dit à ce propos Machiavel, un homme qui sait parfaitement en quoi réside le pouvoir gouvernemental, comment on peut l'acquérir et comment assurer son maintien :

« Un prince ne doit avoir d'autres préoccupations, d'autre pensée, ni consacrer ses études à autre chose, qu'à la guerre, et à l'organisation de la discipline militaire ; c'est là le métier convenable à celui qui commande, et l'efficacité d'une telle science est telle que, non seulement elle conserve leurs États à ceux qui sont nés sur le trône, mais souvent même elle porte au trône ceux qui sont nés dans une condition privée. Et au contraire, on voit que lorsque les princes ont plutôt pensé aux amusements qu'aux armes, ils ont perdu leur État. La première cause qui le leur fait perdre c'est de négliger cet art ; de même que l'excellence dans l'art de la guerre est le moyen d'acquérir un État.

« Par conséquent, un prince qui ne sait point l'art militaire, ne peut jamais être estimé des soldats ni se fier à eux. Le prince doit donc s'adonner entièrement aux exercices militaires, et il doit même s'y exercer plus vivement en temps de paix que durant la guerre...

« Le désir de conquête est une chose, sans doute, fort ordinaire et naturelle : les conquérants qui savent réaliser leur but méritent plutôt la louange que le blâme ; mais établir des projets sans être en mesure de les réaliser, c'est autant manquer de sagesse que faire œuvre vaine...

« Si l'État conquis est accoutumé à vivre par ses lois et en liberté, il y a trois moyens de le conserver. Le premier est de le ruiner ; le second, d'aller y demeurer en personne ; le troisième de lui laisser ses propres lois à la condition de payer un tribut, et d'y créer un gouvernement composé d'un petit nombre de personnes qui le maintiennent dans son amitié...

« Le prince ne doit pas redouter d'être blâmé pour les vices sans lesquels il ne peut conserver sa suprématie ; car à bien considérer toutes les circonstances, *on se rend compte aisément que certaines vertus ne te sont que funestes, et certains vices peuvent donner au prince la sûreté et le bien-être...*

« Un prince qui veut contenir ses sujets dans l'unité et dans la foi ne doit pas se préoccuper du reproche de cruauté ; car il aura été plus humain en faisant un petit nombre d'exemples que ceux qui, par trop d'indulgence, laissent surgir des désordres, d'où naissent des massacres et des brigandages qui troublent ordinairement tout un État, tandis que les exécutions ordonnées par les princes n'offensent qu'un particulier...

« Ici s'élève une question : *Est-il mieux être aimé que craint, ou mieux vaut-il être craint qu'aimé ?* Je réponds qu'il faudrait être l'un et l'autre, mais comme c'est difficile de réunir les deux, et qu'il faut renoncer à l'un ou à l'autre, il est plus sûr d'être craint qu'aimé. Car on peut dire que tous les hommes en général sont ingrats, inconstants, dissimulés, lâches devant le danger et âpres au gain. Tant que tu leur fais du bien ils sont tout à toi ; ils t'offrent leur sang, leurs biens, leur vie, leurs enfants, comme je l'ai déjà dit, quand tu n'en as pas besoin, mais quand tu te trouves en danger, ils se révoltent. Et le prince qui s'est fié à leurs promesses, n'ayant pas pris ses mesures, périt ; parce que les amis qu'on achète à poids d'argent, et non pas avec la grandeur et la noblesse de l'âme, on les mérite, mais on ne les obtient pas, et quand on en a besoin on ne peut plus compter sur eux. Les hommes craignent moins d'offenser celui qui se fait aimer que celui qui se fait redouter ; car l'amour est un lien que les hommes, qui sont tous

méchants, rompent tout aussitôt qu'ils y trouvent leur intérêt ; au lieu que la crainte est entretenue par la peur de la peine, qui ne les quitte jamais.

« Quand le prince est à la tête d'une armée, et qu'il commande une grande quantité de soldats, c'est alors qu'il ne doit point se soucier d'être appelé cruel, sans cela son armée ne sera jamais bien mise, ni en état de ne rien entreprendre.

« D'où je conclus, en revenant à ma thèse, que les hommes aimant à leur gré, et craignant au gré du prince, un prince sage doit s'appuyer sur ce qui lui appartient, et non pas sur ce qui appartient aux autres ; il doit seulement s'arranger, ainsi que je l'ai dit, de manière à éviter la haine...

« Vous devez donc savoir qu'il y a deux manières de combattre, l'une avec les lois, l'autre avec la force. La première est celle des hommes, et la seconde celle des bêtes. Mais comme souvent la première ne suffit pas il faut recourir à la seconde. Le prince doit donc nécessairement savoir bien faire l'homme et la bête.

« Le prince ayant donc besoin de bien imiter la bête, doit savoir revêtir les qualités du renard et du lion, parce que le lion ne se défend point des filets, ni le renard des loups. Il faut donc être renard pour connaître les filets, et lion pour effrayer les loups. Ceux qui s'en tiennent au lion ne connaissent pas leur métier ; par conséquent, un prince prudent ne doit point tenir sa parole quand cela lui fait tort, et quand les occasions qui lui ont fait promettre quelque chose n'existent plus. Si les hommes étaient bons, ce précepte serait mauvais, mais comme ils sont méchants, et qu'ils sont loin de tenir leur parole, tu ne dois pas non plus la tenir, et tu ne manqueras jamais de raisons pour en justifier l'inobservation.

« J'en pourrais donner mille exemples modernes, et montrer combien de traités de paix, combien de promesses ont été rendus nuls et inutiles par infidélité des princes, dont celui qui a eu le plus de succès a le mieux su imiter le renard. Mais il faut savoir bien jouer son rôle ; *il faut être habile à feindre et à dissimuler, car les hommes sont si simples et si accoutumés à obéir aux circonstances, que celui qui veut tromper trouvera toujours quelqu'un à tromper...*

« Un prince n'a donc pas besoin de posséder toutes les qualités que j'ai indiquées, mais il doit paraître les avoir. J'ajouterai même que d'avoir et se

servir de ces qualités, c'est dangereux, et qu'il est toujours utile de feindre de les avoir ; c'est ainsi qu'il doit paraître clément, fidèle, humain, religieux et intègre ; mais il doit rester assez maître de lui pour qu'au besoin il puisse et sache faire tout le contraire.

« L'on doit comprendre qu'un prince, et particulièrement un prince nouveau, ne peut pas exercer toutes les vertus qui font passer les hommes pour bons, parce que, étant dans la nécessité de conserver l'État, il doit souvent agir contre la foi, la charité, l'humanité et la religion. Il faut donc qu'il ait un esprit capable de tourner suivant que le lui commandent les variations des vents et des circonstances, et, ainsi que je l'ai dit plus haut, ne pas s'écarter du bien s'il le peut, mais aussi savoir entrer dans le mal lorsqu'il le faut.

« Le prince doit donc avoir grand soin de ne dire jamais rien qui ne respire les cinq qualités que j'ai marquées ; en sorte qu'à le voir et à l'entendre il semble que c'est la clémence, la fidélité, l'intégrité, l'humanité et la religion même. Cette dernière qualité est celle qu'il lui importe le plus de paraître posséder, parce que les hommes en général jugent plus par les yeux que par les mains : chacun pouvant voir, mais très peu de personnes sachant toucher. Chacun veut ce que tu parais être, mais très peu de monde connaît ce que tu es, et le petit nombre n'ose pas aller à l'encontre de l'opinion publique, toujours protégée par la majesté du prince. Et dans les actions de tous les hommes, et surtout des princes, contre qui il n'y a point de recours en justice, on ne regarde qu'aux résultats.

« Un prince n'a donc qu'à préserver sa vie et à maintenir sa puissance, les moyens dont il se servira seront toujours trouvés honnêtes et louables, car le vulgaire s'attache toujours aux apparences et ne juge que par le succès^[2]. »

[2] *Le Prince*, par Machiavel.

Toutes ces vérités étaient connues non seulement des princes auxquels s'adressait Machiavel, mais de tous les hommes qui se sont trouvés au pouvoir ; elles ne sont pas moins connues des gouvernants d'aujourd'hui de tout régime politique. Que ce soit un souverain autocrate, un président de république, un premier ministre ou un parlement, ils ont toujours observé et

observent exactement les règles établies par Machiavel sans avoir besoin de le lire.

De fait, il suffit de réfléchir à ce qu'est l'autorité pour comprendre qu'il ne peut en être autrement.

L'autorité des uns sur les autres est, sans conteste, le droit reconnu aux premiers de martyriser et de tuer les seconds ; bien mieux, de les amener à être leurs propres tortionnaires. Et pour amener ainsi les hommes à se molester mutuellement et à s'entre-tuer, on ne peut recourir qu'à ces seuls moyens : mensonges, fourberies et, principalement, cruauté. Ainsi ont toujours agi et n'ont pu agir autrement tous les gouvernants.

V

IMMORALITÉ GOUVERNEMENTALE

Lisez ou relisez l'histoire des nations chrétiennes de l'Europe depuis la Réforme, et vous constaterez qu'elle constitue une nomenclature ininterrompue de crimes les plus effrayants et les plus insensés commis par les gouvernants contre leur propre peuple et les peuples étrangers. Ces folies criminelles sont : guerres sans fin, asservissement ou destruction de nationalités, voire d'États entiers, la ruine de paisibles habitants par cupidité, envie, ou sous prétexte de défendre la vérité religieuse ; de bûchers constamment en feu sur lesquels brûlent, parmi les milliers d'hommes ordinaires, les meilleurs du temps ; trahisons, mensonges, fourberies, vols, tortures, prisons, exécutions et débauches, la débauche monstrueuse, contre nature, qu'on ne pouvait rencontrer que parmi ces malheureux gouvernants. Et les auteurs en sont non pas seulement les Charles IX, les Henri VIII, les Ivan le Terrible, mais encore les tant loués Louis de France, les Élisabeth d'Angleterre, les Catherine et Pierre de Russie, les Frédéric de Prusse. Les gouvernements de notre temps—monarchie absolue ou constitutionnelle, république—agissent de même, et ne sauraient agir autrement ; car c'est là leur œuvre inévitable.

Leur œuvre est de prendre, sous forme d'impôt et par la violence, la plus grande partie du bien au peuple travailleur, et d'employer ces ressources à leur guise, toujours dans un but de parti ou personnel, vénal ou ambitieux. Elle est encore dans le maintien par la force du droit exclusif sur la terre ; dans la formation de l'armée, c'est-à-dire des assassins professionnels, et son envoi pour mettre à mort ou pour dévaliser d'autres hommes. Enfin, leur œuvre est de promulguer des lois justifiant et sanctionnant tous ces crimes.

C'est ce que font aujourd'hui les Roosevelt, les Nicolas II, les Chamberlain, les Guillaume II, de concert avec leurs conseillers et

Parlements. C'est leur mission.

Aussi, cette mission ne peut-elle être confiée qu'aux plus immoraux parmi les hommes. Il suffit de voir à quoi est employée l'autorité gouvernementale pour comprendre pourquoi les conducteurs de peuples ne peuvent être que cruels et au-dessous du niveau moral de leur temps et de leur milieu. Non seulement un homme de sens moral, mais celui qui ne l'a pas encore complètement perdu ne saurait occuper le trône, le poste de ministre, être législateur, en un mot, se permettre, à un titre quelconque, de décider du sort de tout un peuple. Un homme d'État vertueux est une contradiction aussi flagrante qu'une prostituée vertueuse, ou un sobre ivrogne, ou un pacifique brigand.

En somme, l'activité de tout gouvernement n'est faite que de crimes.

Elle se présente sous ce jour lorsqu'on la considère en elle-même, mais elle apparaît telle avec plus d'évidence encore lorsqu'on examine la situation de l'homme, pris isolément et dépendant de l'autorité.

L'immense majorité des humains qui naissent sur notre planète se trouvent dépourvus du droit à la terre natale. Non seulement ils sont empêchés de jouir de ce qui pousse sur le sol ou gît dans le sous-sol, mais ils n'ont même pas le droit d'y vivre sans payer de leur travail à ceux qui possèdent la terre en toute propriété, en vertu de l'abandon qui leur en a été fait par l'État, qui défend cette spoliation contre toute atteinte, en lui attribuant le caractère d'un droit sacré.

Tout homme, privé ainsi du droit naturel et légitime à la terre sur laquelle il est né, cherche un autre moyen d'existence, et il travaille, payant la redevance exigée à l'accapareur pour le droit de vivre sur la terre et d'en jouir, afin de pouvoir améliorer son sort et celui de sa famille, avoir le loisir de s'instruire, se reposer, être en relation avec d'autres hommes.

Mais la dîme versée, il n'est pas encore quitte. On lui fait payer, directement ou indirectement, des impôts pour couvrir les frais nécessités par une armée de fonctionnaires, par un nombreux clergé, dont il peut ne pas avoir besoin, ou pour les dépenses qu'exigent la construction des palais, des monuments, l'entretien d'une cour et des dignitaires, dont à coup sûr il n'a que faire, l'établissement des douanes, qui loin de lui être utiles lui sont nuisibles ; les paiements des intérêts de la dette d'État contractée en vue

d'une guerre des centaines d'années avant sa naissance, guerre néfaste déjà alors, et de nouvelles dettes pour de nouvelles guerres, celles-ci néfastes pour lui et pour ses proches. Il s'y soumet parce que toutes ces exigences sont appuyées par la force, et il paye.

Mais la machine gouvernementale ne le laisse pas encore en paix. A l'âge de vingt ans, il doit, dans la plupart des pays, faire le service militaire, c'est-à-dire subir le plus cruel des esclavages. Dans les pays où le service obligatoire n'est pas encore institué, il doit se racheter par de nouveaux impôts et être prêt à tous les malheurs qu'entraîne la guerre.

Tels sont les maux physiques que doit endurer, sans aucun motif, tout homme, de la part du gouvernement. Ce n'est pas tout. Le mal le plus terrible que commet le pouvoir public est la corruption morale et intellectuelle.

Un enfant naît, et on l'enrôle aussitôt dans la religion qui prévaut dans l'État. Ce fut toujours ainsi dans le passé, et cela se pratique encore dans la plupart des pays. Là où cette première contrainte n'est pas en usage, il en est d'autres. Aussitôt l'enfant grandi, l'obligation pour lui est de fréquenter l'école appartenant à l'État. A l'école, on lui apprend que le gouvernement, l'autorité en général, est la condition absolue de sa vie, et que l'État où il est né est le plus parfait du monde, qu'il soit gouverné par le Tsar, le Sultan, par Chamberlain avec sa politique coloniale, ou par un gouvernement républicain protecteur du trust et de l'impérialisme. Telle est l'école primaire et obligatoire, et telles sont toutes les écoles supérieures fréquentées par les adultes de l'État russe, turc, anglais, français ou américain.

Ce n'est pas seulement l'école qui forme ainsi la jeunesse. La littérature, les réunions publiques ou privées, la presse, à la solde du gouvernement ou à celle des riches qui s'appuient sur l'autorité ou simplement recherchent les grâces de celle-ci, partout et dans quelque pays que ce soit, le citoyen est soumis à la suggestion corruptive du pouvoir public. Il lui est inculqué que l'autorité en général, et celle de son pays en particulier, avec tous ses attributs : chaînes, prisons, potences, armées, est la condition absolue de son existence ; il est convaincu que l'activité gouvernementale est respectable, digne de toute estime et d'honneur, à laquelle chacun doit se considérer

heureux de participer, et aux représentants de laquelle il doit rendre tous les hommages.

Ainsi, le citoyen est lésé dans ses droits les plus naturels ; la plus grande part du produit de son travail lui est enlevée pour l'accomplissement d'une œuvre mauvaise ; il est tellement pris dans les filets qui lui sont tendus de tous côtés, qu'il devient autant esclave du gouvernement que l'était l'esclave des négriers, avec cette différence toutefois que ceux-ci pouvaient être bons et moraux, tandis que les négriers gouvernementaux sont les plus corrompus, cruels et hypocrites des hommes.

Le pis est que les esclaves du gouvernement, loin de se douter de leur esclavage, et de souhaiter la liberté, s'imaginent, principalement ceux qui vivent sous un régime constitutionnel ou républicain, qu'ils sont des hommes libres ; et ils sont fiers de leur asservissement.

VI

INUTILITÉ DE L'ÉTAT

« Que sont de nos jours les gouvernements sous lesquels les hommes ne croient pas pouvoir vivre ?

« S'il fut un temps où le gouvernement apparaissait comme un mal nécessaire, ou moins grand que celui qui pouvait résulter du manque de défense contre des voisins organisés, il n'est pas douteux qu'il soit devenu aujourd'hui inutile et un mal bien plus grand que celui dont il effraye le peuple.

« Le gouvernement en général, pas seulement militaire, pourrait être inoffensif,—je ne dis pas utile,—s'il était composé d'hommes saints, infaillibles comme le conseille la sagesse chinoise. Mais par la nature même de son activité, toute de violence, le pouvoir est détenu par les plus immoraux, grossiers, et impudents des hommes.

« Tout gouvernement, à plus forte raison celui qui dispose d'une force armée, est la plus terrible et la plus dangereuse des institutions existantes.

« Le gouvernement, dans le plus large sens du mot,—en y comprenant les classes fortunées et les membres de la presse,—n'est qu'une organisation qui met la majorité des hommes à la discrétion d'une minorité qui détient le pouvoir. Celle-ci se soumet à son tour à l'autorité d'un groupe d'hommes plus restreint encore ; celui-ci à un autre moins nombreux, et ainsi de suite jusqu'au sommet de la pyramide hiérarchique où sont placés quelques hommes, ou un seul, qui doivent à la force armée leur domination sur leurs semblables.

« Au sommet de cette pyramide s'installent toujours quelques-uns, ou un seul, qui font preuve de plus de ruse, d'audace ou d'immoralité, ou ceux qui sont leurs héritiers.

« Aujourd'hui c'est Boris Godounov, demain c'est Grigory Otrepiev ; aujourd'hui c'est la débauchée Catherine qui fait étrangler son mari par ses amants, demain c'est Pougatchev, après-demain le fou Paul, Nicolas I^{er}, Alexandre III.

« Aujourd'hui c'est Napoléon, demain un Bourbon ou un d'Orléans ; Boulanger ou la bande des panamistes. Aujourd'hui c'est Gladstone, demain Salisbury, Chamberlain, Rhodes.

« Et c'est à ces gouvernants qu'on donne plein pouvoir non seulement sur les biens et sur la vie de tous, mais même sur l'instruction, l'éducation religieuse, morale et intellectuelle des hommes.

« Nous construisons une terrible machine gouvernementale, laissons s'en emparer qui le veut (et la chance favorise toujours les pires) ; nous nous soumettons servilement aux maîtres, et puis, nous nous étonnons de notre situation précaire. Nous avons peur des bombes des anarchistes, et nous ne nous effrayons pas devant l'horrible organisation qui nous menace des plus grandes catastrophes...

« Les hommes se laissent ligoter au point qu'une seule personne peut les conduire à sa guise ; ils laissent traîner le bout de la corde qui les lie, et le premier scélérat ou sot qui veut s'en saisir fait d'eux ce qu'il veut.

« N'est-ce pas le cas de tous les peuples qui instituent et maintiennent le gouvernement, appuyé sur la force armée, et se soumettent à lui ?^[3] »

^[3] *Patriotisme et gouvernement*, par Léon Tolstoï, chap. VI.

« Mais pouvons-nous vivre sans gouvernement ? Ce sera le chaos, l'anarchie, la perte de tous les fruits de la civilisation, le retour des hommes à l'état sauvage. Si vous touchez à l'ordre des choses établi, si vous abolissez le gouvernement, les plus grands malheurs nous assailliront : émeutes, pillages, meurtres, et finalement ce sera le règne de tous les méchants et l'asservissement des bons.

« Ainsi parlent non seulement ceux à qui l'état de choses actuel est profitable mais ceux-là mêmes à qui il est manifestement nuisible et qui cependant ne pensent pas pouvoir vivre sans lui, tellement ils y sont habitués^[4]. »

[4] *L'esclavage moderne*, par Léon Tolstoï, chap. XIII.

Les hommes qui sont au pouvoir affirment que leur autorité est nécessaire afin d'empêcher les méchants de maltraiter les bons, entendant par là qu'ils sont les génies bienfaisants protégeant ceux-ci contre ceux-là.

« Mais dominer veut dire violenter, violenter veut dire faire contraire à la volonté de celui qui est l'objet de l'oppression, et certes contraire à ce que ne voudrait pas supporter celui qui violente ; par conséquent, être au pouvoir veut dire faire à autrui ce que nous ne voudrions pas qu'on nous fit, autrement dit, être au pouvoir, c'est faire du mal.

« Se soumettre, c'est préférer la résignation à la violence, et préférer la résignation c'est être bon ou moins méchant que ceux qui font aux autres ce qu'ils ne voudraient pas qu'on leur fit.

« C'est pourquoi ce ne sont pas les meilleurs, mais les pires qui, selon toute probabilité, ont toujours été au pouvoir et qui y sont encore. Il peut y avoir des méchants parmi ceux qui se soumettent aux gouvernants, mais il n'arrive jamais que les meilleurs dominent les pires^[5]. »

[5] *Le salut est en vous*, par Léon Tolstoï, traduction de E. Halpérine-Kaminsky, chap. X, p. 255.

« C'est pourquoi, sans insister sur les faits que les émeutes, pillages, meurtres qui pourraient aboutir au règne des méchants et à l'asservissement des bons, se produisent déjà aujourd'hui, je ferai remarquer que la croyance à la possibilité de troubles et de désordres que provoquerait l'abolition de l'ordre actuel ne prouve nullement que cet ordre soit bon.

« Si vous touchez à l'organisation existante vous causerez les plus grands désastres. »

« Retirez seulement une brique des milliers d'autres formant une colonne étroite, haute de plusieurs mètres, et aussitôt elle s'écroulera et toutes les briques se briseront. Mais qu'on ne puisse retirer une seule brique ou lui donner le moindre coup sans que la colonne s'effondre, cela ne prouve nullement qu'il soit raisonnable de laisser toutes ces briques rangées d'une façon aussi irrationnelle. Cela prouve au contraire que la disposition des briques est mauvaise ; il faut donc les disposer suivant un ordre qui assure leur équilibre afin qu'on puisse les déplacer sans détruire celui-ci.

« Il en est de même de l'organisation de l'État moderne : elle est artificielle et chancelante, et le fait que le moindre choc peut la détruire, loin de démontrer son utilité, prouve au contraire que si elle eut jamais sa raison d'être, elle est devenue aujourd'hui complètement inutile, donc nuisible et dangereuse.

« Elle est nuisible et dangereuse, parce qu'avec elle tout le mal qui existe dans la société, au lieu de diminuer, augmente et s'affermit. Et il augmente et s'affermit, parce qu'il est justifié et revêtu de formes séduisantes ou bien il est dissimulé.

« Cette prospérité des peuples qui nous apparaît dans les États soi-disant bien organisés et qui sont gouvernés à l'aide de la violence, n'est en réalité qu'une apparence, qu'une fiction. Tout ce qui trouble la belle ordonnance extérieure, tous les meurt-de-faim, tous les malades, tous les débauchés hideux, tous sont cachés en des endroits où nous ne pouvons les voir ; on ne les voit pas, mais cela ne prouve pas qu'ils ne soient pas ; ils sont au contraire d'autant plus nombreux qu'ils sont mieux cachés, et ceux qui sont cause de leur misère se montrent d'autant plus cruels envers eux. Il est certain que l'arrêt de l'activité gouvernementale, autrement dit de la violence organisée, troublera la belle ordonnance extérieure de nos sociétés, mais elle ne les désorganisera pas ; elle fera seulement apparaître la désorganisation cachée et nous permettra d'y porter remède.

« Les hommes croyaient jusqu'en ces derniers temps qu'ils ne pourraient pas vivre sans gouvernement. Mais la vie évolue et les conditions de la vie, autant que les opinions des hommes, se modifient. Malgré les efforts des gouvernants pour maintenir les peuples dans un état d'enfance qui amène le sujet maltraité à se féliciter d'avoir à qui se plaindre, les hommes, et en particulier les ouvriers, tant en Russie qu'en Europe, se dégagent de plus en plus de leur situation de mineurs et commencent à comprendre les véritables conditions de leur vie.

« Vous nous affirmez que seuls vous pouvez nous défendre contre l'envahissement des peuples voisins : Chinois, Japonais,—disent maintenant les gens du peuple,—mais nous lisons les journaux et nous savons que personne ne nous menace de la guerre ; nous savons que vous seuls, gouvernants, dans un but impossible à démêler, vous irritez les peuples les uns contre les autres, puis, sous prétexte d'assurer notre défense,

vous nous ruinez par des impôts afin d'entretenir vos flottes, vos armées, construire des chemins de fer stratégiques, servant uniquement votre ambition, vous entreprenez des guerres pareilles à celles que vous faites aujourd'hui aux pacifiques Chinois. Vous dites que vous protégez, pour notre plus grand bien, la propriété foncière ; mais cette protection n'aboutit qu'à faire passer toutes les terres entre les mains des compagnies, des banquiers, des riches, qui ne les travaillent pas, tandis que nous, l'énorme majorité du peuple, nous sommes complètement dépossédés et à la merci des oisifs.

« Vos lois ne protègent pas la propriété de la terre, mais permettent qu'on enlève la terre à ceux qui la travaillent. Vous protégez, dites-vous, le produit du travail de chacun. Or, c'est le contraire que vous faites : tous ceux qui produisent les objets précieux n'arrivent pas, grâce à votre prétendue protection, à se faire payer le prix réel de leur travail ; bien mieux, leur existence dépend entièrement du bon plaisir de ceux qui ne travaillent pas.

« On dit que la disparition des gouvernements entraînera celle des institutions sociales d'instruction et d'éducation, si nécessaires à tous.

« Mais pourquoi faire cette supposition ? Pourquoi penser que, les dirigeants disparus, les hommes ne sauront pas organiser eux-mêmes leur vie aussi bien que le font les gouvernants, non pour eux, mais pour les autres ?

« Nous voyons au contraire que de notre temps, dans les circonstances les plus diverses, les hommes parviennent à organiser eux-mêmes leur vie bien mieux que n'y réussissent les gouvernants. Nous voyons se former sans l'appui du gouvernement et souvent malgré son intervention toutes sortes d'institutions sociales : syndicats ouvriers, sociétés coopératives, compagnies de chemin de fer, artels, etc. Si, pour créer une œuvre sociale, on a besoin de réunir une certaine somme d'argent, pourquoi penser que des hommes libres ne la fourniraient pas sans contrainte, afin d'instituer ce qui se fait aujourd'hui à l'aide de l'impôt, au cas où l'entreprise était réellement utile à la société ? Pourquoi penser qu'il ne peut y avoir des tribunaux sans violence ? Il y a toujours eu, il y a encore des sentences d'hommes qu'acceptent avec confiance les plaideurs, sans qu'on ait besoin de les y forcer.

« Nous sommes tellement dépravés par un long esclavage que nous ne pouvons pas nous représenter une administration qui ne s'appuierait pas sur la force. Il n'en existe pas moins des communautés russes qui émigrent dans des contrées lointaines où notre gouvernement ne peut s'immiscer dans leurs affaires, organisent elles-mêmes l'administration, la justice, la police, la perception de leurs impôts, et elles prospèrent jusqu'au jour où le gouvernement du pays intervient et emploie ses procédés violents...

« Celui-là seul qui possède des dizaines de mille d'hectares en forêt a besoin de protection, quand, près de lui, des milliers d'hommes manquent de bois pour se chauffer. Cette protection est aussi nécessaire aux patrons des usines et des fabriques, où des générations d'ouvriers furent et sont encore frustrés du produit de leur travail. La protection est plus nécessaire encore au détenteur de centaines de mille pouds de blé attendant une année de disette afin de les vendre avec un bénéfice usurier aux populations affamées...

« On dit habituellement : supprimez la propriété de la terre et le fruit du travail, et personne ne sera certain de conserver ce qu'il a produit ; aussi cessera-t-il de travailler. C'est tout le contraire qu'il faudrait dire : la protection violente d'une propriété illégitime, si elle n'a pas complètement détruit, a du moins sensiblement affaibli chez les hommes l'idée naturelle de justice, qui commande de ne pas accaparer les objets de consommation qui sont la propriété innée sans laquelle l'humanité ne peut vivre, idée qui a toujours existé et existe dans la société...

« On peut assurément dire que les chevaux et les bœufs ne peuvent rien produire s'ils ne sont pas contraints par les hommes, créatures raisonnables. Mais pourquoi les hommes subiraient-ils les violences des êtres qui ne leur sont pas supérieurs, mais semblables ? Pourquoi les hommes doivent-ils se soumettre à ceux d'entre eux qui, à un moment donné, détiennent le pouvoir ? Où est la preuve que les gouvernants sont plus sages que les gouvernés ?

« Le fait même qu'ils s'autorisent à user de violence envers leurs semblables démontre qu'ils ne sont pas plus, mais moins sensés que ceux qui se soumettent à eux...

« On dit : comment les hommes pourraient-ils vivre sans gouvernement, c'est-à-dire sans contrainte ? Il faudrait dire au contraire : comment les hommes, êtres raisonnables, peuvent-ils vivre en commun groupés par la violence, au lieu de l'être par le consentement raisonné ?...

« De deux choses l'une : ou les hommes sont des créatures douées de raison ou ils ne le sont pas. S'ils ne le sont pas, aucun ne peut l'être ; dès lors tout parmi eux est réglé par la violence, et il n'y a aucun motif pour que les uns aient plus de droit que les autres d'en user. Et celle employée par le gouvernement ne saurait avoir de justification. Si, au contraire, les hommes sont doués de raison, leurs rapports doivent être inspirés par la raison et non s'établir par la violence de ceux d'entre eux qui se sont, par aventure, emparés du pouvoir^[6]. »

[6] *L'esclavage moderne*, ch. XIII.

« Aussi les hommes disent-ils que... la destruction du régime gouvernemental amènerait celle de tout ce qui a été acquis jusqu'ici par l'humanité ; que l'État a été et est toujours l'unique forme sous laquelle l'humanité peut se développer, et que tous les abus peuvent être corrigés sans l'anéantissement d'une organisation dont ils sont indépendants et qui permet à l'homme de progresser et d'arriver au plus haut degré de bien-être. Et ceux qui pensent ainsi appuient leur opinion sur des arguments philosophiques, historiques et religieux qui leur semblent irréfutables...

« On peut écrire des volumes entiers en faveur de la première thèse (ils sont déjà écrits depuis longtemps et on en écrit encore), mais on peut également écrire beaucoup contre (ce qui, quoique plus récemment, a été fait et d'une façon magistrale).

« Mais on ne peut pas prouver, comme cherchent à le faire les défenseurs de l'État, que la destruction du régime actuel amènerait l'anarchie : le brigandage, l'assassinat, la ruine de toutes les institutions, et le retour de l'humanité à la barbarie...

« Encore moins peut-on le démontrer par l'expérience, car il s'agit tout d'abord de savoir s'il faut la tenter ou non.

« La question de savoir si le moment de renverser l'État est arrivé ou non serait donc insoluble, s'il n'existait pas un autre moyen de la résoudre

avec certitude.

« Les poussins sont-ils assez développés pour qu'on éloigne la couveuse et qu'on les laisse sortir des œufs, ou est-il encore trop tôt ? C'est une question qu'ils décideront d'eux-mêmes lorsque, ne pouvant plus tenir dans la coquille, ils la briseront à coup de bec et en sortiront.

« De même, le temps est-il arrivé ou non, pour les hommes, de détruire la forme gouvernementale actuelle et de la remplacer par une nouvelle ? Si l'homme, par suite de la conscience supérieure qui est née en lui ne peut plus se soumettre aux exigences de l'État, s'il ne peut plus s'en contenter et en même temps n'a plus besoin de la protection de l'État, la question est résolue par ceux qui ont déjà dépassé la forme étatiste et qui en sont sortis comme le poussin de l'œuf, où ne pourrait le faire rentrer aucune force au monde.

« Il est fort possible que l'État ait été nécessaire et le soit aujourd'hui pour tous les avantages que vous lui reconnaissez, dit celui qui s'est assimilé la conception chrétienne de la vie. Je sais seulement, ajoute-il, que pour *moi*, d'une part, je n'ai plus besoin de l'État, et, d'autre part, *je* ne peux plus commettre les actes qui sont nécessaires à son existence. Organisez-vous comme vous l'entendez, moi je ne puis démontrer ni la nécessité, ni l'inutilité de l'État, mais je sais ce dont j'ai besoin et ce qui m'est inutile, ce que je peux faire, et ce que je ne peux pas faire. *Je* n'ai pas besoin de m'isoler des hommes des autres nations ; c'est pourquoi je ne puis pas reconnaître mon appartenance exclusive à une nation quelconque et je refuse toute sujétion. Je sais que *moi*, je n'ai pas besoin de toutes les institutions gouvernementales actuelles ; c'est pourquoi je ne puis, en privant les hommes qui ont besoin de mon travail, le donner sous forme d'impôt au profit de ces institutions. Je sais que *moi*, je n'ai pas besoin ni d'administrations ni de tribunaux fondés sur la violence ; c'est pourquoi je ne peux participer ni à l'administration ni aux actes de justice. Je sais que *moi* je n'ai pas besoin d'attaquer les hommes des autres nations, de les tuer, ni de me défendre contre eux les armes à la main ; c'est pourquoi je ne puis prendre part à la guerre ni m'y préparer. Il est fort possible qu'il se trouve des hommes considérant tout cela comme nécessaire, je ne m'en occupe pas : je sais seulement, mais d'une façon absolue, que je n'en ai pas besoin... »^[7]

[7] *Le salut est en vous*, pp. 250-252.

Ceux qui parlent ainsi sont déjà nombreux ; cependant eux aussi continuent à subir le régime étatiste, voire concourent à son maintien. Quelle en est la cause ?

VII

LA SOCIÉTÉ MODERNE VIT SANS PRINCIPES

Il me semble que la cause en est dans le fait suivant : la force motrice principale de l'humanité, la religion, s'est affaiblie, si elle n'a pas disparu complètement chez la majorité des peuples chrétiens. Quelle qu'elle soit, si grossière que soit son expression, c'est la religion qui sert de base à la vie populaire, et c'est suivant les modifications que subit la première que se transforme la dernière^[8].

[8] Je n'ignore pas l'existence d'une opinion, très répandue, parmi les savants de notre époque, d'après laquelle la vie sociale est déterminée par des causes économiques extérieures, et non morales, intérieures. Il me semble inutile de la réfuter, puisque le bon sens, la vérité historique et, surtout, le sentiment moral montre son manque absolu de fondement. Elle a pris naissance et s'est enracinée chez les esprits bornés, dépourvus par-dessus tout de la faculté supérieure de sentir la nécessité de la conscience religieuse, c'est-à-dire de l'établissement de la valeur de nos rapports envers l'infini, faculté qui distingue l'homme de l'animal. Aussi serait-il tout à fait oiseux de chercher à convaincre ces hommes de l'existence d'une chose qu'ils ne sentent pas et ne peuvent toucher de leurs mains.

Les choses se passent ainsi parce que la direction première et la façon de vivre de chacun de nous sont déterminées par l'idée que nous nous en faisons. Comme cette idée ne peut être définie que par la religion, il est clair que la direction et la façon de vivre, tant des individus que des peuples,—si variées que soient les conditions de vie de ceux-ci,—sont définies principalement par la religion.

Il va sans dire qu'en dehors de celle-ci, d'autres causes influent sur nos conditions de vie ; mais la modification essentielle et l'évolution de l'étape inférieure à une étape supérieure de la vie sont toujours déterminées par la religion seule. Les peuples d'Europe ont franchi une étape semblable au moment où ils ont adopté le christianisme. De même les Arabes et les Turcs

lorsqu'ils sont devenus Mahométans, les Asiatiques en se convertissant à la doctrine de Bouddha, de Confucius ou de Lao-Tseu.

Les changements dans la conscience religieuse d'un peuple entraînent inévitablement la transformation des formes extérieures de sa vie. Cela fut toujours ainsi et cela est encore. Mais il est des époques où, bien que la conscience religieuse des hommes évolue, ce progrès ne trouve pas encore une sanction concrète et l'ancienne vie sociale continue à s'inspirer de la conception religieuse périmée.

Ce phénomène provient de ce que le changement de la conception religieuse, sa cristallisation, sa croissance, s'effectue d'une façon continue mais invisible. Par contre, les conditions sociales se modifient avec une progression moins rapide, sans conformité avec l'accroissement invisible de la conscience : elle se transforme par accès. Le germe de la graine croît continuellement tandis que l'enveloppe crève. Il en est de même de la conscience et des formes sociales de la vie.

Chaque homme subit les mêmes transformations en passant d'un âge à un autre. Ainsi, la conscience évolue progressivement et insensiblement chez l'enfant devenu adolescent, chez l'adolescent devenu adulte, chez l'adulte devenu vieillard ; mais en passant d'un âge à un autre, l'homme continue parfois à s'inspirer, pendant longtemps encore, de sa conception de la vie de l'âge précédent. C'est pourquoi, n'ayant plus son ancienne foi et n'ayant pas encore établi de nouveaux rapports envers ce qui l'entoure, il vit, durant ces périodes, sans idée directrice.

Ce que nous observons dans l'évolution de l'individu a lieu également dans la vie de la société.

Lorsque les conditions de la vie ne répondent plus à sa conscience, la société entière se comporte comme l'individu qui mène une vie déréglée, folle et orageuse pendant ce moment de transition.

Tel est, à mon avis, le moment que traversent aujourd'hui les peuples chrétiens.

La conscience religieuse qui fut la base des formes actuelles de la vie sociale est déjà abandonnée par l'humanité, tandis que sa nouvelle conception n'a pas encore pénétré dans les esprits. Aussi, les hommes de

notre temps vivent-ils sans se rendre compte du sens de leur vie et manquent d'orientation précise dans leurs actes.

Une grande partie de l'humanité contemporaine professe de différentes façons la prétendue doctrine chrétienne ; car sous le nom de celle-ci est sous-entendu le code de dogmes établi il y a seize siècles par des conciles et qui promulgue les plus grandes insanités. C'est bien cette doctrine chrétienne, contraire aux connaissances modernes et au bon sens, manquant de tout principe directeur, commandant la foi aveugle à ceux qui prétendent incarner l'Église, c'est cette doctrine qui occupe la place qu'a toujours occupée et doit occuper la vraie religion, celle qui explique le sens de la vie et qui indique la ligne de conduite qui découle de cette religion.

Une autre partie de l'humanité, la moins nombreuse, se disant cultivée, se trouve dans une situation moins propice encore à une vie morale et raisonnée.

Libérée du mensonge de la prétendue religion chrétienne, cette partie de la société est tombée sous l'influence d'un autre mensonge, bien pis encore que celui de l'Église : la conception scientifique de la vie, qui ne saurait cependant lui donner aucune orientation sensée. Cette conception rejette ce qui est essentiel à la nature humaine, ce qui la distingue de la nature animale, ce qui est l'essence de la conscience religieuse : la définition de notre mission dans le monde. Cette conscience religieuse est remplacée par des observations fortuites, inutiles et disparates, ainsi que par l'étude de matières diverses. Suivant cette conception,—si l'on peut dire,—toute religion est, par sa nature même, une erreur, et il n'y a aucune utilité de chercher une explication raisonnée du sens de la vie et du principe directeur de notre conduite, puisque la science, particulièrement la sociologie, qui soi-disant établit les lois du progrès humain, nous est un guide suffisant.

A vrai dire, cette science, en promettant de donner les lois de la vie dans l'avenir, laisse ses fidèles vivre ou bien en vertu d'anciennes règles religieuses qu'ils suivent inconsciemment, ou bien sans aucun principe en s'adonnant à leurs passions et en les justifiant même par une argumentation « scientifique ».

Telle est la pitoyable erreur de la minorité qui se croit à l'avant-garde de la société.

Il est une troisième partie, la plus nombreuse, d'hommes de toutes conditions, plus ou moins instruits, libérés de la contrainte imposée par la religion officielle, mais niant, par superstition scientifique, la nécessité de la religion, vivant d'une vie animale, égoïste, purement sensuelle et qui la considèrent même comme le dernier mot du progrès scientifique (la lutte pour l'existence, le surhomme).

Telles sont les conceptions qui prédominent dans la société moderne : la contrefaçon de croyance d'un groupe assez nombreux ; la conception basse pleine de suffisance, n'imposant aucun devoir, d'un groupe moindre ; enfin l'absence de tout sens moral du groupe le plus nombreux. Comme ni la contrefaçon de croyance, ni sa négation et son remplacement par la prétendue science, ni le manque de sens moral ne peuvent susciter de force régulatrice, donnant une direction à l'activité de la société moderne, notre vie se passe sans aucun principe conducteur, par simple inertie, et elle s'éloigne de plus en plus de la conception religieuse supérieure de notre époque dont la société a vaguement conscience. D'où le non-sens et les souffrances de plus en plus grandes de la vie d'aujourd'hui.

VIII

LA VIE ANORMALE DE LA SOCIÉTÉ MODERNE

La situation de notre monde chrétien apparaît donc ainsi : une minorité possède la plus grande partie de terres et d'immenses richesses qui se concentrent progressivement dans les mains de quelques-uns et qui leur servent à entretenir une vie de luxe et toute artificielle. Une autre partie des hommes, la plus nombreuse, est dépourvue du droit de jouir librement de la terre, plie sous le poids des impôts taxant tous les objets de première nécessité, est accablée par suite par un travail malsain et anormal au service des riches, manque le plus souvent d'habitations et de vêtements hygiéniques, de nourriture saine, de loisir nécessaire au délasserment intellectuel, vit et meurt dans la dépendance et la haine de ceux qui profitent de son travail.

Les uns et les autres sont en constante hostilité, recourent à l'occasion à la violence, au mensonge, au rapt, à l'assassinat. Aussi leur activité est-elle dépensée non en travaux productifs mais en luttes : lutte de capitalistes contre capitalistes, d'ouvriers contre ouvriers, de capitalistes contre ouvriers. Malgré des perfectionnements techniques apportés à la production industrielle, les richesses du sol et du sous-sol sont mal exploitées. Mais la pire des pertes c'est celle de vies humaines, douloureuse, inutile, irréparable.

Le plus malheureux dans cette situation est que les riches et les pauvres se doutent de la folie de cette existence, et de l'avantage qu'il y aurait pour les uns et les autres à unir leurs forces, à coordonner leur travail et à partager les produits. Mais ni les uns ni les autres n'aperçoivent aucune possibilité de changer leur situation actuelle, et ils continuent à vivre dans la haine et la lutte, tout en ayant conscience de l'aggravation progressive de leur position.

En plus de ces maux intérieurs, se poursuit une lutte intense et continue entre nations, qui absorbe la majeure partie du travail national dans le but d'entretenir l'armée, de subvenir aux frais de guerre, durant laquelle périssent dans la force de l'âge des centaines de mille d'hommes et sont pervertis des millions d'autres. Ici de même, nous savons que les armements et les guerres sont insensés, funestes, conduisent à la ruine matérielle et à la déchéance morale ; cependant, nous continuons à sacrifier notre vie et notre travail à ces dieux.

Tout le monde sait que cela ne doit pas être et qu'on pourrait l'éviter ; malgré tout, nous continuons à aggraver le mal.

Cette conscience d'une vie contraire à l'intérêt, à la raison, au vœu de chacun de nous, devient à tel point douloureuse que les plus généreux parmi les hommes, dont le nombre croît de plus en plus, ne voient d'autres issues à cette impasse que le suicide.

D'autres, souffrant également de la contradiction entre leurs aspirations morales et la réalité, cherchent à y échapper par un suicide partiel : l'abrutissement par le tabac, le vin, l'alcool, l'opium, la morphine. D'autres encore cherchent l'oubli en ajoutant aux narcotiques des plaisirs excitants ou stupéfiants : spectacles, lectures, spéculations intellectuelles sur des questions oiseuses auxquelles ils donnent le nom de science et d'art. Enfin, l'immense majorité, accablée par le travail, s'abrutit également par des narcotiques que lui fournissent ses exploiters et mène une existence de bêtes ; tout en sentant le caractère anormal de sa situation, elle n'a pas le loisir d'y réfléchir, empêchée qu'elle est par ses préoccupations quotidiennes.

C'est ainsi que vivent et meurent riches et pauvres, générations après générations, sans se demander pourquoi ils ont vécu leur existence douloureuse et stupide, ou bien en entrevoyant vaguement l'horrible et cruelle erreur que fut leur vie.

IX

“LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ OU LA MORT”

La situation de l’humanité actuelle est d’autant plus lamentable que dans notre for intérieur nous concevons la possibilité d’une autre vie, toute différente, raisonnée et fraternelle, sans la folie de luxe des uns et la misère et l’ignorance des autres, sans exécutions, débauche, violence, armement, guerres.

Mais le régime présent, maintenu par la force, s’est enraciné à un tel point, que nous ne pouvons nous imaginer une vie collective sans une autorité gouvernementale ; nous y sommes à ce point habitués, que nous cherchons à réaliser jusqu’à l’idéal d’une vie libre et fraternelle par des actes d’autorité, c’est-à-dire par la violence.

Cette erreur est au fond du désordre moral et matériel de la vie passée, présente et voire future de la chrétienté.

Un exemple frappant nous en est donné par la Révolution française.

Les hommes de la Révolution ont posé clairement l’idéal d’égalité, de liberté, de fraternité, au nom duquel ils souhaitaient transformer la société. De ces principes découlaient des mesures pratiques : abolition des castes ; répartition égale des richesses ; suppression de titres et de grades, de la propriété foncière, de l’armée permanente ; institution de l’impôt sur le revenu, de pensions de retraite pour les ouvriers ; séparation de l’Église et de l’État, voire l’établissement d’une doctrine rationnelle, commune à tous.

Ces mesures étaient sages et bienfaisantes ; elles étaient la conséquence directe des vrais principes de liberté, d’égalité et de fraternité posés par la Révolution. Ces principes, autant que les mesures qui en découlent, ont été, sont et resteront vrais, et ils demeureront comme l’idéal de l’humanité tant qu’ils ne seront pas réalisés.

Or, cet idéal ne pourra jamais être atteint à l'aide de la violence. Malheureusement, les hommes de la Révolution étaient tellement accoutumés à l'emploi de la force comme unique moyen d'action, qu'ils ne s'étaient pas aperçus de la contradiction que renfermait l'idée de réaliser l'égalité, la liberté et la fraternité par la violence ; ils ne s'apercevaient pas que l'égalité est l'opposé de domination et de soumission, que la liberté est inconciliable avec la contrainte et qu'il ne peut y avoir de fraternité entre ceux qui commandent et ceux qui obéissent. De là toutes les atrocités de la Terreur.

La faute en est non pas aux principes, comme le croient certains,—ils ont été et restent vrais,—mais aux moyens de leurs applications. La contradiction qui se fit jour si nettement et si brutalement pendant la Révolution française et qui, au lieu du bien, amena le mal, demeure jusque aujourd'hui, se révèle dans toutes les tentatives d'améliorer l'organisation sociale.

En effet, on espère réaliser cette amélioration avec le concours du gouvernement, autrement dit par la force. Bien mieux, cette contradiction se manifeste non seulement dans les doctrines sociales actuelles, mais même dans celles des partis les plus avancés : socialiste, révolutionnaire, anarchiste, qui prévoient la cité future.

En somme, les hommes cherchent à atteindre l'idéal d'une vie rationnelle, libre et fraternelle avec le concours de la force, quand celle-ci, quelle que soit la forme qu'elle prenne, n'est autre que le droit pris par les uns de disposer des autres et, en cas d'insoumission, de contraindre ceux-ci par le moyen extrême : l'assassinat.

Cela revient à dire : réaliser l'idéal du bonheur humain par le meurtre.

La grande Révolution française a été « l'enfant terrible », qui, au milieu de l'enthousiasme de tout un peuple, devant la proclamation des grandes vérités révélées et devant l'inertie de la violence, a exprimé, sous une forme candide, toute l'ineptie de la contradiction dans laquelle se débattait alors et se débat encore l'humanité : « liberté, égalité, fraternité, ou la mort ».

X

LES FORMES SOCIALES CHANGENT, MAIS LA VIOLENCE PRÉDOMINE TOUJOURS DANS LES RAPPORTS DES HOMMES

Il est donc manifeste que la cause de la singulière contradiction, montrant les hommes à la poursuite de l'idéal de liberté, d'égalité, de fraternité par des moyens qui excluent la possibilité de sa réalisation, cette cause est dans le fait que les hommes ont déjà vaguement conscience de la conception religieuse correspondant à l'âge actuel de l'humanité, tandis qu'ils sont tellement attachés aux formes anciennes de vie qu'ils ne sauraient en imaginer d'autres, conformes à la nouvelle conception. Tel l'enfant devenu adulte et qui, par l'habitude prise, voudrait qu'on continue à l'aider à s'habiller et à le faire manger.

L'ordre des choses existant ne s'accordant plus avec l'âge de la société, mais la nouvelle conception n'étant pas encore assimilée par elle, toutes les tentatives d'amélioration de cet ordre de choses sont dirigées vers l'amendement des formes sociales extérieures. Or, cette modification superficielle est inconciliable avec l'idéal d'une vie libre, fraternelle et raisonnée. Aussi, pour la réaliser, ou seulement pour pouvoir en approcher, tout le système actuel doit être aboli.

« Il importe surtout que le gouvernement soit juste, ou, s'il agit mal, qu'il soit remplacé par un meilleur ; alors tout ira bien, tous seront égaux, libres, et la concorde règnera », pensent la plupart des hommes de notre temps.

Les uns croient qu'il suffit à cet effet de conserver l'état des choses établi en laissant au gouvernement le soin de le régulariser, et se préoccupent seulement d'écarter les obstacles sur sa route. Ceux-ci sont connus sous le nom de conservateurs.

D'autres estiment que la mauvaise organisation actuelle doit et peut être corrigée par l'introduction de nouvelles lois et constitutions garantissant la liberté et l'égalité. Ceux-ci sont appelés libéraux.

D'autres enfin disent que tout le régime actuel est mauvais, qu'il doit être supprimé et remplacé par un plus parfait : il établirait l'égalité complète, au point de vue économique principalement ; il assurerait la liberté et la fraternité de tous les humains sans distinction de race ni de nationalité. Ce sont les révolutionnaires de diverses nuances.

Tous les représentants de ces partis, d'opinions si divergentes, sont d'accord cependant sur le principal moyen d'améliorer la condition des hommes : l'autorité gouvernementale, c'est-à-dire la contrainte.

Ainsi pensent et disent les hommes qui ont le loisir de discuter les grands problèmes sociaux. (En ces derniers temps ces sociologues sont devenus particulièrement nombreux. Je ne crois pas exagérer en disant que ceux à qui la situation de fortune le permet, consacrent la majeure partie de leur temps à des discussions et à des démonstrations réciproques sur la meilleure manière pour le gouvernement de réaliser plus ou moins l'égalité, la liberté, la fraternité.)

Quant à la majorité des travailleurs manquant de loisir pour discuter les questions d'intérêt général et s'enseigner mutuellement, au fond ils pensent et disent de même : le perfectionnement de l'organisation sociale peut être réalisé par le gouvernement seul. Aussi, loin de souhaiter sa disparition, ils mettent tout leur espoir en lui, en son amélioration présente ou future. Riches et pauvres, non seulement pensent, mais agissent ainsi.

L'ancien régime est maintenu en Chine, en Turquie, en Abyssinie, en Russie ; on ne le modifie en rien, et tout va de mal en pis ; en Angleterre, en Amérique, en France on cherche à amender le système social en perfectionnant la Constitution, et cependant l'idéal de liberté, d'égalité, de fraternité est aussi loin de sa réalisation.

En France, en Espagne, dans les républiques Sud-Américaines, en Russie actuellement, des révolutions furent et sont organisées ; mais, qu'elles réussissent ou non, comme la vague renvoyée, l'ancienne situation revient toujours, parfois même aggravée. Que l'ancien régime demeure ou soit changé, l'absence de liberté et l'animosité restent les mêmes :

châtiments, prisons, bannissements, impossibilité d'acheter des objets sans droit de douane, ni de jouir des instruments de travail ; c'est la même privation des travailleurs du droit à la terre sur laquelle ils sont nés, comme aux temps du Joseph de la Bible ; c'est la même haine entre nations ; le même envahissement des peuples sans défense de l'Afrique et de l'Asie, comme sous Gengis-Khang ; même cruauté, mêmes tortures de l'emprisonnement cellulaire et des compagnies disciplinaires, rappelant le temps de l'Inquisition ; mêmes armées permanentes et esclavage militaire ; même inégalité, comme entre le pharaon et ses esclaves, entre les Rockefeller ou les Rothschild et leurs serfs.

Les formes sociales changent, mais les rapports entre les hommes demeurent invariables ; et c'est pourquoi nous n'avancions pas vers l'idéal égalitaire. Si même nous avons avancé sur le chemin de cet idéal, ce n'est pas en raison des modifications apportées au pouvoir gouvernemental, mais plutôt malgré les obstacles semés par celui-ci. Si l'on a cessé de dévaliser les gens dans les villes, on le doit non à des lois nouvelles, mais au meilleur éclairage des rues. Si des gens ne meurent pas aussi souvent de faim, cela n'est pas dû non plus à une organisation plus parfaite des pouvoirs publics, mais aux voies de communication. Si l'on ne brûle plus les sorcières, si l'on ne recourt plus aux tortures, comme moyen d'instruction judiciaire ; si on ne coupe plus aux condamnés le nez, la langue et les oreilles, ce n'est point grâce aux transformations introduites dans le mécanisme gouvernemental, mais au progrès des connaissances et des sentiments absolument indépendants de ce mécanisme.

Les formes extérieures changent avec l'âge de l'humanité, autrement dit avec le développement de ses forces intellectuelles et de sa maîtrise croissante sur la nature ; mais le fond reste le même. Tel un corps qui dans sa chute change sa position, tandis que la ligne que suit son point de gravité demeure invariable.

Lancez un chat d'une hauteur : il peut tourner sur lui-même, avoir la tête en haut ou en bas, son centre de gravité ne sortira pas de sa ligne de chute. Il en est de même des changements des formes extérieures de la violence gouvernementale.

Il semblerait que les hommes, en tant qu'êtres doués de réflexion et qui veulent être guidés par un idéal de bien, devraient choisir entre ces deux

alternatives : ou bien renoncer à l'idéal de raison, inconciliable avec la violence, ou bien rejeter celle-ci et ne plus l'employer. Or, ils n'adoptent aucune de ces conduites, mais simplement modifient à l'envi les formes de violence. Ils procèdent à l'instar d'un homme qui, chargé d'un poids inutile, tantôt en modifie le packaging, tantôt le déplace de son dos sur ses épaules, du dos sur les reins et de nouveau sur le dos, sans que l'idée lui vienne de faire le seul acte nécessaire : s'en débarrasser.

Le plus malheureux est que, tout préoccupés par l'amélioration des formes de violence,—ce qui ne peut changer leur situation,—les hommes s'éloignent de plus en plus de l'activité qui seule peut leur procurer un réel bien-être.

XI

L'ÉGLISE ET LA SCIENCE OBSTACLES A LA VÉRITABLE CONCEPTION DE LA VIE

L'humanité chrétienne—sinon l'humanité entière—se trouve actuellement au début d'une transformation universelle, qui couvait durant des siècles, voire pendant des milliers d'années. Cette transformation de l'humanité peut être comparée à celle d'un individu qui d'un enfant devient un homme fait.

Elle se manifeste de deux façons : intérieurement et extérieurement. La transformation intérieure est constatée par ce fait que la religion, c'est-à-dire l'explication du sens de la vie, était comprise autrefois comme une révélation mystique et merveilleuse, et elle se manifestait sous forme des rites qui en résultaient ; tandis que, aujourd'hui, l'humanité est arrivée à un degré d'évolution,—qui se révèle davantage dans les idées des meilleurs parmi nous,—rendant superflus l'explication mystique du sens de la vie et les rites préconisés comme étant agréables à Dieu. Il suffit, de nos jours, d'avoir une explication raisonnée du sens de la vie, plus convaincante que l'ancienne et qui montre mieux que les cérémonies cultuelles le devoir moral.

Telle est la transformation intérieure qui s'effectuait durant des milliers d'années, qui se poursuit encore, mais qui est assez avancée pour que la majorité des hommes soit en mesure de s'assimiler cette nouvelle conception religieuse. L'adulte commence à sentir qu'il cesse d'être enfant.

Quant à la transformation extérieure, liée au changement intérieur, elle consiste dans la modification des formes sociales, dans le remplacement du principe qui groupait et groupe encore les hommes : la substitution de la conviction raisonnée et du sentiment de la concorde à la violence.

L'humanité a expérimenté toutes les formes possibles de gouvernements oppressifs, et, toujours et partout, depuis le régime républicain le plus démocratique jusqu'au despotisme le plus brutal, la quantité et la qualité du mal produit par la violence ne varient pas. Si le despote et son arbitraire ne sont plus, subsistent le lynchage et les excès de la foule démagogique ; si l'esclavage personnel n'est plus, il y a l'esclavage d'argent ; plus de prestation ni dîme directes, mais des impôts indirects ; plus de despotes, mais des rois et empereurs autocrates, milliardaires, ministres, partis tyranniques.

La faillite de la violence comme moyen de gouvernement, son antagonisme avec la conscience moderne, sont trop évidents pour que l'ordre existant puisse encore longtemps se maintenir. Mais les conditions extérieures ne sauraient changer sans l'évolution de la mentalité des hommes. C'est pourquoi tous nos efforts doivent se porter vers cette transformation intérieure.

Que devons-nous entreprendre à cet effet ? Une seule chose et de prime abord : écarter les obstacles qui empêchent les hommes de reconnaître leur situation et d'appliquer les principes religieux qui se sont déjà insinués dans leur esprit.

Ces obstacles sont : le mensonge entretenu par la religion officielle et celui imposé par la science.

Le premier mensonge est de faire croire aux hommes que la religion—en tant que réponse aux questions vitales et principe directeur de la vie—est inséparable du mysticisme, de la magie, des miracles, des rites et cérémonies.

Le mensonge de la science est de persuader que la religion est un sentiment désuet, un reste des anciens temps, et qu'à notre époque elle peut être, avec avantage, suppléée par l'étude des lois de la vie et par des règles de conduite dictées par le raisonnement et l'expérience.

Le mensonge des hommes d'Église est de substituer à l'explication du sens de la vie la doctrine de la révélation, contraire aux connaissances modernes, et à la règle de conduite les cérémonies rituelles sans portée morale. La faute des savants est de considérer comme absolument superflue la métaphysique religieuse, autrement dit l'explication du sens de la vie, en

s'imaginant qu'il est possible d'établir une règle de conduite, sans s'appuyer sur la métaphysique religieuse.

Les hommes d'Église affirment que la religion est utile au peuple, tout en ayant perdu eux-mêmes la foi. Les hommes de la science déclarent que la religion, ce qui a fait et fera avancer l'humanité, est un vestige des anciennes superstitions qu'on doit rejeter, et que les hommes peuvent être guidés par de prétendues lois découvertes par une prétendue science : la sociologie.

Ce sont ces hommes, les soi-disant savants en particulier, qui, à notre époque de transition, constituent le principal obstacle à l'élévation de l'humanité à ce degré de conscience intime et d'organisation extérieure qui répond à son âge.

Ceux qui se prétendent les servants de la Science sont plus nuisibles, parce que le mensonge des servants de l'Église a pu déjà être mis à nu dans toute sa laideur et que la plupart des hommes n'y croient plus ; elle s'en affranchit de plus en plus, et si elle suit encore l'Église, elle ne le fait que par tradition, usage et convenance. La superstition scientifique, par contre, est en pleine force, et ceux qui se sont libérés du mensonge ecclésiastique et se croient esprits libres, se trouvent inconsciemment sous la domination complète de cette nouvelle Église : la Science.

Ses prêtres appliquent tous leurs efforts afin de détourner l'attention des hommes des questions religieuses essentielles et de la diriger vers des questions futiles : l'origine des espèces, l'analyse spectrale, la nature du radium, la théorie des nombres, les animaux fossiles et autres sornettes, en leur attribuant la même importance que donnaient les Mages à l'Immaculée-Conception, à la dualité de la substance, etc. D'autre part, ils s'efforcent à suggérer que la religion—c'est-à-dire l'établissement du rapport de l'homme à l'égard de l'Univers et de son principe—n'est nullement nécessaire, et que des phrases pompeuses sur le droit, la morale et l'inexistante science sociologique, peuvent, avec avantage, la remplacer. De même que les partisans de l'Église, ils se persuadent et persuadent aux autres qu'ils sauvent l'humanité ; autant qu'eux, ils croient en leur infailibilité, ne sont jamais d'accord entre eux, et se divisent en nombreuses chapelles ; de même que l'Église autrefois, ils sont aujourd'hui la cause principale de l'ignorance, de la grossièreté, de la dissolution, et par

suite, du retard que met l'homme à s'affranchir du mal dont il souffre. Ces savants agissent à l'instar des bâtisseurs dont l'Évangile dit : « Ils ont rejeté la pierre qui a toujours été et sera la clef de voûte. » Ils ont rejeté la seule chose qui unissait et peut unir en un seul tout l'humanité : la conscience religieuse.

C'est ainsi que s'établit le cercle vicieux,—un mal succédant à un autre,—dans lequel tourne l'humanité chrétienne de notre temps. Qu'ils acceptent la doctrine pleine de superstitions de l'Église, ou les vagues, complexes et vaines spéculations scientifiques,—qui moins encore que l'Église peuvent guider dans la vie,—les hommes, privés de leur faculté supérieure : la conscience religieuse, ne peuvent, malgré leurs efforts, améliorer leur condition, encore moins détruire l'état de choses actuel, afin de se rapprocher de leur idéal : l'égalité, la liberté, la fraternité.

La force leur en manque.

Seuls, les hommes qui vivent la vie éternelle, et non pas la vie terrestre exclusivement, peuvent réaliser un idéal éternel ; et seuls ils peuvent accomplir ce qui paraît comme un sacrifice à ceux qui sont attachés à la vie terrestre. Car c'est le sacrifice des biens d'ici-bas qui fait avancer l'humanité.

Le sacrifice, en effet, est facile seulement à l'homme religieux, à celui qui considère sa vie dans l'Univers, comme une manifestation partielle de la vie universelle, et croit devoir, par suite, se soumettre aux lois de cette vie éternelle.

Par contre, pour celui qui considère la vie terrestre comme toute sa vie, le sacrifice n'a aucun sens ; et n'ayant pas la force de sacrifice, il est impuissant à supprimer, à diminuer le mal de la vie. Il le déplacera éternellement d'un endroit à un autre, mais ne pourra jamais le détruire.

C'est pourquoi les hommes n'ont qu'un moyen de se libérer du mal dont ils souffrent : la propagation parmi eux de la véritable doctrine religieuse, la plus haute de notre époque et qui s'est déjà insinuée dans leur esprit.

XII

LE PERFECTIONNEMENT MORAL INDIVIDUEL EST L'UNIQUE MOYEN DE RÉALISER LE BONHEUR DE TOUS

Les doctrines religieuses sont toujours assimilées consciemment, librement par la minorité, et sous l'influence de la suggestion de la foi par la majorité. Tant que, suivant cette méthode, l'humanité n'aura pas adopté la doctrine raisonnée et conforme à son âge, seules les formes extérieures de sa vie changeront ; le mal demeurera le même, voire croîtra de plus en plus.

Or, cette doctrine existe depuis longtemps et a déjà pénétré dans l'esprit de la majeure partie de notre société. C'est la doctrine du Christ dans sa véritable signification, libre de toute fausse interprétation. Ses principes, tant métaphysiques qu'éthiques, sont reconnus non seulement par les chrétiens, mais encore par les adeptes des autres croyances, car ils coïncident avec l'essence de toutes les importantes doctrines religieuses : le brahmanisme, le confucianisme, le taoïsme, le judaïsme, le swedenborgianisme, le spiritualisme, la théosophie, même le positivisme de Comte.

Le fond de cette doctrine peut être défini ainsi : l'homme est un être spirituel, semblable à son principe—Dieu ; la mission de l'homme est d'accomplir la volonté de ce principe-Dieu ; la volonté de Dieu est de concourir au bien des hommes ; le bien des hommes est réalisé par l'amour ; l'amour actif est de faire aux autres ce qu'on veut qu'on vous fasse. C'est là toute la doctrine.

Elle n'est point une révélation mystique de la manifestation surnaturelle de la divinité, de ses dogmes et décrets, comme l'affirme l'Église ; elle n'est pas non plus un enseignement moral recommandant une vie collective rationnelle, harmonieuse et profitable à tous, comme la comprennent les savants ; elle est l'explication logique du sens de la vie, et grâce à laquelle la règle de conduite n'est pas imposée extérieurement, mais résulte

naturellement du sens que nous attribuons à notre vie. Bien qu'elle n'admette aucun phénomène surnaturel, contrairement à ce que prétend l'Église, cette doctrine n'a pas toutefois davantage un caractère intellectuel laissant notre raison seule nous guider, comme le pensent les savants incroyants.

Cette doctrine est une *religion*, c'est-à-dire, l'établissement du rapport de l'homme envers le monde et son principe. Elle donne la réponse aux questions : qu'est-ce que l'homme par rapport à l'infini dans l'espace et le temps, et quelle est la mission de sa vie ? Cette réponse donne aux hommes qui la reconnaissent une explication raisonnée du sens de la vie, d'où découlent naturellement des règles immuables de conduite.

C'est par là que se distingue la véritable doctrine chrétienne du christianisme d'Église enveloppé de mysticisme et étayé sur des miracles, et c'est ainsi qu'elle diffère de la morale utilitaire des incroyants qui, sans s'en apercevoir, empruntent au christianisme ses conclusions tout en en méconnaissant le fond.

Tant que cette doctrine ne sera pas reconnue dans sa pureté et que son principe métaphysique—l'attitude que doit garder l'homme envers Dieu—ne sera pas accepté, tant qu'elle ne sera pas répandue dans le monde chrétien, comme l'est aujourd'hui la religion d'Église, toutes les formes de violence dont souffrent les hommes, l'oppression gouvernementale surtout, demeureront invariables.

Mais quelles mesures doivent être recommandées à cet effet ?

Nous sommes tellement imprégnés de l'idée fausse attribuant la possibilité d'améliorer notre vie par des moyens extérieurs, qu'il nous semble possible de réaliser le changement de notre état intérieur par les seuls moyens extérieurs.

Mais il n'en est pas ainsi ; et c'est là une chance considérable pour l'humanité. En effet, si nous pouvions influencer les uns sur les autres par des moyens extérieurs, les hommes légers, irréfléchis pourraient corrompre leurs semblables et les priver du bonheur ; en outre, une semblable activité pourrait rencontrer des obstacles infranchissables sur la voie du bonheur.

Heureusement, l'évolution spirituelle est dans le pouvoir de chacun de nous. Nous savons toujours en quoi consiste notre véritable bonheur, de

chacun de nous et des autres hommes, et rien ne peut arrêter ou retarder notre activité dans la poursuite de ce but.

Or, le but—le bien de chacun et de tous—est atteint uniquement par la transformation intérieure de l'individu, par l'élaboration d'une conscience religieuse et indépendante, afin de pouvoir vivre en conformité avec cette conception personnelle. De même qu'une matière en combustion peut seule communiquer le feu à d'autres matières, seules, la vraie foi et la vraie vie d'un homme peuvent se communiquer à d'autres hommes, répandre et consolider la vérité religieuse. Or, seuls la propagation et l'affermissement de la vérité religieuse améliorent la condition des hommes.

Voilà pourquoi il n'est qu'un moyen de se délivrer de tous les maux dont souffrent les hommes, y compris l'effroyable mal que commet le gouvernement : le travail intérieur que doit accomplir chacun de nous afin d'être l'artisan de sa propre amélioration morale.

Juin 1905.

LA FIN D'UN MONDE^[9]

^[9] Cette étude, écrite en octobre et novembre derniers (vieux style), a été remaniée et notablement augmentée par l'auteur en décembre 1905 (janvier 1906 nouveau style). C'est d'après cette nouvelle édition que la présente traduction a été faite. (*Note du traducteur.*)

Jamais les hommes n'ont eu devant eux une œuvre aussi grandiose à accomplir. Notre siècle est le siècle de révolution dans la plus haute acception de ce mot : Révolution morale et non matérielle. Il se forme une idée supérieure d'organisation sociale et de perfectionnement moral.

CHANNING.

Et vous connaîtrez la vérité, et la vérité vous affranchira.

(JEAN, VIII, 32.)

I

LA FIN D'UN SIÈCLE—SA DISPARITION—SYMPTOMES ET CAUSES

Le siècle et la fin d'un siècle ne signifient pas en langage évangélique la fin et le commencement d'une période de cent ans, mais la fin d'une conception de la vie, d'une croyance, d'un moyen de communion entre les

hommes, et le commencement d'une nouvelle conception de la vie, d'une nouvelle religion, d'un nouveau moyen de communion entre les hommes.

Il est dit dans l'Évangile qu'au moment de ces changements de siècle, toutes sortes de calamités doivent se produire : trahisons, cruautés, guerres, et que tout amour doit disparaître à la suite du désordre. Ces paroles, à mon sens, ne doivent pas être prises comme une annonce prophétique pour un temps donné, mais comme l'indication d'une loi constante : tout changement de régime, de conception de vie, est inévitablement accompagné de violentes perturbations, de cruautés, de trahisons, d'illégalités de toutes sortes, et ces perturbations doivent amener par la suite une éclipse de l'amour entre les hommes, amour sans lequel toute vie collective est impossible.

C'est précisément ce qui se produit aujourd'hui, non seulement en Russie, mais dans le monde chrétien en général. En Russie, ce phénomène se manifeste avec plus de netteté et plus ouvertement, tandis que dans le reste du monde civilisé il se trouve à l'état latent.

Je crois qu'en ce moment la vie des peuples chrétiens a atteint cette limite qui marque la fin d'une ère et le commencement d'une autre. Je crois que précisément à cette heure, commence la grande révolution qui se prépare depuis deux mille ans dans le monde chrétien, révolution consistant dans la substitution au christianisme corrompu et au régime de domination qui en découle, du véritable christianisme, base de l'égalité entre les hommes, et de la vraie liberté à laquelle aspirent tous les êtres doués de raison.

J'aperçois les signes extérieurs de ces changements, dans l'âpre lutte de classes, dans la froide cruauté des possédants, l'irritation et le désespoir des miséreux, les armements insensés et croissants des nations les unes contre les autres, l'extension de la doctrine collectiviste, effrayante par son esprit despotique, étonnante par son caractère plein d'utopies, dans la vanité et la puérilité de certaines études soi-disant scientifiques, la corruption morbide et l'inanité de toutes les manifestations de l'art ; je les vois enfin et surtout dans l'absence chez les dirigeants de toute idée religieuse, mieux, la négation voulue de toute religion, enfin, dans la reconnaissance du caractère légitime de l'oppression du faible par le fort, ce qui amène la disparition de tout principe directeur de la vie sociale.

Tels sont les symptômes généraux de la révolution qui s'effectue, ou plutôt de la tendance à la révolution qui se manifeste chez les peuples chrétiens. Les symptômes historiques plus immédiats, autrement dit, les secousses qui ont fait la révolution, sont la guerre russo-japonaise et l'agitation politique et sociale qui se manifeste actuellement d'une façon inouïe dans le peuple russe.

On attribue la débâcle de l'armée et de la flotte russe à des hasards malheureux, à l'incurie du gouvernement; on attribue la force du mouvement révolutionnaire à l'insuffisance de ce même gouvernement et à l'action plus énergique des agitateurs. Quant aux conséquences, les politiciens, tant russes qu'étrangers, croient que ces événements amèneront l'affaiblissement de la Russie, ainsi qu'un changement de son régime politique.

A mon sens, ces événements ont une portée bien plus grande : la débâcle de l'armée, de la flotte et de l'administration russes marque le commencement de la désagrégation de l'État russe, et la désagrégation de l'État russe signifie, à mon avis, le commencement de la disparition de toute la civilisation soi-disant chrétienne. C'est bien la fin d'un monde et le commencement d'un autre.

Les phénomènes dissolvants, qui ont placé les peuples chrétiens dans la situation où ils se trouvent actuellement, se sont manifestés depuis longtemps, depuis que la religion chrétienne a été reconnue comme religion d'État.

Voici un système social qui se maintient par la violence, existe plutôt par la soumission complète à ses lois qu'aux lois de la religion, ne peut subsister sans la répression, la force armée et les guerres, attribue à ses gouvernants un caractère presque divin, glorifie la richesse et la puissance, et cependant accepte la religion chrétienne qui proclame l'égalité et la liberté complète de tous les hommes, reconnaît la loi de Dieu supérieure à toutes les autres lois, condamne toute violence, tout châtiment et toute guerre, prescrit l'amour des ennemis, glorifie non pas la puissance et la richesse, mais l'humilité et la pauvreté; en un mot, la société adopte en la personne de ses gouvernants païens la religion chrétienne, non dans son sens vrai, mais sous sa forme corrompue permettant le maintien d'une organisation païenne de la vie.

Aussi, les pasteurs des peuples et leurs conseillers, qui pour la plupart ne comprennent pas le sens du véritable christianisme, s'indignent-ils très sincèrement contre les hommes qui professent et propagent le vrai christianisme, et, la conscience tranquille, les châtient et les bannissent. Le clergé défend de lire l'Évangile et se réserve le droit exclusif de le commenter, d'imaginer des sophismes complexes justifiant l'union contre nature entre l'État et le Christianisme, d'instituer des cérémonies solennelles qui hypnotisent la foule. Et c'est ainsi que la grande majorité des hommes a vécu des siècles durant, croyant vivre en bons chrétiens, sans même soupçonner ce que peut être la vraie doctrine du Christ.

Toutefois, si grand que fut le prestige de l'État, si long que fut son triomphe, si cruelle que fut sa tyrannie contre la véritable idée chrétienne, la vérité révélatrice de l'âme humaine une fois connue, n'a pu être étouffée. Plus cette situation a duré, plus nettement est apparue la contradiction entre la doctrine chrétienne, toute d'humilité et d'amour, et la doctrine de l'État, toute d'orgueil et de violences.

La plus puissante digue du monde ne saurait arrêter le cours des flots humains. Ces flots se frayent inévitablement leur voie, soit en passant sur la digue, soit en la contournant, soit en la brisant. Ce n'est qu'une question de temps. Il en sera de même du véritable christianisme étouffé depuis si longtemps par les gouvernants. Le temps est venu où il commence à détruire la digue qui l'arrête et à en balayer les débris.

J'aperçois les signes extérieurs de cette destruction, dans la facilité avec laquelle les Japonais ont triomphé des Russes, et dans la violente agitation qui soulève toutes les classes de la société russe.

II

LA PORTÉE DE LA VICTOIRE DES JAPONAIS

Comme il arrive toujours en cas de défaite, on cherche à expliquer aujourd'hui celle des Russes par les fautes qu'ils ont commises : mauvaise organisation militaire, abus, ignorance des chefs. Telle n'en est pas la véritable cause. Ce n'est pas tant l'incurie gouvernementale ou l'insuffisance du commandement militaire que la supériorité certaine des Japonais dans l'art de la guerre qui a déterminé la défaite des Russes. La victoire du Japon est due non pas à la faiblesse de la Russie, mais au fait que le peuple nippon constitue évidemment aujourd'hui la plus forte puissance militaire sur terre et sur mer. Je le crois, parce que les Japonais, grâce à leur esprit pratique et à l'importance qu'ils ont accordée à l'art militaire, se sont assimilé bien mieux que les nations chrétiennes tous les perfectionnements techniques qui ont procuré jusqu'ici à celles-ci l'avantage sur les peuples non chrétiens ; parce que les Japonais sont par leur nature plus braves et plus indifférents devant la mort que nous ne le sommes aujourd'hui ; parce que le patriotisme guerrier, que nos gouvernants s'efforcent de nous inculquer bien qu'il soit en tous points contraire à la doctrine du Christ, existe encore dans toute sa force primitive chez les insulaires asiatiques ; enfin, parce que, en se soumettant servilement à l'autorité despotique d'un Mikado divinisé, leur énergie demeure plus concentrée et plus unie que celle de peuples qui ont franchi la phase de soumission servile. En un mot, le grand avantage des Nippons est de n'être pas chrétiens.

Si corrompue que soit chez nous l'idée chrétienne, notre conscience en est malgré tout imprégnée, et les meilleurs parmi nous ne peuvent plus employer leur force intellectuelle à imaginer et à fabriquer les instruments de meurtre, ni se refuser à condamner plus ou moins le patriotisme belliqueux. Ils ne sauraient imiter les Japonais, qui s'ouvrent le ventre plutôt que de tomber dans les mains de l'ennemi, ni, comme jadis nous-

mêmes, se faire sauter avec l'ennemi plutôt que de se rendre. Ils ne peuvent plus priser comme autrefois les vertus guerrières ni respecter la caste militaire ; enfin il leur est impossible, sans offenser leur dignité humaine, de se soumettre servilement aux autorités, surtout de faire impassiblement métier d'assassins.

Dans la vie courante même, lorsque l'activité humaine se trouve en opposition avec la doctrine évangélique, les peuples chrétiens sont impuissants à lutter avec les peuples non chrétiens. Le fait se produit notamment dans les questions d'argent. Si faussement qu'ils interprètent la doctrine du Christ, ses partisans ont conscience que la richesse ne donne pas le bonheur suprême ; aussi, ne mettent-ils pas à l'acquérir la même âpreté que ceux qui, n'ayant pas d'idéal plus élevé, voient en elle la seule bénédiction divine.

On peut en dire autant de la science et de l'art non chrétiens. Dans le domaine de la science expérimentale et positive et de l'art morbide et sensuel, la supériorité appartient et appartiendra sans conteste aux peuples et aux individus les moins chrétiens.

Ce phénomène, que nous voyons se manifester en pleine paix dans toutes les branches de l'activité sociale, doit à plus forte raison se produire dans les choses de la guerre, rigoureusement interdite par la doctrine évangélique. C'est pourquoi l'inévitable supériorité des peuples non chrétiens s'est révélée avec une si grande évidence dans les victoires éclatantes des Japonais sur les Russes, malgré l'équivalence de leurs armements et de leur science militaire.

C'est par là surtout que la victoire des Japonais est pour nous d'un grand enseignement. Elle a montré en effet d'une façon absolue, non seulement à la Russie vaincue mais au monde entier, combien était insuffisante la culture extérieure dont étaient si fières les nations chrétiennes, culture qui leur semblait être le résultat merveilleux de nombreux siècles d'efforts et que pourtant le Japon a pu s'assimiler en quelques dizaines d'années, bien qu'il ne soit nullement doué de qualités morales exceptionnelles ; car, lorsqu'il l'a cru nécessaire, il a tout appris, depuis la découverte des bactéries jusqu'à celle des explosifs, et il a si bien su mettre en pratique cette science, que dans l'art de la guerre il est devenu bientôt supérieur à ses maîtres.

Sous prétexte de se défendre, les peuples chrétiens ont rivalisé durant des siècles dans l'invention d'engins de destruction, qu'ils ont employés aussi bien à lutter entre eux qu'à combattre les peuples non civilisés de l'Afrique et de l'Asie pour en tirer profit.

Mais voici que parmi ceux-ci apparaît un peuple guerrier, plein d'habileté et doué d'une merveilleuse facilité d'assimilation, qui, devant le danger, menaçant lui et ses voisins, a su s'approprier avec une aisance et une rapidité extraordinaires tout ce qui faisait la supériorité incontestable des Européens. Il comprit très vite que, au moment où l'on va vous frapper d'une lourde massue, il faut en saisir une semblable, une plus lourde au besoin, afin de rendre coups pour coups.

Profitant de plus de l'avantage que lui donnaient son despotisme religieux et son fanatisme patriotique, il est devenu, au point de vue guerrier, plus redoutable que la plus grande des puissances militaires.

Sa victoire a montré aux peuples guerriers que la force des armes n'est plus entre leurs mains, mais qu'elle est, ou doit passer bientôt, entre les mains de ceux qui ne sont pas chrétiens. En effet, imitant l'exemple du Japon, tous les peuples de l'Asie et de l'Afrique peuvent devenir capables de s'assimiler cette science militaire dont sont si fières les nations chrétiennes, et alors il leur sera facile non seulement de se libérer de leur oppression, mais encore de les anéantir toutes.

En raison de l'issue de la guerre russo-japonaise, les gouvernements européens vont être obligés d'accroître les armements qui déjà écrasent leurs peuples, et, même en doublant leurs effectifs, ils devront prévoir malgré tout qu'avec le temps les peuples païens si longtemps opprimés, apprenant l'art de la guerre aussi bien que les Japonais, en arriveront à rejeter leur joug et à se venger.

Ainsi, ce n'est plus le pur raisonnement, mais l'amère expérience de la victoire japonaise qui rend évidente pour tous les peuples cette simple vérité : La violence ne peut conduire à rien autre qu'à l'aggravation des maux et des souffrances.

Cette victoire a prouvé que, préoccupés de l'accroissement de nos forces armées, nous avons commis une œuvre non seulement mauvaise, mais encore contraire à l'esprit chrétien qui nous domine, une œuvre dans

laquelle nous serons forcément surpassés et vaincus par les païens. Cette victoire a montré que notre activité guerrière nous était funeste, épuisait inutilement nos forces et surtout nous préparait des ennemis plus puissants.

Cette guerre a démontré avec évidence que la force de nos peuples n'est pas dans la domination militaire et que, s'ils veulent rester chrétiens, ils doivent conformer leur vie à la doctrine évangélique, qui seule leur donnera le suprême bonheur, acquis par l'amour et la concorde, et non par la violence.

C'est là, et non ailleurs, qu'est la véritable signification de la victoire des Japonais pour le monde chrétien.

III

LE SENS DU MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE EN RUSSIE

La victoire du Japon a montré à tous combien était fausse la voie suivie jusqu'ici par la civilisation. Aux Russes, cette guerre—cause de tant de souffrances insensées : sacrifice inutile d'hommes et de richesses—a montré, de plus, le grave danger de leur soumission à leur gouvernement. Afin d'assurer de louches profits à quelques personnages malfaisants, ce gouvernement a jeté le pays dans une guerre imbécile qui, dans aucun cas, ne pouvait être avantageuse pour le peuple. Des centaines, des milliers de vies ont été sacrifiées, les produits du labeur colossal de tout un peuple perdus, enfin, la gloire elle-même de la Russie, pour ceux qui en étaient fiers, anéantie ; mais le pis est que les fauteurs de tous ces crimes, loin de les reconnaître, en rejettent sur d'autres la responsabilité, et que, conservant leurs places, ils sont tout disposés à jeter le pays dans de plus grands malheurs encore.

La révolution commence tout naturellement lorsque la société vient à abandonner une certaine conception de la vie sur laquelle continue à reposer l'édifice social existant, autrement dit, lorsque la contradiction entre la vie telle qu'elle est et celle qui doit ou peut être devient si nette pour la majorité des hommes, que ceux-ci sentent déjà l'impossibilité de continuer à vivre dans les anciennes conditions ; et cette révolution éclate d'abord chez la nation qui possède le plus grand nombre d'individus conscients de cette contradiction. Quant aux moyens employés par la révolution, ils dépendent du but qu'elle poursuit.

En 1793 la contradiction entre l'idée d'égalité des hommes et le pouvoir despotique des rois, du clergé, des nobles, des fonctionnaires, était sentie non pas seulement par les peuples qui en souffraient, mais aussi par les meilleurs parmi les hommes des classes dirigeantes du monde chrétien tout entier. Mais nulle part plus qu'en France ces classes ne ressentaient

l'injustice de l'inégalité, nulle part la conscience populaire n'était moins asservie. C'est pourquoi la Révolution de 1793 a débuté précisément en France. Quant au moyen le plus immédiat de conquérir l'égalité, il consistait tout naturellement à prendre par la force le pouvoir que détenaient les maîtres du jour ; c'est pourquoi les révolutionnaires de l'époque ont eu recours à la violence pour arriver à leurs fins.

Actuellement, en 1905, où les gouvernants enlèvent arbitrairement aux hommes le produit de leur travail pour s'armer à outrance, où à chaque instant ils peuvent pousser les peuples à s'entr'égorger, la contradiction entre une vie libre possible et légitime et la soumission stupide et funeste aux oppresseurs, est ressentie non seulement par les peuples qui en souffrent, mais aussi par les plus généreux parmi ceux qui les gouvernent. Nulle part cette contradiction n'est aussi nette que chez le peuple russe.

Il la ressent autant en raison de la guerre stupide et honteuse où il fut jeté par le gouvernement que par suite du régime agraire qu'il a conservé jusqu'ici ; il la ressent surtout à cause de la conscience chrétienne particulièrement vivace chez lui.

J'estime donc que la révolution de 1905, ayant pour but d'affranchir les hommes de l'oppression brutale, doit commencer et commence précisément en Russie. Quant aux moyens d'y parvenir, ils doivent être évidemment tout autres que la violence à laquelle les hommes avaient eu jusqu'ici recours pour arriver à l'égalité.

Les hommes de la grande Révolution pouvaient encore se méprendre en croyant à la possibilité de réaliser l'égalité par la violence, quoiqu'il fût de toute évidence que la force brutale était par elle-même la manifestation la plus vive de l'inégalité. A plus forte raison ne peut-on aujourd'hui recourir à la violence pour conquérir cette liberté, qui est le principal but de la révolution actuelle.

Or, que voyons-nous ? Les révolutionnaires de nos jours répètent en Russie tout ce que faisaient leurs devanciers dans les pays européens : manifestations solennelles, cortèges funèbres, destruction des prisons, brillants discours (« Allez dire à votre maître... »), assemblées constituantes, etc... Et ils croient qu'en renversant le gouvernement existant et en le

remplaçant par une monarchie constitutionnelle, ou même par une république socialiste, ils atteindront le but que la révolution s'est imposé.

Mais l'histoire ne se répète pas. La révolution par la violence a fait son temps. Tout ce qu'elle a pu donner aux hommes elle l'a déjà donné, et en même temps elle a indiqué ce qu'elle était incapable de donner. La révolution qui commence en Russie,—nous ne sommes pas en 1793, mais en 1905,—où l'on compte cent millions de paysans doués d'une psychologie et d'une organisation sociale particulières, cette révolution ne saurait en aucune façon avoir le même but et se faire par les mêmes moyens que les révolutions qui eurent lieu il y a soixante, quatre-vingt ou cent ans, chez des peuples latins ou germaniques dont la mentalité est tout autre.

La population rurale de la Russie, qui comprend le vrai peuple, n'a que faire de la Douma, de toutes ces libertés—dont l'énumération seule est une preuve de l'absence de la vraie liberté,—ainsi que de la substitution d'un gouvernement violent à un autre aussi violent ; il a besoin de s'affranchir de tout le système de violence.

La portée de la révolution qui commence en Russie et qui s'annonce dans le reste du monde, n'est donc point dans les réformes énumérées par les programmes habituels : impôts sur le revenu ou autres, séparation de l'Église et de l'État, monopoles nationaux, système électoral, participation du peuple au pouvoir, institution de la République la plus démocratique, etc., mais dans la conquête de la vraie liberté.

Or, cette liberté vraie peut être réalisée seulement par le refus de se soumettre à toute autorité, quelle qu'elle soit, et cela sans recourir aux barricades, assassinats et institutions nouvelles obtenues par la violence et reposant sur elle.

IV

LA CAUSE PRINCIPALE DE LA RÉVOLUTION IMMINENTE

La cause principale de la prochaine révolution comme de toutes celles passées ou futures a un caractère religieux.

Le mot religion est pris d'ordinaire soit dans le sens d'une définition mystique du monde invisible, soit pour désigner certains rites d'un culte qui console et encourage les hommes dans la vie, soit comme une explication de l'origine de l'univers, soit comme la réglementation morale de la vie sanctionnée par la prescription divine.

Ce n'est pas ainsi que je comprends la religion : elle est pour moi avant tout la révélation de la loi supérieure, commune à tous les hommes, leur assurant dans un temps donné le suprême bonheur.

Déjà antérieurement à la doctrine chrétienne, fut proclamée et exprimée chez divers peuples une loi religieuse, supérieure et commune à toute l'humanité, qui peut être formulée ainsi :

L'homme ne doit pas vivre pour son bonheur individuel, mais pour le bonheur de tous, c'est-à-dire, rendre service à son prochain (Bouddha, Isaïe, Confucius, Lao-Tseu, stoïciens). La loi ayant été proclamée, il était impossible aux hommes qui la connaissaient de ne pas se rendre compte de sa justesse et de sa bienfaisance ; mais l'ordre social fondé sur la violence a pénétré si à fond dans les mœurs et les institutions que, tout en reconnaissant les bienfaits de la loi d'aide mutuelle, les hommes continuaient à vivre sous l'empire de lois répressives qu'ils justifiaient par la nécessité de châtier les méchants. Il leur semblait que sans menaces ni châtiments du mal par le mal, la vie sociale était impossible. Les uns assumaient le devoir de maintenir l'ordre public et de corriger les criminels en faisant appliquer les lois répressives ; ils commandaient, les autres obéissaient. Mais les maîtres se dépravaient par l'omnipotence dont ils jouissaient, et une fois dépravés, au lieu de corriger les mœurs, ils les

contaminaient de leur propre souillure ; les administrés à leur tour se dépravaient par leur participation à ces violences, par leur esprit d'imitation et par leur soumission servile.

Il y a dix-neuf cents ans apparut le Christianisme. Avec une nouvelle force, il vint confirmer la puissance de cette loi d'amour et de solidarité, et nous apprendre en plus pourquoi elle n'était pas observée.

Il a montré avec une netteté extraordinaire que la cause de cette inobservance était la fausse notion que l'on se faisait de la légitimité et de la nécessité de la violence comme moyen de coercition. Après avoir démontré sur toutes ses faces l'illégalité et la nocivité du châtement social, il a prouvé que la principale cause des malheurs de l'humanité résidait dans les violences auxquelles se livrent les hommes les uns sur les autres sous prétexte de vindicte publique ; enfin, il a montré que l'unique moyen de faire disparaître la violence était de la subir avec passivité.

« Tu as entendu dire aux anciens : Œil pour œil, dent pour dent. Moi, je te dis : Ne résiste pas au méchant ; s'il te frappe sur la joue droite, tends-lui la joue gauche ; s'il veut plaider contre toi et te prendre tes vêtements, donne-lui jusqu'à ta chemise. Donne à celui qui te tend la main et ne te détourne pas de celui qui sollicite ton aide pécuniaire. »

Cette doctrine veut dire que lorsque celui qui a mission de juger des cas de violences en commet lui-même, il n'y aura plus pour elles aucune limite.

Aussi, pour qu'elles disparaissent, il faut que nul, sous quelque prétexte que ce soit, n'emploie la force brutale, et surtout sous le prétexte le plus fréquent, celui de punir.

Cette doctrine atteste cette vérité simple et naturelle : on ne saurait supprimer le mal par le mal, et l'unique moyen de diminuer l'intervention de la violence est de ne pas s'en servir.

La doctrine chrétienne l'a nettement formulé et établi. Malheureusement, on se figurait à tort que châtier était une condition indispensable à la vie sociale, et cette croyance était tellement enracinée, le nombre des hommes qui ignoraient cet enseignement ou ne le connaissaient que sous sa forme corrompue était si grand, que tous ceux qui avaient accepté la loi du Christ continuaient à vivre d'après celle de la violence. Les pasteurs des chrétiens croyaient que l'on pouvait accepter la doctrine de la

solidarité sans la loi de la non-résistance au mal, qui est pourtant la clef de voûte de tout l'enseignement sur la conduite des hommes. Car, admettre la loi de l'aide mutuelle en méconnaissant le précepte de la non-résistance, c'était construire la voûte sans la sceller dans sa partie centrale.

Les chrétiens, en s'imaginant qu'ils pouvaient organiser leur vie mieux que celle des païens sans accepter le précepte de la non-résistance, continuaient à faire non seulement ce que faisaient ceux-ci, mais pis encore, et s'éloignaient ainsi de plus en plus de la vie chrétienne. Le sens de leur doctrine s'obscurcissait, et ils sont arrivés enfin à leur triste situation actuelle : division des peuples chrétiens en camps ennemis, dépensant toutes leurs forces à s'armer et prêts à chaque instant à s'entre-déchirer. Plus encore : ils ont provoqué la haine des peuples non chrétiens qui se lèvent déjà contre eux. Enfin, et par-dessus tout, ils sont arrivés à la négation complète non seulement du christianisme, mais de toute loi ayant un caractère élevé.

La cause première de la prochaine révolution est donc surtout religieuse. Elle vient de la déformation de la loi suprême de solidarité, par suite de la méconnaissance du précepte de la non-résistance spécifiée par le christianisme, dont l'intention expresse est de rendre cette loi pratiquement réalisable.

V

LES CONSÉQUENCES DE L'INACCEPTATION DU PRÉCEPT DE LA NON-RÉSISTANCE

La doctrine chrétienne n'a pas seulement montré que la vengeance n'est ni utile ni sensée, parce qu'elle ne fait qu'accroître le mal ; elle a indiqué de plus la non-résistance au mal par la violence, comme unique moyen d'atteindre la véritable liberté si naturelle à l'homme. Elle a montré que, du moment où l'homme entrait en lutte contre la violence, il s'aliénait lui-même sa liberté ; en effet, en admettant l'emploi par lui de la force brutale, il admettait par ce fait même la légitimité de son emploi contre lui-même ; aussi, pouvait-il être soumis par ceux contre lesquels il luttait. Lors même qu'il fût vainqueur, il n'en était pas moins toujours menacé d'être vaincu à son tour par un plus fort que lui.

Quiconque s'est proposé pour but l'accomplissement de la loi supérieure commune à toute l'humanité et qui ne saurait être mise en échec, peut seul être réellement libre. Et l'unique moyen de restreindre dans le monde l'emploi de la violence, est de réaliser la liberté complète en ne résistant pas à n'importe quels actes de tyrannie.

La doctrine chrétienne a donc proclamé la loi de la pleine liberté humaine, mais à la condition absolue de se soumettre à cette loi dans toute sa signification.

« Et ne craignez point ceux qui ôtent la vie du corps et qui ne peuvent faire mourir l'âme, mais craignez plutôt celui qui peut perdre et l'âme et le corps dans la géhenne. » (Mathieu, X, 28.)

Ceux qui avaient accepté cette doctrine dans sa signification vraie et s'étaient soumis à la loi suprême étaient libres de toute autre soumission. Ils avaient souffert avec résignation les violences des hommes, mais ne leur obéissaient pas dans les actes contraires à la loi suprême. Ainsi avaient agi

les premiers chrétiens alors qu'ils étaient peu nombreux parmi les peuples païens. Ils refusaient d'obéir aux gouvernements dans les actes contraires à la loi suprême qu'ils appelaient la loi de Dieu ; ils furent persécutés, châtiés pour cette résistance, mais ils n'en continuaient pas moins à ne pas se soumettre et restaient libres.

Mais dès l'instant où des peuples entiers, qui vivaient sous un régime maintenu par la violence, s'étaient reconnus chrétiens simplement parce qu'ils avaient reçu le baptême, leur attitude envers les autorités changea complètement.

Aidés du clergé, les gouvernants suggérèrent à leurs administrés que le meurtre et les autres violences pouvaient être commis lorsqu'ils servaient à la juste vindicte et à la défense des faibles et des opprimés. Puis, en les obligeant à prêter serment aux autorités, c'est-à-dire à jurer devant Dieu qu'ils accompliraient tout ce qu'il leur sera ordonné, les gouvernements amenèrent leurs sujets se considérant comme chrétiens, à ne plus croire défendu l'emploi de la violence, et, naturellement, à admettre aussi celle dont ils étaient victimes.

Il arriva donc qu'au lieu de demeurer libres, comme l'a voulu le Christ, au lieu de souffrir toute violence, comme cela avait eu lieu au début, afin d'être, en revanche, soumis à la seule volonté de Dieu, ils comprirent leur devoir dans un sens diamétralement opposé : ils considérèrent comme honteux d'être en butte aux violences sans essayer de lutter contre elles, et comme leur devoir le plus sacré d'obéir aux gouvernants. C'est ainsi qu'ils devinrent des esclaves. Formés dans ces traditions, ils n'eurent plus aucune honte de leur esclavage ; au contraire, ils furent fiers de la puissance de leurs gouvernements, à l'exemple des esclaves toujours fiers de la grandeur de leurs maîtres.

En ces derniers temps, cette déformation du Christianisme a donné lieu à une nouvelle supercherie qui a mieux enfoncé nos peuples dans leur servilité. A l'aide d'un système complexe d'élections parlementaires, il leur fut suggéré qu'en élisant leurs représentants directement, ils participaient au gouvernement, et qu'en lui obéissant, ils obéissaient à leur propre volonté, et étaient libres. Cependant cette supercherie devait être évidente tant en théorie qu'en pratique, car même sous le régime le plus démocratique et sous le règne du suffrage universel, le peuple ne peut exprimer sa volonté. Il

ne le peut : 1^o parce qu'une pareille volonté collective d'une nation de plusieurs millions d'habitants n'existe pas et ne peut exister ; 2^o parce que, lors même où elle existerait, la majorité des voix ne serait point son expression. Sans insister sur ce fait que les élus légifèrent et administrent, non pas pour le bien général, mais pour se maintenir au pouvoir ; sans appuyer également sur le fait de la dépravation du peuple due à la pression et à la corruption électorale, ce mensonge est particulièrement nuisible en raison de l'esclavage présomptueux dans lequel tombent ceux qui s'y soumettent. En s'imaginant qu'ils obéissent à leur propre volonté tout en obéissant à celle du gouvernement, ils n'osent plus transgresser les règlements établis par l'autorité, lors même qu'ils seraient contraires à leur goût, intérêts, désirs, et surtout à la loi supérieure de leur conscience. Or, les actes et les prescriptions du gouvernement de ce peuple soi-disant libre, soumis aux hasards des luttes de partis, d'intrigues, de vanité et de vénalité, dépendent aussi peu de la volonté populaire que les actes et les prescriptions du gouvernement le plus despotique.

Ces hommes libres rappellent les prisonniers qui s'imaginent jouir de la liberté, lorsqu'ils ont le droit d'élire ceux parmi leurs geôliers qui sont chargés de la police intérieure de la prison.

Un membre d'un État le plus despotique peut être entièrement libre, bien qu'il puisse souffrir les plus cruelles violences de la part du gouvernement qu'il n'avait pas établi. Par contre, un membre d'un État constitutionnel est toujours esclave, car en s'imaginant participer au pouvoir, il reconnaît la légalité de toutes les violences commises sur lui, se soumet à toute prescription de l'autorité, au point qu'il perd toute notion de ce qu'est la véritable liberté. Croyant se libérer, il devient de plus en plus l'esclave de son gouvernement.

Rien ne montre plus clairement l'asservissement progressif des peuples comme l'extension et le succès des théories collectivistes, qui ne tendent à rien moins qu'à l'annihilation complète de l'individu.

Bien que les Russes soient sous ce rapport dans des conditions plus favorables, puisque jusqu'à aujourd'hui ils n'ont pas participé au pouvoir et que, par suite, il ne les a pas encore corrompus, eux aussi ont été soumis au mensonge de la glorification du pouvoir, du prestige et de la grandeur de la

patrie, de la fidélité au serment, et ils considèrent également comme un devoir d'obéir aveuglément à leur gouvernement.

Mais voici que des hommes peu sensés de la société russe essayent d'amener leur peuple au même état d'esclavage constitutionnel que les autres peuples européens.

En somme, l'inadmission du précepte de la non-résistance a eu pour conséquence non seulement l'armement à outrance et la guerre, mais encore l'aliénation graduelle de la liberté de ceux qui professent la loi mutilée du Christ.

VI

PREMIÈRE CAUSE EXTÉRIEURE DE LA RÉVOLUTION IMMINENTE

La déformation de la doctrine du Christ et l'oubli du précepte de la non-résistance ont amené les peuples à se vouer une haine mutuelle, cause de tous leurs maux, de leur esclavage en particulier.

Cet esclavage finit par peser aux chrétiens ; et c'est là la cause fondamentale de la révolution qui se produit.

Quant aux causes plus immédiates qui ont fait éclater la révolution précisément à ce moment, ce sont d'abord la folie du militarisme qui envahit tous les peuples chrétiens, et qui s'est révélée avec une grande intensité pendant la guerre russo-japonaise ; puis, l'accroissement de la misère et du mécontentement de la masse ouvrière, et cela parce que l'on a spolié le peuple de son droit naturel à jouir de la terre.

Ces deux causes sont communes à tous les peuples ; mais, par suite de conditions historiques particulières, elles agissent plus vivement dans le peuple russe et précisément de nos jours.

Le peuple russe s'est rendu compte de sa situation précaire, non seulement à la suite de la guerre stupide et monstrueuse où son gouvernement l'a entraîné, mais encore parce qu'il a toujours observé vis-à-vis du pouvoir une attitude tout autre que celle des autres peuples européens. Il n'est jamais entré en lutte contre le pouvoir, il n'y a surtout jamais participé, et par conséquent n'a pu en être souillé. Il l'a considéré comme un mal qu'il faut éviter, et non comme un bien, ainsi que l'envisagent la plupart des peuples européens et, malheureusement, quelques Russes corrompus. Aussi, la majorité des Russes a-t-elle toujours préféré supporter les actes de violence plutôt que d'avoir la responsabilité morale de sa participation aux violences. Elle s'est donc toujours soumise et

continue à se soumettre aux autorités, non parce qu'elle est impuissante à les renverser, mais parce qu'elle préfère la soumission à la lutte et à la participation à la violence que voudraient lui imposer les révolutionnaires. De là l'institution et le maintien en Russie d'un gouvernement d'oppression du faible par le fort, autrement dit, du résigné par le combatif.

La légende relative à l'appel fait aux Variagues par les Russes pour venir les gouverner, composée évidemment déjà après la conquête des Slaves par les Variagues, montre parfaitement quelle était l'attitude des Russes envers le pouvoir, même avant le christianisme : « Nous ne voulons pas prendre part nous-mêmes au péché de gouverner. Si vous ne le considérez pas comme un péché, venez et gouvernez ». Cette psychologie des Russes explique leur docilité à l'égard des autocrates les plus cruels, voire les plus fous, depuis Ivan le Terrible jusqu'à Nicolas II.

C'est ainsi que le peuple russe envisageait le pouvoir dans l'ancien temps, et c'est ainsi que pour la plupart il l'envisage encore aujourd'hui. Certes, les mêmes suggestions trompeuses, grâce auxquelles dans les autres pays on a amené les chrétiens à subir les actes antichrétiens de l'autorité, ont été exercées également sur le peuple russe ; mais seules les couches supérieures et dépravées de la société en furent atteintes, alors que la majorité de la nation conserva de l'autorité son ancienne idée : il est préférable de souffrir l'oppression que d'opprimer ses semblables.

La raison de cette attitude réside, à mon sens, dans le fait que le véritable christianisme, en tant que doctrine de fraternité, d'égalité, de douceur et d'amour, doctrine qui distingue nettement entre la *soumission forcée* et l'*obéissance volontaire* à la violence, s'est mieux conservée dans le peuple russe que dans tous les autres. Le vrai chrétien peut se soumettre, il lui est même impossible de ne pas se soumettre à toute violence sans lutte ; mais il ne saurait y obéir, c'est-à-dire en reconnaître la légitimité. Malgré tous les efforts des gouvernements en général et du gouvernement russe en particulier, pour substituer à cette attitude vraiment chrétienne envers l'autorité, la doctrine de la religion officielle, l'esprit chrétien, qui distingue entre la *soumission* et l'*obéissance* au pouvoir, continue à se faire sentir dans la majeure partie de la masse populaire russe.

Cette contradiction entre la pression gouvernementale et le christianisme était particulièrement comprise par ceux qui n'appartenaient

pas à la doctrine faussée de l'orthodoxie, par ceux qu'on appelait les sectateurs. Ces derniers n'ont jamais reconnu la légitimité du pouvoir tsariste. Si, par crainte, ils se soumettaient en majeure partie aux exigences du gouvernement selon eux illégitime, d'autres, moins nombreux, esquivait ces exigences ou les fuyaient. Lorsque fut institué le service obligatoire pour tous, l'État semblant jeter un défi aux vrais chrétiens en leur demandant d'être prêts à tuer, un grand nombre de Russes orthodoxes commencèrent à se rendre compte du désaccord qui existait entre la doctrine chrétienne et le pouvoir. Quant aux chrétiens de toutes les autres confessions, il y en eut qui refusèrent tout simplement de servir ; et bien que ces refus n'aient pas été très nombreux (à peine un conscrit sur mille), leur portée fut très grande en raison des châtiments cruels dont ils furent l'objet et qui dessillaient les yeux non seulement aux sectateurs, mais à la généralité des Russes. Tous s'aperçurent que cet impôt du sang, réclamé par le gouvernement, était antichrétien, et la plupart s'en rendirent compte qui jusqu'alors n'avaient pas songé à cette contradiction entre la loi de Dieu et les lois des hommes. Dès lors, le travail latent de libération de la conscience chez la majeure partie du peuple russe commençait à se faire.

Le peuple se trouvait dans cet état d'esprit quand éclata la guerre japonaise, si cruelle et si peu justifiée. Grâce à l'extension de l'instruction, au mécontentement général, et surtout à la nécessité de faire transporter pour la première fois des centaines de mille de réservistes de tous les coins de la Russie,—pères de famille arrachés à leur gagne-pain,—pour participer à une œuvre follement sanguinaire, cette guerre détermina le choc qui fit apparaître le travail intérieur et invisible sous la forme palpable de la conscience très nette de l'ignominie gouvernementale.

Cet état d'âme se révèle aujourd'hui sous des formes aussi variées que significatives : refus des réservistes de rejoindre leur corps, désertions, refus de tirer sur leurs frères, grévistes ou révoltés ; enfin et principalement, refus croissant de la conscription.

Telles sont les diverses formes que prend l'insoumission au gouvernement, celle qui est consciente de son illégitimité. Quant à l'insoumission inconsciente, elle se manifeste aujourd'hui par les actes des révolutionnaires et de leurs ennemis : mutinerie des marins dans la mer

Noire et à Cronstadt ; rébellion des militaires à Kiev et dans d'autres villes ; *pogromes* agraires et antisémites ; émeutes des paysans, etc.

Le prestige du pouvoir ayant disparu, une grave question se pose devant les Russes de notre époque : doit-on, malgré la loi divine, autrement dit malgré la conscience, se soumettre au gouvernement qui exige des actes contraires à la foi chrétienne ?

L'effet de la naissance de cette question chez le peuple russe est l'une des causes de la grande révolution universelle qui se prépare, qui peut-être commence déjà.

VII

DEUXIÈME CAUSE EXTÉRIEURE DE LA RÉVOLUTION IMMINENTE

La deuxième cause extérieure de la révolution est l'impossibilité où se trouve la population agricole de jouir de son droit naturel et légitime de travailler la terre ; elle est d'ailleurs la cause de l'accroissement des maux dans la masse populaire et de l'irritation de celle-ci contre les classes qui l'exploitent. Cette cause se manifeste particulièrement en Russie, car là seulement la majeure partie de la population vit des travaux des champs ; de même c'est aujourd'hui seulement que les Russes, en raison de l'accroissement de la population et de l'insuffisance des terres, se voient forcés ou d'abandonner la vie rurale qu'ils ont menée jusqu'ici et qui seule rend possible la réalisation d'une société chrétienne, ou de cesser d'obéir au gouvernement qui assure aux propriétaires fonciers la possession de la terre arrachée aux travailleurs.

On croit généralement que l'esclavage le plus cruel est la dépendance de la personne, quand un homme peut faire d'un autre ce qu'il veut : molester, mutiler, tuer ; tandis que la privation du droit à la terre est simplement considérée comme un fait économique peu grave.

Cette idée est complètement fausse.

Le traitement qu'avait fait subir Joseph aux Égyptiens, les conquérants aux peuples conquis, les hommes d'aujourd'hui les font subir également à leurs semblables en les privant de la jouissance de la terre.

Et c'est là précisément le plus cruel des esclavages.

En effet, l'esclave d'un maître est l'esclave d'un seul ; mais l'homme privé du droit à la terre est l'esclave de tout le monde.

Là n'est pas encore le mal le plus grand dont souffre l'esclave rural. Si cruel que puisse être un maître envers son esclave, il ne le force pas, par

intérêt, à travailler sans trêve ; il ne le fait pas mourir de faim, car il ne tient pas à le perdre. Par contre, l'esclave privé de terres doit toujours s'exténuer au travail, souffrir la plus dure misère, ne pas manger à sa faim ; sa vie n'est pas assurée ; il dépend à chaque instant de l'arbitraire des méchants et des cupides. Mais ce n'est pas encore ce qui le fait le plus souffrir ; le pire est son impossibilité de vivre une vie morale. Ne vivant pas du travail de la terre, ne luttant pas contre la nature, il doit inévitablement lutter contre les hommes, prendre par la force et par la ruse ce que d'autres ont acquis par le travail agricole de leurs semblables.

Ceux mêmes qui reconnaissent que la dépossession de la terre est un esclavage, se trompent en croyant que ce n'est qu'un vestige des anciens temps ; il est la base même sur laquelle repose tout esclavage incomparablement plus douloureux que la dépendance personnelle. De fait, celle-ci n'est qu'une des conséquences de l'abus de l'esclavage rural. Aussi, l'affranchissement de la dépendance personnelle sans l'affranchissement de la dépendance terrienne fait simplement cesser l'un des abus, et, dans la plupart des cas, est un mensonge qui cache momentanément aux esclaves leur situation, comme cela eut lieu notamment en Russie lors de l'affranchissement des serfs insuffisamment pourvus de terres.

Les paysans s'en étaient bien rendu compte au temps du servage puisqu'ils disaient : « Nous sommes vôtres, mais la terre est nôtre ». Et depuis l'affranchissement de leurs personnes, ils ne cessent de réclamer l'affranchissement de la terre. En les affranchissant on a satisfait les serfs pour un certain temps avec un peu de terre ; mais avec l'accroissement de la population, la question agraire s'est posée à nouveau dans toute sa force.

Pendant que les paysans étaient serfs, ils jouissaient d'une étendue de terres suffisante pour assurer leur existence ; lorsque la population augmentait, le gouvernement et les seigneurs prenaient des mesures pour leur donner de nouvelles terres, et les travailleurs ne s'apercevaient pas de l'injustice de l'accaparement du sol. Mais dès qu'ils furent affranchis, le gouvernement et les seigneurs n'eurent plus à se soucier de leur situation économique. La quantité de terres qu'ils pouvaient posséder fut une fois pour toutes établie sans espoir d'agrandissement. C'est alors qu'en devenant plus dense, la population trouva de moins en moins la possibilité de vivre. Elle attendit que le gouvernement rapporte les lois qui l'avaient

spoliée de la terre. Elle attendit ainsi dix ans, vingt ans, quarante ans ; les terres étaient accaparées de plus en plus par les propriétaires fonciers, alors que les travailleurs des champs ne pouvaient que choisir entre ces deux alternatives : mourir de faim et ne pas avoir d'enfants, ou abandonner complètement la vie des champs et aller remplir les usines.

Cinquante ans ont passé ; la situation de la masse rurale est devenue telle que son antique organisation, considérée par elle comme nécessaire à la vie chrétienne, commence à se désagréger. Quant au gouvernement, non seulement il distribue la terre à ses serviteurs au lieu de la donner au peuple, mais il lui dit d'abandonner tout espoir de la posséder jamais, et organise suivant le modèle européen une vie industrielle que le peuple russe considère comme pernicieuse et immorale.

Donc la dépossession du droit légitime sur la terre est la principale cause de la malheureuse situation des Russes. C'est également la cause principale du mécontentement et des maux dont souffrent les masses ouvrières de l'Europe et de l'Amérique. La différence entre celles-ci et ceux-là se trouve dans le fait que la monopolisation de la terre chez les peuples européens s'est effectuée depuis si longtemps, d'autres faits historiques ont tellement obscurci cette injustice primitive, qu'ils ne voient plus la véritable cause de leur situation précaire. Ils la cherchent tantôt dans l'absence de débouchés, tantôt dans une mauvaise répartition de l'impôt, dans tout, sauf dans la spoliation des terres.

Les Russes aperçoivent plus nettement cette iniquité première parce qu'elle n'est pas encore totalement accomplie chez eux. Vivant pour la plupart de la terre, ils voient clair et résistent.

La dépossession de leur droit à la terre, les armements stupides et funestes, enfin la guerre, telles sont, à mon avis, les raisons qui poussent tout le monde chrétien à la révolution. Et cette révolution commence précisément en Russie, parce que nulle part ailleurs ne s'est maintenue aussi vive et aussi nette la conception chrétienne ; et nulle part la population ne forme proportionnellement une masse aussi grande de cultivateurs.

VIII

QU'ARRIVERA-T-IL AUX HOMMES QUI REFUSERONT D'OBÉIR ?

Grâce à ses tendances morales et à l'évolution propre de sa vie sociale, le peuple russe a été amené, avant les autres peuples chrétiens, à la conscience de sa malheureuse situation résultant de sa soumission volontaire à la tyrannie des autorités. C'est cette conscience et le désir de se libérer de cette tyrannie, qui, à mon sens, font éclater la révolution, qui est imminente non seulement en Russie, mais chez toutes les nations du monde chrétien.

Les hommes qui vivent dans un État où la contrainte est la loi immuable croient que son abolition doit inévitablement conduire aux pires catastrophes.

On affirme que la somme de sûreté et de bien-être dont nous jouissons est due au bon ordre assuré par l'autorité ; en réalité, cette assertion est purement gratuite. En effet, nous savons quelles sont nos souffrances et nos joies, si toutefois on peut admettre l'existence de celles-ci dans l'organisation sociale présente ; mais nous ignorons quelle serait notre vie si l'État était supprimé. A en juger par l'existence de petites communautés, qui, accidentellement, ont vécu et vivent en marge des grands États, et qui jouissent de tous les bienfaits d'une organisation sociale, tout en étant libérées de la contrainte étatiste, on est bien obligé d'admettre que leurs membres ne souffrent pas le centième des maux que supportent les sujets des grands États.

N'oublions pas que ce sont principalement les classes dirigeantes qui bénéficient du régime actuel, et qui affirment l'impossibilité de s'en passer. Mais, interrogez donc ceux qui supportent le poids de ce régime, les ouvriers des champs, les cent millions de paysans russes, et vous

apprendrez que, loin d'y trouver leur sécurité, ils le considèrent comme complètement inutile pour eux.

Maintes fois, dans nombre de mes écrits, j'ai essayé de démontrer que les hommes avaient tort de craindre de voir les mauvais opprimer les bons, si l'autorité était abolie ; j'ai démontré qu'on n'avait pas à prévoir ce danger dans l'avenir, mais à le redouter dans le présent, puisque partout la puissance est aux mains des pires. Au reste, il n'en saurait être autrement, car seuls les plus mauvais peuvent employer toutes les ruses, fourberies et cruautés qui sont nécessaires pour exercer le pouvoir.

Bien des fois j'ai cherché à montrer que les principaux maux dont nous souffrons : richesses de quelques privilégiés et misères de tous les autres, accaparement de la terre par ceux qui ne la travaillent pas, armements et guerres continuels, dissolution des mœurs, proviennent exclusivement de notre reconnaissance de la légitimité de la tyrannie gouvernementale.

J'ai cherché à montrer que, avant de nous demander si notre vie sera meilleure ou pire en absence de toute autorité, il était nécessaire de rechercher la valeur des gouvernants. S'ils sont au-dessus de la moyenne, le gouvernement sera bienfaisant ; s'ils sont au-dessous, malfaisant. Pour se convaincre qu'ils sont généralement au-dessous de la moyenne, il n'y a qu'à lire l'histoire. Nous y voyons défiler des Ivan IV le Terrible, des Henri VIII, des Marat, des Napoléon, des Metternich, des Talleyrand, des Araktcheïev, des Nicolas.

Toute société possède des hommes ambitieux, sans conscience, violents, prêts à servir leurs intérêts par tous les moyens brutaux, y compris l'assassinat. Dans une société sans gouvernement, ils deviendraient de simples brigands qui seraient tenus en respect par la défense des assaillis et surtout par la force de l'opinion publique, moyen d'action le plus puissant sur les hommes. Tandis que dans une société dirigée par l'autorité des violents, ces mêmes brigands s'empareront du pouvoir, en jouiront, et non seulement ne seront pas tenus en respect par l'opinion publique, mais seront encouragés et glorifiés par elle, grâce à la courtisanerie et à la vénalité de ceux qui la forment.

On dit et on répète : Il est impossible de vivre sans gouvernement, c'est-à-dire sans violence. On doit dire au contraire : Il est impossible que les

hommes, êtres doués de raison, règlent leurs rapports sociaux en employant la violence plutôt que les moyens de conciliation.

De deux choses l'une : les hommes sont ou ne sont pas pourvus de raison ; s'ils en sont dépourvus, tout doit se résoudre par la violence, et il n'y a aucun motif à ce que les uns aient le droit d'employer la violence alors que d'autres ne l'auront pas. Si les hommes sont au contraire doués de raison, leurs rapports ne seront pas fondés sur la violence, mais sur la raison.

Il semblerait que cet argument doit être péremptoire pour tous ceux qui se reconnaissent pour des êtres raisonnables. Les défenseurs du pouvoir gouvernemental ne s'occupent pas de la nature, des facultés intellectuelles de l'homme ; ils ont toujours en vue certaines agglomérations humaines auxquelles ils attribuent une sorte de signification mystique, surnaturelle.

Que deviendraient la Russie, la France, l'Angleterre, l'Allemagne, si leurs nationaux cessaient d'obéir à leurs gouvernements ? se demandent les étatistes.

Que deviendrait la Russie ? Mais qu'est donc la Russie ? Où est son commencement, où est sa fin ? Est-ce la Pologne ? Les Provinces Baltiques ? Le Caucase et toutes ses peuplades ? Les Tatares de Kazan ? L'Asie Centrale ? Le Bassin de l'Amour ? Toutes ces régions, loin d'aspirer à être russes, sont habitées par une population ne désirant qu'une chose : se séparer de ce rassemblement de races qu'on appelle la Russie. Le fait qu'elles font partie de la Russie constitue un phénomène passager, purement accidentel, qui est le résultat d'une série d'événements historiques où la force, l'iniquité et la cruauté ont joué le principal rôle. De nos jours cette union n'est maintenue que par la contrainte gouvernementale.

La génération qui vit encore se souvient que Nice était Italie, et voici qu'elle est France. L'Alsace était France, la voici Allemagne. Les provinces maritimes d'Extrême-Orient étaient Chine, les voilà Russie ; Sakhaline était Russie, elle est Japon. La puissance de l'Autriche s'étend aujourd'hui sur la Hongrie, la Bohême, la Galicie ; celle de l'Angleterre sur l'Irlande, le Canada, l'Australie, l'Égypte et beaucoup d'autres pays ; celle de la Russie, sur la Pologne, la Géorgie, etc. Mais demain tout cela peut disparaître, car

l'unique force qui lie toutes ces puissances : Russie, Autriche, Angleterre, France, est le pouvoir politique.

Or, le pouvoir est une institution créée par des hommes qui, au mépris de leur raison et de la loi de liberté révélée par le Christ, obéissent à d'autres hommes exigeant d'eux des actes de violence. Ils n'ont qu'à prendre conscience de la liberté propre à des êtres raisonnés et à cesser d'accomplir des actes contraires à leur conscience, et aussitôt n'existeront plus ces puissances artificielles qu'on appelle Russie, Angleterre, Allemagne, France, entités au nom desquelles les hommes sacrifient non seulement leur vie, mais leur liberté de créatures raisonnées.

Il leur suffirait de comprendre que l'unité d'une Russie, d'une France, d'une Angleterre, des États-Unis n'existe que dans leur imagination et de cesser d'obéir aux autorités, pour que ces horribles fétiches, qui les ruinent moralement et matériellement, disparaissent aussitôt d'eux-mêmes.

Il est admis que la formation des grands États par l'agrégation des petits, autrefois constamment en guerre entre eux, a diminué l'intensité de cette lutte et l'effusion du sang, grâce à l'accroissement de l'étendue des grandes puissances.

Mais cette affirmation est toute arbitraire, car nul n'a calculé la quantité de mal que donne l'organisation des grands et des petits États. Il est difficile de croire que les guerres du temps des principautés russes, ou en France entre la Bourgogne, la Flandre et la Normandie, ont fait autant de victimes que les guerres de Napoléon, d'Alexandre et la récente guerre russo-japonaise.

La seule justification que l'on peut avancer en faveur de l'agrandissement des États est la formation d'un empire universel qui abolirait la possibilité de toute guerre. Or, toutes les tentatives faites en ce sens, depuis Alexandre de Macédoine, en passant par l'Empire Romain, et jusqu'à Napoléon, n'ont jamais donné la paix aux peuples, mais au contraire leur ont toujours causé les plus grands maux.

La pacification des hommes ne saurait donc être atteinte par l'accroissement de la puissance des États. Elle ne le peut que par une action contraire : abolition de l'État et de son gouvernement fondé sur la violence.

Il existait bien d'autres superstitions cruelles : sorciers brûlés sur des bûchers, luttes religieuses, tortures, et pourtant les hommes s'en sont affranchis. Mais la superstition étatiste continue à régner sur eux comme une chose sacro-sainte, et des sacrifices plus funestes et plus horribles encore continuent à lui être apportés. On continue à persuader à des hommes de pays, de mœurs, d'intérêts différents, qu'ils forment un seul tout parce que la même violence est exercée sur eux tous ; ils y croient et sont fiers d'appartenir à cette grande unité.

Cette superstition se perpétue depuis si longtemps, est maintenue avec tant d'acharnement, que tous, aussi bien ceux qui en profitent—rois, ministres, généraux, fonctionnaires—que ceux qui en souffrent, sont convaincus que le maintien et l'accroissement de ces agglomérations artificielles assurent leur bonheur ; et ils sont tellement accoutumés à cette superstition qu'ils sont fiers de leur sujétion à la Russie, à la France, à l'Allemagne, bien qu'ils n'y trouvent que le malheur.

C'est pourquoi le jour où disparaîtront les groupements artificiels en grands États, par suite du refus pacifique d'obéir, la violence, cause des plus grands maux, diminuera, et les hommes pourront alors plus facilement vivre selon la loi supérieure de l'aide mutuelle, qui leur a été révélée depuis deux mille cinq cents ans et qui s'insinue progressivement dans leur conscience.

Quant au peuple Russe,—citadin ou rural,—il ne doit pas, surtout en cet instant décisif de son histoire, chercher à imiter les autres peuples, leur emprunter leurs idées et institutions : partis politiques, constitutions, délégations, etc. ; il doit penser par lui-même, vivre sa propre vie, puiser dans son passé à lui et dans les principes légués par ce passé afin d'établir suivant eux les nouvelles formes de la vie.

IX

L'ACTIVITÉ QUI CONCOURRA LE MIEUX A LA RÉVOLUTION IMMINENTE

La révolution qui s'opère a pour but la délivrance du mensonge affirmant la nécessité de la soumission à la puissance publique. La portée de cette révolution étant tout autre que celle des précédentes qui bouleversèrent jusqu'ici le monde chrétien, l'activité des hommes qui participent à la révolution actuelle doit être également tout autre que l'activité de ceux qui ont contribué aux précédentes.

Ceux-ci avaient pour but de s'emparer du pouvoir et de le conserver par des moyens violents. Ceux-là ne doivent et ne peuvent songer qu'à faire cesser l'obéissance à n'importe quelle autorité fondée sur la violence, et qu'à organiser leur vie en dehors de toute autorité.

Outre que l'activité des artisans de la révolution actuelle se distingue de celle des anciens révolutionnaires, le lieu où ils agissent, leur nombre et l'esprit de leurs chefs sont tout différents.

Les révolutionnaires d'autrefois comprenaient principalement les intellectuels affranchis de tout travail manuel, et les ouvriers des villes qui se laissaient diriger par eux ; tandis que les révolutionnaires d'aujourd'hui doivent être et seront principalement les masses rurales.

C'était les villes qui autrefois étaient les foyers des révolutions ; aujourd'hui ce doivent être surtout les campagnes. Jadis la proportion des révolutionnaires n'était que la dixième ou la vingtième partie de la population ; de nos jours, le nombre de ceux qui participeront à la révolution russe doit être de 80 à 90 pour 100.

C'est pourquoi l'activité des citadins, qui en Russie imitent actuellement l'Europe, en créant des syndicats, en fomentant des grèves, des manifestations et des émeutes, en inventant de nouveaux systèmes de

gouvernement,—sans parler de ces malheureux insensés qui tuent en croyant servir la révolution,—cette activité est non seulement inutile à la révolution, mais entrave sa marche, la pousse sur la fausse voie souhaitée par le gouvernement, et devient ainsi le plus précieux auxiliaire de ce dernier.

Le danger qui menace aujourd'hui le peuple russe n'est pas dans l'impossibilité de renverser le gouvernement tyrannique actuel et de le remplacer par un autre, démocratique ou même socialiste, mais aussi brutal, le danger est dans le fait que cette lutte contre le gouvernement fera naître de nouvelles violences. Le peuple russe qui est appelé, par sa situation particulière, à indiquer la voie pacifique et sûre qui conduit à l'affranchissement, sera poussé par des hommes ne comprenant pas toute la portée de la révolution qui s'opère, à imiter servilement les révolutions passées, et, au lieu de suivre la voie salubre qui est devant lui, à s'engager sur la voie fausse qu'ont pris déjà pour leur plus grand malheur les autres peuples du monde chrétien ; là est le vrai péril.

Pour éviter ce danger, les Russes doivent avant tout rester eux-mêmes, ne pas s'occuper de ce qui se passe dans les autres pays constitutionnels de l'Europe et de l'Amérique, mais prendre conseil de leur propre conscience. Pour accomplir la grande œuvre qui se pose devant eux, ils n'ont pas à se préoccuper de l'organisation politique de la Russie, ni à réclamer la garantie de la liberté civile ; ils doivent chercher surtout à se défaire de l'idée affirmant la nécessité de l'existence de l'État russe, et par suite songer moins à leurs droits de citoyens de cet État.

A cette fin, les Russes doivent s'abstenir actuellement de toute action, aussi bien de celle que veut leur faire commettre le gouvernement que de celle que voudraient lui imposer les révolutionnaires et les libéraux.

Le peuple russe, en grande partie composé de paysans, doit continuer à vivre comme il a toujours vécu, c'est-à-dire au milieu de ses occupations des champs, de son organisation communautaire, et supporter sans lutte toute violence, qu'elle vienne ou non du gouvernement. Il ne doit pas obéir à ce gouvernement qui lui ordonne de participer à la violence ; et partant, refuser l'impôt, le service dans la police, dans l'administration, dans les douanes, l'armée, la flotte et dans toute autre institution qui repose sur la force.

De même, et avec plus de rigueur encore, les paysans doivent s'abstenir des actes brutaux auxquels les incitent les révolutionnaires. Toute violence commise par les paysans sur les propriétaires fonciers provoquerait des représailles, et cette lutte finirait dans tous les cas par l'établissement d'un gouvernement tyrannique, quelle que soit la forme qu'il prenne. C'est ce qui arrive d'ailleurs dans les pays les plus libres de l'Europe et de l'Amérique, où sont déclarées des guerres insensées et cruelles, et où la terre n'en continue pas moins à être propriété des riches.

Seule la non-participation à tout acte brutal peut supprimer les violences dont souffrent les hommes, faire cesser la progression indéfinie des armements, les guerres, et abolir entièrement la propriété foncière.

Ainsi doivent agir les paysans afin que la révolution actuelle leur apporte d'heureux résultats.

Quant aux habitants des villes,—marchands, médecins, écrivains, savants, ingénieurs,—ils doivent se rendre compte tout d'abord de leur insignifiance, ne serait-ce qu'au point de vue du nombre : 1 p. 100 de la population rurale ; ils devraient comprendre que le but de la transformation qui s'effectue ne peut pas et ne doit pas être l'établissement d'un nouveau régime politique, si libéral que soit le mode de représentation populaire et si perfectionnées que puissent être les institutions, du moment qu'il repose sur la violence ; ce but peut et doit être l'affranchissement du peuple dans son ensemble, particulièrement de ses cent millions de paysans, de toutes sortes de violences : conscriptions, impôts, droits de douane, accaparement de la terre. Ils devraient comprendre également que la réalisation de ce but demande une tout autre conduite que l'activité fiévreuse, déraisonnable et mauvaise à laquelle se livrent aujourd'hui les libéraux et les révolutionnaires russes.

Il est temps de savoir qu'une révolution ne se fait pas sur commande : « Venez, faisons la révolution ! » On ne peut la faire sur un mode établi, en imitant ce qui s'est fait il y a cent ans dans des conditions entièrement différentes. On doit surtout comprendre qu'elle n'améliore la condition des hommes qu'au cas où ayant reconnu la vétusté et le danger des anciennes bases de la vie, les hommes cherchent à organiser celle-ci sur un fondement nouveau pouvant leur donner le vrai bonheur, autrement dit, lorsqu'ils possèdent un idéal d'une vie nouvelle, meilleure.

Or, ceux qui s'étaient donné pour but de transformer le régime politique de la Russie suivant le modèle des révolutions européennes n'ont aucun nouvel idéal, aucun nouveau principe. Ils cherchent simplement à substituer aux anciennes formes de violences une autre organisation, ayant pour base également la violence, qui leur apportera les mêmes maux dont ils souffrent aujourd'hui.

L'exemple de l'Europe et de l'Amérique, où règnent le même militarisme, les mêmes impôts et la même monopolisation de la terre, est sous ce rapport suffisamment édifiant.

Le fait que la majorité des révolutionnaires pose comme idéal le système socialiste, ne pouvant être réalisé que par la tyrannie la plus absolue, montre simplement chez eux l'absence de tout nouvel idéal ; car si un jour on réalisait leurs desiderata, les hommes perdraient jusqu'aux derniers vestiges de la liberté.

En effet, l'idéal de notre temps ne saurait être la simple modification des formes de la violence, mais leur complète disparition, qui sera atteinte par l'insoumission à la puissance publique.

Pour se libérer de tous les maux dont ils souffrent les ouvriers doivent cesser d'obéir aux autorités, mais ne pas leur résister par des moyens violents. Et c'est précisément la résignation devant la force brutale, l'insoumission passive au pouvoir qui est la loi primordiale de la doctrine professée par les nations chrétiennes. Un chrétien sincère ne saurait obéir aux maîtres du jour ; autrement, il se rend nécessairement complice de l'activité gouvernementale qui repose entièrement sur la violence, est assurée par la violence : service militaire, guerres, prisons, exécutions, accaparement des terres. D'où il s'ensuit que le bien matériel autant que le bien spirituel sont atteints par ce seul moyen : supporter toute contrainte sans lutter contre elle, mais aussi sans y participer ; autrement dit, *ne pas se soumettre au pouvoir*.

Si donc les hommes des villes veulent réellement aider à la grande révolution qui s'effectue, ils doivent avant tout abandonner les moyens d'action révolutionnaire, si cruelle et si antinaturelle, qu'ils emploient maintenant, et, vivant à la campagne, partageant le labeur du peuple, lui empruntant sa patience, son impassibilité, son mépris du pouvoir et surtout

son amour du travail, ne pas chercher à inciter les hommes à la violence, mais au contraire les empêcher de participer à tous actes de brutalité, d'obéir à tout gouvernement tyrannique, et les servir au besoin de leur science pour leur expliquer les problèmes qui se poseront inévitablement lors de l'abolition de l'État.

X

ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ AFFRANCHIE DE LA TUTELLE DU GOUVERNEMENT TYRANNIQUE

Quelle forme pourra prendre la vie sociale du monde chrétien lorsque les hommes n'obéiront plus à un gouvernement et ne feront plus partie d'un État ?

On peut voir la réponse à cette question dans l'histoire et la psychologie du peuple russe qui me font croire que la révolution imminente doit débiter et se réaliser en Russie précisément.

L'absence d'un gouvernement n'a jamais empêché dans ce pays les communautés agricoles de s'organiser. Par contre, l'intervention de l'autorité publique s'est toujours trouvée être un obstacle à l'organisation propre à la mentalité russe.

Comme la plupart des peuples agricoles, les Russes se groupent, tels les abeilles en ruches, suivant certains rapports sociaux qui répondent entièrement aux exigences de la vie commune. Partout où les Russes se sont installés en dehors de l'intervention gouvernementale, leurs rapports furent empreints de concorde, la terre devenait propriété commune, l'administration—communiste ; et cette vie sociale satisfaisait leurs aspirations paisibles.

Ces communautés s'établirent sur les frontières orientales de la Russie, sans l'intervention du gouvernement ; elles s'établirent en Turquie et, tels les Nekrassovtzi, conservèrent leur organisation communale chrétienne, y vécurent et vivent encore paisiblement sous la domination du sultan. D'autres communautés semblables se transportèrent soit en Chine, soit dans l'Asie centrale, et sans savoir où elles étaient, vécurent pendant un long espace de temps, se passant fort bien de tout gouvernement, en ayant leur propre administration. La population rurale, c'est-à-dire la majeure partie de

la Russie, vit de même ; elle supporte simplement le gouvernement, mais n'en a aucun besoin. Il en fut toujours ainsi : le gouvernement fut pour la Russie un fardeau, non un besoin.

Donc l'absence d'un pouvoir central qui assure par la force les droits des propriétaires fonciers sur la terre ne fera qu'aider à l'institution de la vie communale agricole que le peuple russe considère comme la condition absolue de la bonne vie. Le gouvernement une fois disparu, la terre deviendra libre et tous les hommes auront sur elle des droits égaux.

C'est pourquoi les Russes n'ont nul besoin d'imaginer de nouvelles formes sociales pour remplacer les anciennes. Ces formes existent chez le peuple et ont toujours été conformes aux besoins de sa vie sociale.

C'est l'ancienne institution du *mir*, groupement communal dont les membres ont des droits égaux ; c'est l'*artel*, association industrielle ou commerciale ; c'est enfin la propriété commune de la terre.

La transformation qui est en train de se faire dans le monde chrétien et qui commence aujourd'hui chez le peuple russe se distingue des anciennes révolutions précisément par ce fait que celles-ci détruisaient sans rien mettre à la place, ou bien substituaient à un régime de violence un autre non moins violent, tandis que celle-là n'aura rien à détruire.

Il suffirait de s'abstenir de toute participation à la violence, ne pas arracher la plante naturelle pour la remplacer par une artificielle, mais simplement écarter tout ce qui arrête sa croissance. La grande révolution ne sera pas réalisée par les hommes pressés, présomptueux, ignorants qui, ne se doutant pas que la cause du mal contre lequel ils luttent est justement la violence sans laquelle ils croient ne pouvoir vivre, détruisent aveuglément la tyrannie présente pour la remplacer par une autre. Elle sera réalisée par ceux qui, sans rien détruire ni changer, supporteront sans lutte tous les actes d'oppression, à condition de ne pas participer au gouvernement du pays, de ne pas lui obéir, et qui organiseront leur vie en dehors de lui.

La population agricole de la Russie, qui est la grande majorité, doit continuer à vivre de sa vie rurale, communale, et simplement *ne pas participer à l'œuvre du gouvernement et ne pas obéir à ce dernier*.

Plus le peuple russe conservera la vie commune qui lui est propre, et moins sera possible l'intervention dans son existence du pouvoir

tyrannique, et plus facilement il sera aboli ; car il trouvera de moins en moins de motifs d'intervention, et les exécuteurs de ses actes de violence seront de moins en moins nombreux.

C'est pourquoi, à la question : quelles seront les conséquences du refus d'obéissance au Gouvernement ? on peut répondre avec certitude : la violence, qui oblige les hommes à guerroyer et qui les prive du droit à la terre, disparaîtra.

Les hommes, une fois libérés, n'étant plus en lutte entre eux, pouvant jouir du sol, dirigeant tous leurs efforts à lutter contre la nature et non contre leurs semblables, retourneront d'eux-mêmes au travail de la terre, si sain, si moral, si naturel, base de tous les travaux humains, et que seuls peuvent négliger ceux qui font de la violence le principe de leur vie.

Le refus d'obéissance au gouvernement doit conduire les hommes à la vie agricole. Celle-ci à son tour les conduira tout naturellement à l'organisation de petites communautés placées dans les mêmes conditions de vie rurale.

Il est fort probable que ces communautés ne resteront pas isolées : en raison des conditions économiques, ethniques ou religieuses, elles formeront de nouvelles fédérations libres, mais d'un tout autre caractère que les anciens États groupés par la contrainte.

La condamnation de la violence ne saurait empêcher l'union des hommes ; toutefois, les unions fondées sur l'accord mutuel ne peuvent se former que lorsque seront détruites les unions fondées sur la violence.

Pour édifier une maison nouvelle et solide sur l'emplacement de celle qui tombe en ruines, il faut démolir les vieux murs, pierre par pierre, et construire à nouveau.

Il en est de même des groupements que les hommes peuvent créer après la destruction de ceux qui se maintenaient par la violence.

XI

CE QUE DEVIENDRA LA CIVILISATION

Mais que deviendront les fruits de tout labeur humain, que deviendra la civilisation ?

C'est le retour au singe et à la vie de la nature, comme écrivait Voltaire à Rousseau en lui disant d'apprendre à marcher à quatre pattes. Et c'est ce que redisent tous ceux qui sont persuadés que la civilisation dont nous jouissons est un bien si grand qu'ils n'admettent même pas l'idée de renoncer à quoi que ce soit de ce qu'elle nous a donné.

« Comment ! s'écrieront ces hommes, vous voulez remplacer nos villes, avec leurs chemins de fer électriques, souterrains et aériens, leur éclairage électrique, musées, théâtres et monuments, par la commune rurale, forme grossière de la vie sociale depuis longtemps délaissée par l'humanité ? » Parfaitement, répondrai-je ; vos villes avec leurs quartiers de misérables, les *slums* de Londres, de New-York et des autres grands centres, avec leurs maisons de tolérance, leurs banques, les bombes dirigées autant contre les ennemis du dedans que ceux du dehors, les prisons et les échafauds, les millions de soldats ; oui, on peut sans regret supprimer tout cela.

« Notre civilisation est un grand bienfait », répètent ces hommes. Mais ceux qui en sont persuadés constituent le petit nombre. Ce sont ceux qui non seulement vivent au milieu de cette civilisation, mais vivent *par elle* dans l'abondance, presque dans l'oisiveté, en comparaison du labeur du peuple travailleur. Et ils vivent ainsi uniquement parce que cette civilisation existe.

Tous ces empereurs, rois, présidents, princes, ministres, fonctionnaires, militaires, propriétaires, marchands, ingénieurs, médecins, savants, artistes, professeurs, prêtres, écrivains sont certains que notre civilisation est un si grand bien qu'ils n'admettent pas la pensée qu'elle puisse disparaître, voire être seulement modifiée.

Mais demandez à l'énorme masse agricole de n'importe quel pays,—slave, chinois, hindou, russe, comprenant les neuf dixièmes de l'humanité,—si la civilisation tant chérie par les classes intellectuelles est un bien ou non ? Et ces masses vous répondront dans un tout autre sens : elles diront qu'elles ont seulement besoin des terres, d'engrais, d'irrigation, de soleil, de la pluie, de bois, de bonnes récoltes, d'instruments aratoires peu compliqués et faciles à fabriquer sur les lieux par les paysans eux-mêmes.

Quant à la civilisation, la population rurale ne la connaît pas, ou la voit sous son vrai côté : débauche des villes, iniquité des juges, prisons, bagnes, impôts, palais inutiles, musées, monuments, douanes entravant le libre échange, canons, cuirassés, armées ravageant les pays étrangers. Elle dira : si c'est là votre civilisation, non seulement elle est inutile, mais encore nuisible.

Ceux qui jouissent des avantages de la civilisation prétendent qu'elle est un grand bien pour toute l'humanité ; mais ils ne sauraient être dans cette question ni juges ni témoins, car ils sont la partie intéressée.

Certes, nous avons fait du chemin, au point de vue du progrès technique. Mais qui a fait ce chemin ? L'infime minorité qui vit en parasite des travailleurs. Par contre, le peuple qui peine pour tous ceux qui jouissent de la civilisation continue à vivre partout, dans tout le monde chrétien, comme il a vécu il y a cinq ou six siècles, ne bénéficiant qu'à de rares instants des miettes de la civilisation.

Même en prenant les choses au mieux, la distance qui le séparait des classes riches il y a six siècles, loin d'avoir diminué, s'est plutôt accrue. Je ne veux pas dire par là, comme d'aucuns le croient, qu'après avoir compris que la civilisation n'était pas un bien absolu, il faille rejeter tout ce que les hommes ont appris durant leur lutte contre la nature. Je dis qu'afin d'être certain que les acquisitions de l'humanité lui sont réellement utiles, il faut que tous les hommes, et non une minorité, en jouissent ; il faut que la masse ne soit pas obligée de se dépouiller au profit de quelques-uns, sous le fallacieux espoir que les avantages de la civilisation profiteront aux générations futures.

Lorsque nous contemplons les pyramides d'Égypte, nous sommes effrayés de la stupide cruauté de ceux qui les ont fait construire et de

l'inconcevable servilité de ceux qui les ont construites. Or, combien est plus stupide et plus odieux le fait d'édifier des maisons de dix à trente-six étages dont les hommes d'aujourd'hui sont si fiers ! Autour d'eux s'étend la terre, avec ses prairies, ses forêts, ses eaux limpides, son air pur, ses oiseaux, ses animaux, l'espace où rayonne le soleil ; et pourtant, ils s'efforcent à cacher la lumière, ils bâtissent d'énormes cités, où il n'y a ni herbe ni arbres, où l'eau et l'air sont viciés, où les denrées sont falsifiées et où toute la vie est malsaine et pénible.

N'est-ce pas l'indice d'une vraie folie de toute une société qui se glorifie des insanités qu'elle commet ? On pourrait citer bien d'autres exemples. Regardez autour de vous, et vous trouverez à chaque pas des inventions semblables à ces bâtisses à trente-six étages qui valent bien les pyramides d'Égypte.

Les défenseurs de la civilisation disent encore : « Nous sommes tout prêts à corriger ce qui est mauvais, mais il faut conserver intact tout ce qui a été acquis par l'humanité. »

C'est ce que dit exactement au médecin le débauché qui a compromis sa santé, et qui est prêt à faire tout ce que celui-ci lui ordonne, à condition de pouvoir continuer sa vie de débauche.

Nous disons à cet homme que le seul moyen d'améliorer sa situation est de modifier son genre d'existence. Il est temps de dire la même chose à l'humanité chrétienne, et il est temps qu'elle le comprenne.

La faute inconsciente,—et parfois consciente,—que commettent les défenseurs de la civilisation, est de la considérer comme un but, un résultat, toujours comme un bien, tandis qu'elle n'est qu'un moyen.

La civilisation sera un bien quand ses produits seront bien employés. Les explosifs sont utiles pour l'établissement d'une voie ferrée, terribles dans une bombe. Le fer est utile pour la fabrication des charrues, funeste lorsqu'il sert à faire des obus ou des verrous de prisons. La presse peut répandre de bons sentiments et de sages idées, mais avec plus de succès encore elle peut servir des idées fausses et pernicieuses.

La question de savoir si la civilisation est utile ou nuisible ne peut être résolue que lorsqu'on sait ce qui prédomine dans la société du bien ou du

mal. Dans notre société, où la minorité opprime la majorité, elle constitue un grand mal. Elle est une arme d'oppression de plus.

Les classes supérieures doivent enfin comprendre que leur civilisation, ou leur culture, n'est qu'un moyen, une conséquence de l'esclavage dans lequel la grande majorité des travailleurs est maintenue par un petit nombre de privilégiés.

Il est temps de comprendre que notre salut est de ne pas continuer à suivre la voie sur laquelle nous nous sommes engagés, ni de conserver ce que nous avons acquis, mais de reconnaître que nous avons suivi une fausse voie, que nous sommes tombés dans une fondrière d'où nous devons nous efforcer de sortir.

Il ne faut pas prendre souci de tout ce que nous traînons après nous, mais au contraire, rejetant comme une charge inutile ce qui nous embarrasse le plus, s'efforcer d'arriver jusqu'à la terre ferme, serait-ce à quatre pattes.

L'homme aura une vie bonne et sensée lorsqu'il saura choisir la meilleure parmi les voies qui se présentent à lui. Or, dans sa situation actuelle, l'humanité chrétienne doit choisir entre deux moyens : ou bien s'en tenir à la civilisation existante qui assure la plus grande somme de bonheur à une minorité, alors que la majorité est maintenue dans la misère et l'esclavage ; ou bien sacrifier une partie des conquêtes de la civilisation, voire toutes les conquêtes avantageuses au petit nombre, et cela à l'instant même, sans remettre à plus tard, une fois qu'on aura reconnu que ce sont précisément ces avantages qui empêchent le grand nombre d'être libéré de la misère et de l'esclavage.

XII

LES LIBERTÉS ET LA LIBERTÉ

On ne cesse de réclamer actuellement toutes sortes de libertés : liberté de la parole, de la presse, de conscience, de réunion, d'association, de travail, de tel mode d'élection, etc., etc. ; cela prouve qu'on se fait une idée fausse, notamment nos révolutionnaires, de la liberté en général. Simple et intelligible pour tous, la liberté ne saurait imposer tels actes plutôt que d'autres et qui peuvent être contraires à nos désirs ou à nos intérêts.

Cette incompréhension de la liberté et le malentendu qui en découle, appelant liberté la faculté que quelques-uns accordent à d'autres de faire certaines choses, constituent la plus funeste des erreurs. Il ne faut pas croire que la soumission servile à l'oppression gouvernementale est une situation naturelle, et que le fait d'être autorisé à commettre des actes déterminés constitue la liberté. Cette situation rappelle celle des esclaves qui avaient la faculté de fréquenter les églises le dimanche, de se baigner lorsqu'il faisait chaud, de raccommoder leurs vêtements pendant leurs rares instants de loisir, etc.

Que l'on fasse pour un instant abstraction de nos coutumes et superstitions établies, que l'on envisage la situation d'un membre quelconque de l'État,—quel que soit le régime, despotique ou démocratique,—et l'on sera effrayé du degré de servitude dans lequel il vit, tout en se croyant libre.

Partout, quel que soit le pays où nous vivons, il est au-dessus de nous une foule de gouvernants qui nous est totalement inconnue et qui cependant régleme notre vie. Et plus l'organisation politique est perfectionnée, plus serrées sont les mailles des lois qui nous enserrant. Tout est strictement réglementé : comment et à qui on doit prêter serment, c'est-à-dire promettre d'obéir à toute loi qui est ou sera promulguée ; comment et où on doit se marier (on ne peut épouser qu'une femme, mais rien n'empêche de

fréquenter les maisons de tolérance) ; comment on peut divorcer ; comment on doit élever les enfants, quels parmi eux il faut considérer comme légitimes ou illégitimes ; de qui et comment on doit hériter, et comment les biens se transmettent.

D'autres règlements stipulent les cas de violation des lois ; qui et comment on doit juger et punir ; ils indiquent l'époque où un citoyen doit se présenter lui-même au tribunal, soit comme juré, soit comme témoin ; à quel âge il est permis de jouir du travail des auxiliaires, des ouvriers, et même quel nombre d'heures ceux-ci peuvent travailler ; quelle nourriture on doit leur donner. Ils fixent quand et comment on doit inoculer à ses enfants des maladies préventives ; quelles sont les mesures à prendre ou à subir lors de telle ou telle épidémie, soit sur les hommes, soit sur les bêtes ; les écoles où il faut envoyer les enfants ; la superficie et la résistance des maisons qu'on doit construire ; comment on doit tenir les chevaux et les chiens, se servir de l'eau ; l'endroit où l'on doit passer lorsqu'il n'y a pas de route.

Ils établissent différents degrés de châtiments pour les violations de toutes ces lois et de bien d'autres encore. On ne saurait énumérer, en effet, les innombrables lois et règlements auxquels l'homme doit se soumettre. Le fait d'ignorer les lois ne saurait être une excuse (bien qu'il soit impossible de les connaître toutes) pour un citoyen de la plus libre des nations.

De plus, tout homme est placé dans la nécessité d'abandonner la plus grande part du produit de son travail lorsqu'il achète des objets de consommation,—sel, bière, vin, étoffes, fer, pétrole, sucre et ainsi de suite,—et cela afin de subvenir à des dépenses gouvernementales dont l'utilité est ignorée du contribuable ; il doit payer les intérêts des dettes contractées on ne sait par qui à des époques éloignées. Il doit également abandonner une partie de son travail à chacun de ses déplacements, lors d'un héritage ou de la conclusion d'une affaire quelconque. Enfin, il doit donner une grande part de son travail pour occuper la terre sur laquelle il a construit son habitation et qu'il laboure. De sorte que la majeure partie de son travail est absorbée par les impôts, douanes, monopoles, au lieu de servir à améliorer sa situation et celle de sa famille.

Ce n'est pas encore tout : dans la plupart des cas, il doit, aussitôt l'âge venu, servir dans l'armée,—l'esclavage le plus cruel,—et aller guerroyer.

Dans certains pays, en Angleterre ou en Amérique, on a même la faculté d'acheter un remplaçant. Une fois placés dans cette situation, les hommes non seulement ne s'aperçoivent pas de leur servitude, mais au contraire en sont fiers ; ils se considèrent comme les citoyens libres de grandes puissances : Angleterre, France, Allemagne, Russie ; ils rappellent ainsi les laquais qui tirent orgueil de l'importance des maîtres qu'ils servent.

En réalité, il semblerait naturel qu'un homme en pleine possession de sa force morale, se trouvant dans une situation aussi humiliante, dût se demander : « Pourquoi souffrirais-je tout cela ? Mon intention est de vivre le mieux possible, de travailler, de nourrir ma famille, de décider en toute indépendance ce qui est mon devoir, ce qu'il me plaît ou me déplaît de faire. Laissez-moi donc en paix avec votre patrie russe, française ou anglaise ; que celui qui en a besoin s'en serve ; moi, je n'en ai aucun besoin. Vous pouvez m'enlever par la force tout ce que vous voulez, vous pouvez me tuer ; quant à moi, je ne veux pas aider et n'aiderai pas à mon asservissement. »

Il serait si naturel d'agir ainsi, mais personne ne le fait. La croyance en la nécessité absolue d'appartenir à un État s'est tellement enracinée dans l'esprit de tous, qu'ils ne peuvent se résoudre à agir comme leur dictent la raison et le sentiment de leur bien et de leur intérêt.

En travaillant eux-mêmes à leur servitude parce qu'ils croient à la nécessité de l'État, les hommes font comme les oiseaux qui, devant la porte ouverte de leurs cages, restent dans leurs prisons, autant par habitude que par l'ignorance de la liberté.

Cette erreur paraît particulièrement étrange de la part de ceux à qui la terre fournit tout ce dont ils ont besoin, et n'ont pas à recourir aux échanges, telles, par exemple, les populations rurales de l'Allemagne, de l'Autriche, des Indes, du Canada, de l'Australie, et surtout de la Russie. Elles ne retirent aucun profit de la servitude à laquelle elles se soumettent bénévolement.

On s'explique la soumission des populations urbaines ; leurs intérêts sont tellement liés à ceux des classes dirigeantes que la servitude leur devient utile. Rockefeller n'a aucune raison de ne pas obéir aux lois de son pays, car elles lui facilitent le gain et la protection de ses milliards au

détriment de la masse populaire. Il en est de même de ceux qui dirigent les entreprises de ce milliardaire, des employés de ses directeurs et des employés de ses employés. Il en était ainsi, lors du servage en Russie, de la domesticité du château par rapport au serf attaché à la glèbe : sa servitude lui était utile. Mais quelles sont les raisons qui poussent les populations agricoles, l'immense majorité des Russes, à se soumettre à des autorités dont elles n'ont aucun besoin ?

Prenons, par exemple, des familles qui vivent dans le gouvernement de Toula, en Posnanie, au Kansas, en Normandie, en Irlande, au Canada. Les gens de Toula n'ont aucun souci de l'État russe avec ses Pétersbourg, Caucase, Provinces baltiques, ses accaparements de la Mandchourie et ses ruses diplomatiques. De même, ceux de Posnanie ne se soucient pas de la Prusse, avec ses Berlin, ses colonies africaines ; les Irlandais, de la Grande-Bretagne, avec ses Londres et ses affaires d'Égypte, du Transvaal et d'autres lieux ; les habitants du Kansas, des États-Unis avec ses New-York, ses îles Philippines. Et pourtant, ces gens doivent abandonner la plus grande part du produit de leur travail, apprendre le métier des armes, et participer à des guerres qu'ils n'ont pas déclarées, obéir à des lois qu'ils n'ont pas établies.

On leur fait croire, il est vrai, qu'en obéissant à des hommes inconnus d'eux, pour tout ce qui a dans leur vie une importance capitale, ils obéissent à leur propre volonté, puisqu'ils ont choisi comme leur représentant l'un des mille élus totalement inconnus d'eux. En réalité, y croit seulement celui qui le veut bien, qui a l'intention de tromper les autres et soi-même.

Quiconque est membre d'un État ne saurait être libre ; et, plus grand est l'État, plus la force brutale est nécessaire, moins on peut y trouver la vraie liberté. Il faut une violence spéciale pour grouper et maintenir en un tout des peuplades diverses ; c'est ainsi que se sont constituées la Grande-Bretagne, la Russie, l'Autriche. Dans les petits États, en Suisse, au Portugal, en Suède, il faut déployer à cet effet moins d'efforts ; mais en revanche, les citoyens y éludent moins facilement les exigences des autorités, tandis que la sujétion y règne tout autant que dans les grands États.

De même qu'il faut une corde solide et douée d'une certaine élasticité pour nouer et maintenir ensemble les petites branches d'un fagot, il faut employer une certaine contrainte, appliquée d'une certaine façon, pour

grouper dans un État une grande agglomération d'hommes. Pour attacher les branches ensemble, il peut exister différentes manières de les placer ; leurs essences mêmes peuvent être diverses ; mais la force qui les maintient ensemble est toujours la même. C'est ce qui arrive dans un État fondé sur la violence, quel que soit son régime : absolutisme, autocratie, monarchie constitutionnelle, oligarchie, république. Si l'union est maintenue par des lois que les uns établissent et que d'autres appliquent par la force, le degré de contrainte sera toujours le même. Ici, elle se manifestera sous une forme brutale, là, par la puissance de l'argent ; la différence entre les deux systèmes se trouvera dans ce seul fait qu'ici la violence pèsera davantage sur une certaine catégorie d'hommes, là sur une autre.

On peut comparer la violence gouvernementale à un fil noir sur lequel sont librement enfilées des perles. Les perles, ce sont les hommes ; le fil noir, c'est l'État. Tant qu'elles resteront sur le fil, elles ne pourront s'entremêler. On peut les pousser à une extrémité, le fil ne sera plus visible à cette extrémité, mais le sera à l'autre : despotisme. On peut diviser les perles régulièrement en laissant entre elles des intervalles : monarchie constitutionnelle ; on peut les séparer individuellement : république. Mais tant qu'on ne les aura pas retirées du fil, tant que celui-ci ne sera pas cassé, il sera impossible de le dissimuler.

Tant qu'existera l'État et la violence qui le maintient sous n'importe quelle forme, il ne peut y avoir de liberté, de vraie liberté, telle que les hommes la comprennent et l'ont toujours comprise.

« Mais comment pourrait-on vivre sans État ? » demandent généralement ceux qui ont pris l'habitude non seulement de se considérer comme fils de leurs parents, descendant de leurs aïeux, mais encore comme Français, Anglais, Allemands, Américains ou Russes, c'est-à-dire comme appartenant à tel ou tel groupement imposé. Ils sont tellement habitués à cette idée qu'il leur semble impossible de vivre autrement qu'au milieu de ces agglomérations humaines n'ayant aucun lien intérieur ; cela leur paraît aussi impossible qu'il y a des milliers d'années il paraissait impossible de vivre sans les sacrifices faits aux divinités et sans les oracles qui déterminaient les actes des fidèles.

Vous demandez comment nous vivons sans être sujets d'aucun gouvernement ?

Comme nous vivons aujourd'hui, mais sans les sottises et les vilénies que nous commettons grâce à cette horrible superstition. Nous vivons de même, mais sans enlever à notre famille le produit de notre labeur ; on ne le donnera plus sous forme d'impôts et de droits de douane qui servent à de mauvaises actions ; nous ne participerons plus aux arrêts de la justice, aux guerres, ni à aucune violence que commettent des gens inconnus de nous.

Oui, c'est bien cette superstition qui, à notre époque, ne répond plus à rien, qui donne à des centaines d'hommes sur des millions d'autres un pouvoir insensé que rien ne justifie, et qui les prive de la vraie liberté. Un homme qui vit au Canada, au Kansas, en Bohême, en Ukraine, en Normandie, ne saurait être libre tant qu'il se considère,—s'en vante même,—être exclusivement Anglais, Américain, Autrichien, Russe, Français. Le gouvernement non plus ne saura donner à ses nationaux une liberté effective tant que sa mission consistera à assurer l'existence d'un groupement aussi impossible et insensé que l'est celui de la Russie, de l'Angleterre, de la France, de l'Allemagne.

Ainsi, la cause principale, sinon unique, de l'absence de la liberté est la superstition étatiste. Les hommes peuvent être privés de la liberté quand ils ne sont pas groupés en État ; mais lorsqu'ils le sont, la liberté est à coup sûr impossible.

Ceux qui font aujourd'hui la révolution russe ne s'en doutent pas ; ils luttent pour la conquête des diverses libertés en s'imaginant que c'est là le but de la révolution qui commence. Mais son but et son résultat final est bien plus élevé que ne le voient les révolutionnaires. Il réside dans la suppression de la contrainte par laquelle se maintient l'État. Et le chemin qui conduit à cette grande transformation est semé de ces fautes et crimes qui se commettent aujourd'hui dans les couches superficielles de l'énorme masse du peuple russe : au milieu de la peu nombreuse population urbaine, des ouvriers de fabrique et de ceux qui s'intitulent « l'*intelligencia* ».

Toute cette activité complexe, qui a pour stimulant le plus bas penchant de vengeance, de colère, d'ambition, ne peut avoir pour la grande majorité du peuple russe que cette unique signification : elle doit lui montrer ce qu'il ne doit pas faire, ce qu'il peut et doit faire. Elle doit montrer toute l'inutilité de l'effort dépensé pour remplacer une forme gouvernementale violente et

criminelle par une autre aussi violente et aussi criminelle, et supprimer dans sa conscience la superstition étatiste.

C'est en voyant les événements qui défilent devant lui, les nouvelles formes de violence qui se révèlent dans l'action cruelle de la révolution : pogroms agraires et antisémites, ruines, grèves, qui privent la population de vivres, et surtout les meurtres fratricides, que les masses populaires commencent à comprendre que les nouvelles violences sont aussi funestes que les anciennes puisqu'elles se manifestent par les mêmes crimes et par des crimes nouveaux, que l'un et l'autre régimes ne sont ni pires ni meilleurs, mais tous les deux mauvais, qu'il faut par suite se délivrer de toute violence gouvernementale, et que cela est possible et très facile.

L'immense majorité du peuple russe, celle qui vit de la terre, qui a toujours réglé ses affaires par elle-même dans ses assemblées du *mir*, qui n'a pas besoin à cet effet de gouvernement, comprendra, en présence des événements actuels, qu'elle peut se passer de tout système étatiste, despotique ou démocratique, de même qu'elle n'a besoin d'aucune chaîne, ni courte ni longue, ni en fer ni en cuivre. Le peuple n'a nul besoin de libertés particulières, mais seulement d'une seule liberté, vraie, complète, naturelle.

Comme il arrive souvent, la solution des questions qui semblent difficiles est des plus simples ; de même, pour réaliser cette pleine liberté, il est inutile de lutter contre le gouvernement, d'imaginer tel ou tel mode de représentation nationale qui sert plutôt à cacher aux hommes leur état de servitude ; l'insoumission suffit.

Que le peuple cesse d'obéir au gouvernement, et aussitôt disparaîtront impôts, accaparement des terres, armées, guerres et toute contrainte ; cela est si simple et semble si facile !

Pourquoi donc les hommes ne l'ont-ils pas fait jusqu'ici et ne le font-ils pas aujourd'hui ? Parce que pour refuser d'obéir à l'autorité humaine, il leur faut obéir à Dieu, c'est-à-dire, vivre d'une vie bonne et morale.

Plus ils vivront ainsi, plus ils seront en mesure de ne plus se courber devant la puissance des hommes et de s'en affranchir.

Il est impossible de se dire tout à coup : « Je ne veux plus obéir aux hommes. » On ne peut le faire qu'en se soumettant à la loi divine, suprême,

commune à tous. On ne peut être libre en violant la loi suprême de l'aide mutuelle, ainsi que la violent par leur genre de vie les classes riches des villes, parce qu'elles vivent du travail des ouvriers, surtout de celui des ouvriers des champs. On ne peut être libre que dans la mesure où l'on observe la loi suprême. Et son observance est difficile, presque impossible, dans une organisation sociale où prime la vie de villes et de fabriques, où le progrès humain est obtenu par la lutte de tout instant. Elle est possible et facile dans une organisation où domine la vie rurale, où tous les efforts sont dirigés vers la lutte contre la nature.

D'où il s'ensuit que le refus d'obéir au gouvernement et de reconnaître les groupements artificiels en États, en patries, doit conduire les hommes à la vie naturelle pleine de joie et toute morale des communautés agricoles, se soumettant à leur propre règlement, intelligible pour tous et résultant du consentement mutuel, non de la contrainte.

Tel est la portée de la grande révolution qui s'effectue parmi les peuples chrétiens.

Comment se fera-t-elle ? quelles phases elle traversera ? il ne nous est impossible de le prévoir. Ce que nous savons, c'est qu'elle est inévitable parce qu'elle se fait et est déjà partiellement faite dans la conscience des hommes.

CONCLUSION

La vie a précisément pour but de dévoiler progressivement aux hommes ce qu'ils ne connaissaient pas encore et de leur indiquer si la voie qu'ils ont suivie dans le passé était bonne ou mauvaise.

L'humanité marche en se faisant une conception toujours plus nette de son devoir, en abandonnant les anciens principes de la vie, devenus faux, et en en établissant de nouveaux afin de s'y conformer. Comme l'individu, l'humanité croît en progressant constamment. Cette croissance est accompagnée de la reconnaissance graduelle des fautes commises, et, par suite, de la volonté de ne plus y retomber.

Mais il est des époques, tant dans la vie d'un individu que dans celle de l'humanité, où la faute commise se dévoile d'un seul coup, et où le remède qui peut la corriger apparaît nettement. Ce sont les moments de crise, de révolution ; nous en traversons une aujourd'hui.

La seule loi que l'humanité ait connue jusqu'ici est la violence. Pourtant, il vint un temps où les hommes d'avant-garde proclamèrent une loi nouvelle commune à tous, la loi de l'aide mutuelle, de solidarité. Les hommes l'ont acceptée, mais non dans son entière signification ; aussi, tout en s'efforçant de l'appliquer, ont-ils continué à vivre sous l'empire de la violence. Puis, la doctrine chrétienne est venue confirmer la vérité, en proclamant comme unique loi, donnant à tous le bonheur suprême, la loi de l'aide mutuelle ; c'est elle qui a fait connaître la cause qui avait jusqu'alors empêché dans la vie l'application de cette loi.

Elle ne fut pas appliquée parce que les hommes croyaient nécessaire et bienfaisant l'emploi de la violence comme moyen d'arriver à d'heureux

résultats. Aussi, regardaient-ils la loi du talion comme juste. Le christianisme a montré que la violence était toujours funeste et que les représailles sont contraires à la nature humaine.

Mais l'humanité chrétienne, bien désireuse de vivre suivant la loi de l'aide mutuelle, ne l'a pas acceptée ; elle a continué, comme malgré elle, à vivre selon la loi païenne de la violence. Cette contradiction entre la morale et la pratique eut pour résultat, chez les peuples chrétiens, d'accroître sans cesse les crimes de la société en augmentant le confort et le luxe de la minorité au détriment de la majorité.

Enfin, en ces derniers temps, la vie toute de crimes et de luxe des uns, toute de misère et de servitude des autres, est devenue plus mauvaise qu'elle n'a jamais été. On le remarque particulièrement chez les peuples qui ont abandonné depuis longtemps la vie naturelle des champs et qui ont été séduits par le mensonge du régime constitutionnel. Souffrant de leur situation malheureuse et de la conscience de la contradiction dans laquelle ils vivent, ces peuples cherchent leur salut dans l'impérialisme, le militarisme, le socialisme, la spoliation des terres, la guerre des tarifs, les perfectionnements techniques, la débauche, dans des rivalités de toutes sortes, sauf là où ils peuvent le trouver : la délivrance de la superstition étatiste et le refus d'obéir à la violence gouvernementale, quelle que soit la forme qu'elle prenne.

Grâce à sa vie rurale, à l'absence du mensonge constitutionnel, et surtout à son attitude chrétienne à l'égard de la violence, le peuple russe, après la cruelle, inutile et malheureuse guerre où il fut entraîné par son gouvernement, après la spoliation de la terre, a ressenti plus tôt que les autres peuples les principales causes des malheurs qui abreuvent aujourd'hui l'humanité chrétienne. Voilà pourquoi se produit précisément chez lui la grande révolution qui s'impose à toute l'humanité et qui, seule, peut l'arracher à ses souffrances inutiles.

Telle est la grande portée de la révolution qui commence en Russie. Elle n'a pas encore commencé chez les nations d'Europe ou d'Amérique, mais les causes qui l'ont provoquée en Russie sont les mêmes pour tout le monde chrétien. La guerre japonaise a également montré la supériorité inévitable des peuples païens sur les peuples chrétiens dans l'art de la guerre. Comme nous, toutes ces nations plient sous le poids des armements croissants et

indéfinis ; chez elles aussi la situation de la masse ouvrière est misérable, et le mécontentement est général par suite de la spoliation du droit naturel à la terre.

La plupart des Russes voient nettement que la cause de tous leurs maux provient de leur soumission aux pouvoirs publics, et qu'ils doivent se résoudre, ou à ne plus être des hommes libres et raisonnables, ou à ne plus obéir au gouvernement.

Les nations d'Europe et d'Amérique se rendent également à l'évidence ou si le mensonge constitutionnel et la vanité de leur vie les en empêchent encore, ils s'en apercevront bientôt.

La participation à la violence gouvernementale—que les hommes appellent liberté d'action—les a conduits à la servitude, aux maux qui en résultent, et les conduira bientôt à de plus grands malheurs encore. L'excès de ces maux les amènera inmanquablement au seul moyen possible d'affranchissement, à l'insoumission au gouvernement, et partant, à l'abolition des États groupés par la violence.

Pour que cette grande révolution se réalise, il suffit que les hommes comprennent que l'État, la patrie, est une fiction, tandis que la vie et la vraie liberté sont des réalités. On ne doit donc pas sacrifier la vie et la liberté à la coalition artificielle appelée État, mais il faut, pour avoir une vraie vie et une vraie liberté, se délivrer du fétiche-État et de la criminelle obéissance aux hommes qui en résulte.

C'est bien ce changement dans l'attitude des hommes envers l'État et les pouvoirs publics qui marque la fin d'un monde et le commencement d'un nouveau.

TABLE DES MATIÈRES

LA LEÇON DE LA GUERRE

Chapitres.	Pages.
I. — La guerre russo-japonaise	1
II. — La machine gouvernementale	9
III. — La servitude volontaire	17
IV. — Le maintien de l'autorité	30
V. — Immoralité gouvernementale	42
VI. — Inutilité de l'État	52
VII. — La société moderne vit sans principes	74
VIII. — La vie anormale de la société moderne	83
IX. — « Liberté, égalité, fraternité, ou la mort »	88
X. — Les formes sociales changent, mais la violence prédomine toujours dans les rapports des hommes	94
XI. — L'Église et la science, obstacles à la véritable conception de la vie	103
XII. — Le perfectionnement moral individuel est l'unique moyen de réaliser le bonheur de tous	114

LA FIN D'UN MONDE

I. — La fin d'un siècle.—Sa disparition.—Symptômes et causes	123
---	-----

II. — La portée de la victoire des Japonais	132
III. — Le sens du mouvement révolutionnaire en Russie	141
IV. — La cause principale de la révolution imminente	149
V. — Les conséquences de l'inacceptation du précepte de la non-résistance	157
VI. — La première cause extérieure de la révolution imminente	167
VII. — Deuxième cause extérieure de la révolution imminente	176
VIII. — Qu'arrivera-t-il aux hommes qui refuseront d'obéir ?	185
IX. — L'activité qui concourra le mieux à la révolution imminente	198
X. — Organisation de la société affranchie de la tutelle du gouvernement tyrannique	210
XI. — Ce que deviendra la civilisation	218
XII. — Les libertés et la liberté	229
CONCLUSION	251

Paris.—L. MARETHEUX, imprimeur, 1, rue Cassette.

Extrait du Catalogue de la BIBLIOTHÈQUE-CHARPENTIER

à 3 fr. 50 le volume

EUGÈNE FASQUELLE, ÉDITEUR, 11, RUE DE GRENNELLE

LITTÉRATURE RUSSE

APOUKHTINE (A.-N.)

La Vie ambiguë, traduction de W. Bienstock 1 vol.

COURRIÈRE

Histoire de la littérature contemporaine en Russie 1 vol.

DOSTOIEVSKI

Journal d'un Écrivain, traduction de W. Bienstock et J.-A. Nau 1 vol.

Les Frères Karamazov, traduction de W. Bienstock et Ch.
Torquet 1 vol.

GORKI (MAXIME)

Dans les Bas-Fonds, pièce en 4 actes, traduction de Halpérine-
Kaminsky 1 vol.

LÉON TOLSTOI

Plaisirs vicieux, traduction de Halpérine-Kaminsky 1 vol.

Plaisirs cruels, traduction de Halpérine-Kaminsky 1 vol.

La Vraie Vie, traduction de Halpérine-Kaminsky 1 vol.

Appels aux dirigeants, traduction de Halpérine-Kaminsky 1 vol.

Conseils aux dirigés, traduction de Halpérine-Kaminsky 1 vol.

Le Grand Crime, traduction de Halpérine-Kaminsky 1 vol.

LITTÉRATURE POLONAISE

MICKIEWICZ

Chefs-d'œuvre poétiques 1 vol.

HENRYK SIENKIEWICZ

Le Déluge, traduction du Comte Wodzinski et de B.
Kozakiewicz 1 vol.

Par le fer et par le feu, traduction du Comte Wodzinski et de B.
Kozakiewicz 1 vol.

Messire Wolodowski, traduction du Comte Wodzinski et de B.
Kozakiewicz 1 vol.

Quo Vadis, traduction de B. Kozakiewicz et de J.-L. de Janasz 1 vol.

Les Chevaliers Teutoniques, traduction du Comte Wodzinski et
de B. Kozakiewicz 1 vol.

LITTÉRATURE SCANDINAVE

KNUT HAMSUN

Pan, traduction de M^{me} Rémusat 1 vol.

BJOERNSTJERNE BJOERNSON

Au-dessus des forces humaines, trad. du C^{te} Prozor et de
Lugné-Poé 1 vol.

Laboremus, traduction de M^{me} Rémusat 1 vol.

LITTÉRATURE SLAVE

COURRIÈRE

Histoire de la littérature contemporaine chez les Slaves 1 vol.

*** END OF THE PROJECT GUTENBERG EBOOK GUERRE ET
RÉVOLUTION ***

Updated editions will replace the previous one—the old editions will be renamed.

Creating the works from print editions not protected by U.S. copyright law means that no one owns a United States copyright in these works, so the Foundation (and you!) can copy and distribute it in the United States without permission and without paying copyright royalties. Special rules, set forth in the General Terms of Use part of this license, apply to copying and distributing Project Gutenberg™ electronic works to protect the PROJECT GUTENBERG™ concept and trademark. Project Gutenberg is a registered trademark, and may not be used if you charge for an eBook, except by following the terms of the trademark license, including paying royalties for use of the Project Gutenberg trademark. If you do not charge anything for copies of this eBook, complying with the trademark license is very easy. You may use this eBook for nearly any purpose such as creation of derivative works, reports, performances and research. Project Gutenberg eBooks may be modified and printed and given away—you may do practically ANYTHING in the United States with eBooks not protected by U.S. copyright law. Redistribution is subject to the trademark license, especially commercial redistribution.

START: FULL LICENSE

THE FULL PROJECT GUTENBERG™ LICENSE

PLEASE READ THIS BEFORE YOU DISTRIBUTE OR USE THIS WORK

To protect the Project Gutenberg™ mission of promoting the free distribution of electronic works, by using or distributing this work (or any other work associated in any way with the phrase “Project Gutenberg”), you agree to comply with all the terms of the Full Project Gutenberg License available with this file or online at www.gutenberg.org/license.

Section 1. General Terms of Use and Redistributing Project Gutenberg electronic works

1.A. By reading or using any part of this Project Gutenberg electronic work, you indicate that you have read, understand, agree to and accept all the terms of this license and intellectual property (trademark/copyright) agreement. If you do not agree to abide by all the terms of this agreement, you must cease using and return or destroy all copies of Project Gutenberg electronic works in your possession. If you paid a fee for obtaining a copy of or access to a Project Gutenberg electronic work and you do not agree to be bound by the terms of this agreement, you may obtain a refund from the person or entity to whom you paid the fee as set forth in paragraph 1.E.8.

1.B. “Project Gutenberg” is a registered trademark. It may only be used on or associated in any way with an electronic work by people who agree to be bound by the terms of this agreement. There are a few things that you can do with most Project Gutenberg electronic works even without complying with the full terms of this agreement. See paragraph 1.C below. There are a lot of things you can do with Project Gutenberg electronic works if you follow the terms of this agreement and help preserve free future access to Project Gutenberg electronic works. See paragraph 1.E below.

1.C. The Project Gutenberg Literary Archive Foundation (“the Foundation” or PGLAF), owns a compilation copyright in the collection of Project Gutenberg electronic works. Nearly all the individual works in the collection are in the public domain in the United States. If an individual work is unprotected by copyright law in the United States and you are

located in the United States, we do not claim a right to prevent you from copying, distributing, performing, displaying or creating derivative works based on the work as long as all references to Project Gutenberg are removed. Of course, we hope that you will support the Project Gutenberg mission of promoting free access to electronic works by freely sharing Project Gutenberg works in compliance with the terms of this agreement for keeping the Project Gutenberg name associated with the work. You can easily comply with the terms of this agreement by keeping this work in the same format with its attached full Project Gutenberg License when you share it without charge with others.

1.D. The copyright laws of the place where you are located also govern what you can do with this work. Copyright laws in most countries are in a constant state of change. If you are outside the United States, check the laws of your country in addition to the terms of this agreement before downloading, copying, displaying, performing, distributing or creating derivative works based on this work or any other Project Gutenberg work. The Foundation makes no representations concerning the copyright status of any work in any country other than the United States.

1.E. Unless you have removed all references to Project Gutenberg:

1.E.1. The following sentence, with active links to, or other immediate access to, the full Project Gutenberg License must appear prominently whenever any copy of a Project Gutenberg work (any work on which the phrase “Project Gutenberg” appears, or with which the phrase “Project Gutenberg” is associated) is accessed, displayed, performed, viewed, copied or distributed:

This eBook is for the use of anyone anywhere in the United States and most other parts of the world at no cost and with almost no restrictions whatsoever. You may copy it, give it away or re-use it under the terms of the Project Gutenberg™ License included with this eBook or online at www.gutenberg.org. If you are not located in the United States, you will have to check the laws of the country where you are located before using this eBook.

1.E.2. If an individual Project Gutenberg electronic work is derived from texts not protected by U.S. copyright law (does not contain a notice indicating that it is posted with permission of the copyright holder), the work can be copied and distributed to anyone in the United States without paying any fees or charges. If you are redistributing or providing access to a work with the phrase “Project Gutenberg” associated with or appearing on the work, you must comply either with the requirements of paragraphs 1.E.1 through 1.E.7 or obtain permission for the use of the work and the Project Gutenberg trademark as set forth in paragraphs 1.E.8 or 1.E.9.

1.E.3. If an individual Project Gutenberg electronic work is posted with the permission of the copyright holder, your use and distribution must comply with both paragraphs 1.E.1 through 1.E.7 and any additional terms imposed by the copyright holder. Additional terms will be linked to the Project Gutenberg License for all works posted with the permission of the copyright holder found at the beginning of this work.

1.E.4. Do not unlink or detach or remove the full Project Gutenberg License terms from this work, or any files containing a part of this work or any other work associated with Project Gutenberg.

1.E.5. Do not copy, display, perform, distribute or redistribute this electronic work, or any part of this electronic work, without prominently displaying the sentence set forth in paragraph 1.E.1 with active links or immediate access to the full terms of the Project Gutenberg License.

1.E.6. You may convert to and distribute this work in any binary, compressed, marked up, nonproprietary or proprietary form, including any word processing or hypertext form. However, if you provide access to or distribute copies of a Project Gutenberg work in a format other than “Plain Vanilla ASCII” or other format used in the official version posted on the official Project Gutenberg website (www.gutenberg.org), you must, at no additional cost, fee or expense to the user, provide a copy, a means of exporting a copy, or a means of obtaining a copy upon request, of the work in its original “Plain Vanilla ASCII” or other form. Any alternate format must include the full Project Gutenberg License as specified in paragraph 1.E.1.

1.E.7. Do not charge a fee for access to, viewing, displaying, performing, copying or distributing any Project Gutenberg works unless you comply with paragraph 1.E.8 or 1.E.9.

1.E.8. You may charge a reasonable fee for copies of or providing access to or distributing Project Gutenberg electronic works provided that:

- You pay a royalty fee of 20% of the gross profits you derive from the use of Project Gutenberg works calculated using the method you already use to calculate your applicable taxes. The fee is owed to the owner of the Project Gutenberg trademark, but he has agreed to donate royalties under this paragraph to the Project Gutenberg Literary Archive Foundation. Royalty payments must be paid within 60 days following each date on which you prepare (or are legally required to prepare) your periodic tax returns. Royalty payments should be clearly marked as such and sent to the Project Gutenberg Literary Archive Foundation at the address specified in Section 4, "Information about donations to the Project Gutenberg Literary Archive Foundation."
- You provide a full refund of any money paid by a user who notifies you in writing (or by e-mail) within 30 days of receipt that s/he does not agree to the terms of the full Project Gutenberg™ License. You must require such a user to return or destroy all copies of the works possessed in a physical medium and discontinue all use of and all access to other copies of Project Gutenberg™ works.
- You provide, in accordance with paragraph 1.F.3, a full refund of any money paid for a work or a replacement copy, if a defect in the electronic work is discovered and reported to you within 90 days of receipt of the work.
- You comply with all other terms of this agreement for free distribution of Project Gutenberg™ works.

1.E.9. If you wish to charge a fee or distribute a Project Gutenberg™ electronic work or group of works on different terms than are set forth in

this agreement, you must obtain permission in writing from the Project Gutenberg Literary Archive Foundation, the manager of the Project Gutenberg™ trademark. Contact the Foundation as set forth in Section 3 below.

1.F.

1.F.1. Project Gutenberg volunteers and employees expend considerable effort to identify, do copyright research on, transcribe and proofread works not protected by U.S. copyright law in creating the Project Gutenberg™ collection. Despite these efforts, Project Gutenberg™ electronic works, and the medium on which they may be stored, may contain “Defects,” such as, but not limited to, incomplete, inaccurate or corrupt data, transcription errors, a copyright or other intellectual property infringement, a defective or damaged disk or other medium, a computer virus, or computer codes that damage or cannot be read by your equipment.

1.F.2. LIMITED WARRANTY, DISCLAIMER OF DAMAGES - Except for the “Right of Replacement or Refund” described in paragraph 1.F.3, the Project Gutenberg Literary Archive Foundation, the owner of the Project Gutenberg™ trademark, and any other party distributing a Project Gutenberg™ electronic work under this agreement, disclaim all liability to you for damages, costs and expenses, including legal fees. YOU AGREE THAT YOU HAVE NO REMEDIES FOR NEGLIGENCE, STRICT LIABILITY, BREACH OF WARRANTY OR BREACH OF CONTRACT EXCEPT THOSE PROVIDED IN PARAGRAPH 1.F.3. YOU AGREE THAT THE FOUNDATION, THE TRADEMARK OWNER, AND ANY DISTRIBUTOR UNDER THIS AGREEMENT WILL NOT BE LIABLE TO YOU FOR ACTUAL, DIRECT, INDIRECT, CONSEQUENTIAL, PUNITIVE OR INCIDENTAL DAMAGES EVEN IF YOU GIVE NOTICE OF THE POSSIBILITY OF SUCH DAMAGE.

1.F.3. LIMITED RIGHT OF REPLACEMENT OR REFUND - If you discover a defect in this electronic work within 90 days of receiving it, you can receive a refund of the money (if any) you paid for it by sending a written explanation to the person you received the work from. If you received the work on a physical medium, you must return the medium with your written explanation. The person or entity that provided you with the

defective work may elect to provide a replacement copy in lieu of a refund. If you received the work electronically, the person or entity providing it to you may choose to give you a second opportunity to receive the work electronically in lieu of a refund. If the second copy is also defective, you may demand a refund in writing without further opportunities to fix the problem.

1.F.4. Except for the limited right of replacement or refund set forth in paragraph 1.F.3, this work is provided to you ‘AS-IS’, WITH NO OTHER WARRANTIES OF ANY KIND, EXPRESS OR IMPLIED, INCLUDING BUT NOT LIMITED TO WARRANTIES OF MERCHANTABILITY OR FITNESS FOR ANY PURPOSE.

1.F.5. Some states do not allow disclaimers of certain implied warranties or the exclusion or limitation of certain types of damages. If any disclaimer or limitation set forth in this agreement violates the law of the state applicable to this agreement, the agreement shall be interpreted to make the maximum disclaimer or limitation permitted by the applicable state law. The invalidity or unenforceability of any provision of this agreement shall not void the remaining provisions.

1.F.6. INDEMNITY - You agree to indemnify and hold the Foundation, the trademark owner, any agent or employee of the Foundation, anyone providing copies of Project Gutenberg™ electronic works in accordance with this agreement, and any volunteers associated with the production, promotion and distribution of Project Gutenberg™ electronic works, harmless from all liability, costs and expenses, including legal fees, that arise directly or indirectly from any of the following which you do or cause to occur: (a) distribution of this or any Project Gutenberg work, (b) alteration, modification, or additions or deletions to any Project Gutenberg work, and (c) any Defect you cause.

Section 2. Information about the Mission of Project Gutenberg

Project Gutenberg is synonymous with the free distribution of electronic works in formats readable by the widest variety of computers including

obsolete, old, middle-aged and new computers. It exists because of the efforts of hundreds of volunteers and donations from people in all walks of life.

Volunteers and financial support to provide volunteers with the assistance they need are critical to reaching Project Gutenberg's goals and ensuring that the Project Gutenberg collection will remain freely available for generations to come. In 2001, the Project Gutenberg Literary Archive Foundation was created to provide a secure and permanent future for Project Gutenberg and future generations. To learn more about the Project Gutenberg Literary Archive Foundation and how your efforts and donations can help, see Sections 3 and 4 and the Foundation information page at www.gutenberg.org.

Section 3. Information about the Project Gutenberg Literary Archive Foundation

The Project Gutenberg Literary Archive Foundation is a non-profit 501(c)(3) educational corporation organized under the laws of the state of Mississippi and granted tax exempt status by the Internal Revenue Service. The Foundation's EIN or federal tax identification number is 64-6221541. Contributions to the Project Gutenberg Literary Archive Foundation are tax deductible to the full extent permitted by U.S. federal laws and your state's laws.

The Foundation's business office is located at 41 Watchung Plaza #516, Montclair NJ 07042, USA, +1 (862) 621-9288. Email contact links and up to date contact information can be found at the Foundation's website and official page at www.gutenberg.org/contact

Section 4. Information about Donations to the Project Gutenberg Literary Archive Foundation

Project Gutenberg™ depends upon and cannot survive without widespread public support and donations to carry out its mission of increasing the number of public domain and licensed works that can be freely distributed in machine-readable form accessible by the widest array of equipment

including outdated equipment. Many small donations (\$1 to \$5,000) are particularly important to maintaining tax exempt status with the IRS.

The Foundation is committed to complying with the laws regulating charities and charitable donations in all 50 states of the United States. Compliance requirements are not uniform and it takes a considerable effort, much paperwork and many fees to meet and keep up with these requirements. We do not solicit donations in locations where we have not received written confirmation of compliance. To SEND DONATIONS or determine the status of compliance for any particular state visit www.gutenberg.org/donate.

While we cannot and do not solicit contributions from states where we have not met the solicitation requirements, we know of no prohibition against accepting unsolicited donations from donors in such states who approach us with offers to donate.

International donations are gratefully accepted, but we cannot make any statements concerning tax treatment of donations received from outside the United States. U.S. laws alone swamp our small staff.

Please check the Project Gutenberg web pages for current donation methods and addresses. Donations are accepted in a number of other ways including checks, online payments and credit card donations. To donate, please visit: www.gutenberg.org/donate.

Section 5. General Information About Project Gutenberg electronic works

Professor Michael S. Hart was the originator of the Project Gutenberg concept of a library of electronic works that could be freely shared with anyone. For forty years, he produced and distributed Project Gutenberg eBooks with only a loose network of volunteer support.

Project Gutenberg eBooks are often created from several printed editions, all of which are confirmed as not protected by copyright in the U.S. unless a

copyright notice is included. Thus, we do not necessarily keep eBooks in compliance with any particular paper edition.

Most people start at our website which has the main PG search facility:
www.gutenberg.org.

This website includes information about Project Gutenberg, including how to make donations to the Project Gutenberg Literary Archive Foundation, how to help produce our new eBooks, and how to subscribe to our email newsletter to hear about new eBooks.